

# PASSER DE LA CHINE- AFRIQUE À L'AFRIQUE CHINE



UN PLAN DIRECTEUR POUR UNE  
STRATÉGIE CONTINENTALE  
AFRICAINNE, VERTE ET INCLUSIVE  
À L'ÉGARD DE LA CHINE

JUIN 2021



DEVELOPMENT  
REIMAGINED



PERSPECTIVES ON THE  
CONTINENT'S NEW BRG



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Glossaire</b> .....	<b>4</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>6</b>
<b>Chapitre 1 — Introduction</b> .....	<b>7</b>
Contexte .....	7
Méthodologie.....	12
<b>Chapitre 2 — À quoi ressemble la relation Afrique-Chine ?</b> .....	<b>15</b>
Lien 1 : Flux de biens .....	16
Lien 2 : Flux financiers .....	27
Lien 3 : Flux de personnes.....	38
Conclusion .....	42
<b>Chapitre 3 — L'impact de la Chine sur le développement durable futur de l'Afrique</b> .....	<b>43</b>
Évaluation de la contribution de la Chine aux six cadres continentaux de l'UA.....	47
Analyse des lacunes .....	67
<b>Chapitre 4 — Analyse comparative des relations entre l'Afrique et la Chine</b> .....	<b>69</b>
La Chine, partenaire au développement de l'Afrique .....	70
Relations Afrique-Chine par rapport à Asie-Chine .....	72
<b>Chapitre 5 — Observations des représentants des gouvernements africains en Chine</b> .....	<b>76</b>
Observations des ambassadeurs sur l'état actuel de la coopération sino-africaine .....	77
Attentes concernant les opportunités et les défis de la relation .....	83
Aperçu des processus de coopération avec la Chine .....	87
<b>Chapitre 6 — Recommandations stratégiques pour tirer parti de l'opportunité que représente la Chine</b> .....	<b>92</b>
Recommandations stratégiques de fond .....	94
Recommandations sur les processus.....	103
<b>Chapitre 7 — Conclusions et perspectives</b> .....	<b>106</b>
<b>Références essentielles</b> .....	<b>109</b>

## GLOSSAIRE

ACR	Accord commercial régional
ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AfriExim	Banque africaine d'import-export
AGOA	Loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique des États-Unis
AIDA	Plan d'action de l'Union africaine pour le développement industriel accéléré de l'Afrique
ALE	Accord de libre-échange
AQSIQ	Administration de la supervision de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine
ARIPO	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle
ATDC	Centres de démonstration des technologies agricoles
B2B	Business-to-Business (entreprise à entreprise)
B2C	Business-to-Consumer (entreprise à consommateur)
BAD	Banque africaine de développement
BIAT	Dynamisation du commerce intra-africain
BIT	Traité bilatéral d'investissement
BNT	Barrière non tarifaire
BRI	Nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative)
CAD	Fonds de développement Chine-Afrique
CADM	Centre africain de développement minier
CDC	Center for Disease Control (Centre de contrôle des maladies)
CDI	Convention contre la double imposition
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COVID-19	Maladie à coronavirus
CSIS	Centre d'études stratégiques internationales
DFQF	Franchise de droits d'accès et sans contingent
DRC	République démocratique du Congo
DSR	Route de la soie numérique
DTS	Droits de tirage spéciaux
EAC	Communauté d'Afrique de l'Est
EAU	Émirats arabes unis
EPC	Engineering Procurement Construction
EPI	Équipement de protection individuelle
EXIM	Export-Import (Banque)
FDA	Food and Drug Administration
FET	Traitement juste et équitable
FMI	Fonds monétaire international
FOB	Franco à bord
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
FTYIP	Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA

---

ICBC	Banque industrielle et commerciale de Chine
IDE	Investissement direct étranger
IG	Indications géographiques
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ITC	Centre du commerce international
JCET technique	Comité mixte sur l'économie, le commerce, l'investissement et la coopération
MOFCOM	Ministère du commerce de la République populaire de Chine
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OAPI	Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce des Nations unies
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PDIA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
PE	Protocole d'accord
PEACE	Pakistan East Africa Connecting Europe
PI	Propriété intellectuelle
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PPP	Partenariat public-privé
RBL	Prêt adossé aux ressources naturelles
RNB	Revenu national brut
RO	Règles d'origine
SAB	Miller Brasserie d'Afrique du Sud
SACU	Union douanière sud-africaine
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SGR	Chemin de fer à écartement normal
SOE	Entreprise d'État
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
STISA	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UMA	Union du Maghreb arabe
UNECA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
VMA	Vision minière africaine
ZES	Zone économique spéciale
ZLECAf	Zone de libre-échange continental africaine

## REMERCIEMENTS

Nous souhaitons tout d'abord remercier les ambassadeurs africains en Chine pour leur inspiration et leur appel à formuler une telle stratégie lors de la première édition de célébration et retraite des ambassadeurs africains en Chine, que nous avons organisée en novembre 2018. Nous leur sommes reconnaissants pour leur confiance et leur appui continu, ainsi que pour ceux du Dr Amakobe Sande, alors directeur national de l'ONUSIDA en Chine, qui nous a également encouragés à initier ce travail.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à tous les ambassadeurs et diplomates en Chine qui ont spécifiquement participé aux entretiens et à l'enquête pour ce rapport. Leurs points de vue ont été très précieux et nous espérons poursuivre notre collaboration avec eux.

Development Reimagined souhaite également remercier tous les dirigeants et experts qui ont apporté leur éclairage sur les recommandations stratégiques de ce rapport, y compris ceux qui ont partagé leurs perspectives avec nous et avec le public mondial lors de la série de webinaires *Africa Unconstrained*, de la série de vidéos *Africa Unconstrained* et d'autres entretiens y afférents - Dr Donald Kaberuka, Hadiza Gagara Dagah, Mavis Owusu-Gyamfi, Charles Robertson, Jason Cheng, Ronak Gopaldas, Dr Yan Wang, Dr Brian Pinto, Mma Amara Ekeruche, Professeur Jiajun Xu, Professeur Howard Stein, Kennedy Chesoli, Paolo Gomes, Sir Suma Chakrabarti, Mama Keita, Gyude Moore, Ann Pettifor, Jason Braganza, Won Kidane, Professeur Tang Xiaoyang, Coordinateur résident des Nations Unies en Chine Siddharth Chatterjee, Dr Deborah Brautigam, KY Amoako, S.E. Teshome Toga Chanaka, Malado Kaba, Professeur Carlos Lopes, Andrew Ali, Dr Folashadé Soulé, et Professeur Landry Signé. Une fois encore, nous souhaitons vivement voir se poursuivre cette collaboration.

Nous remercions également les dirigeants et les experts qui ont participé au Dialogue sino-africain sur les défis et la coopération en période de pandémie, organisé par Development Reimagined, le Centre for China & Globalization et l'ambassade du Ghana — Wang Huiyao, Amb. Lin Songtian, Carlos Lopes, Prof. Liu Haifan, Paddy Siyanga Knudsen, Yofi Grant, Justina Obaoye-Ajala, Tirera Sourakhata, Constance Swaniker, Dr Babatunde A. Ahonsi, S.E. Edward Boateng, S.E. Teshome Toga Chanaka, S.E. Isabel Domingos, S.E. Mbelwa Kairuki, S.E. Sarah Serem, M. Rahamtalla M. Osman.

Enfin, nous exprimons des remerciements particuliers aux analystes de Development Reimagined - notamment Patrick Anam, qui a patiemment dirigé la rédaction de ce rapport, Miriam Oiro Omolo, qui a diligenté l'analyse commerciale, ainsi que Leah Lynch, Rosemary Flowers, Yike Fu, Ovigwe Eguegu, Judith Mwai, Rosie Wigmore, Harry Nicholls et Jade Scarfe, qui ont tous contribué de diverses manières, mais de manière cruciale, à sa réalisation, et Hannah Ryder pour sa supervision générale.

## CHAPITRE 1 — INTRODUCTION

### Contexte

En se propageant à travers le monde, y compris sur le continent africain, la COVID-19 a mis à nu un certain nombre de vulnérabilités et d'opportunités pour les pays africains dans leurs relations avec leurs partenaires au développement, dont la Chine. La pandémie a provoqué des restrictions du commerce et des voyages à l'intérieur des pays et au-delà des frontières, et a entraîné une réduction drastique des flux de personnes, de services, de biens et d'argent. Au moment où nous écrivons ces lignes, cette situation est exacerbée par les tendances en matière d'accès aux vaccins.

En outre, s'il est facile de parler d'une relation Chine-Afrique, la réalité est qu'il existe de multiples relations Chine-Afrique, car chaque pays africain a une relation particulière avec la Chine.

D'ailleurs, il existe un certain nombre de pays africains dont les économies sont fortement liées à la Chine. Certains comptent sur cette dernière pour écouler leurs produits de base et trouver des sources de croissance, tandis que d'autres s'en remettent aux importations chinoises et risquent l'inflation parce qu'ils ne disposent pas de structures économiques diversifiées leur permettant de produire facilement et de créer des emplois pour leurs populations<sup>1</sup>. De nombreux pays africains se sont tournés vers la Chine parce qu'ils ne peuvent pas (facilement) obtenir des financements pour les infrastructures et les fonds propres ailleurs (p. ex. le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Zimbabwe pour les prêts et les investissements directs étrangers). D'autres pays tentent d'établir une relation plus forte avec la Chine par des myriades de moyens — par exemple, des pays comme le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et Maurice ont espéré, mais peinent à accroître le tourisme chinois<sup>2</sup>.



Selon certaines indications, il existe des liens plus profonds qui ont été tissés grâce à des relations plus solides entre les gouvernements africains et le gouvernement chinois. Ainsi, de 2009 à 2018, des dirigeants de 53 pays africains se sont rendus 222 fois en Chine. Soit environ trois fois plus que les visites des dirigeants chinois en Afrique au cours de la même période - et, plus important encore, les visites des dirigeants africains semblent avoir un lien avec la finalisation de décisions relatives au commerce, à l'investissement et à la finance<sup>3</sup>.

Pourtant, tout indique que la grande majorité des nations africaines n'ont pas fait preuve d'intention quant à la manière dont elles s'engagent économiquement avec la Chine (ni nécessairement avec

<sup>1</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir : <https://thedi diplomat.com/2020/03/chinas-coronavirus-slowdown-which-african-economies-will-be-hit-hardest/>

<sup>2</sup> Voir : <https://developmentreimagined.com/2020/05/28/which-african-countries-are-most-vulnerable/>

<sup>3</sup> <https://thedi diplomat.com/2021/05/agency-bargaining-power-and-african-leadership-visits-to-china/>

d'autres partenaires au développement). Pour preuve, à ce jour, aucun pays africain n'a publié de « stratégie pour la Chine ». Les pays africains peuvent agir comme des « preneurs de prix<sup>4</sup> ». Cela a des incidences majeures sur les citoyens. De nombreux citoyens — en particulier dans des pays tels que le Kenya et la Zambie, qui entretiennent des relations économiques parmi les plus déséquilibrées avec la Chine — sont devenus dédaigneux et mal à l'aise vis-à-vis de la Chine, avec des rumeurs allant des préoccupations des consommateurs concernant le « faux riz<sup>5</sup> » à la saisie d'actifs nationaux entiers<sup>6</sup>.

Par ailleurs, alors qu'un bureau de représentation de l'Union africaine (UA) en Chine est en place depuis fin 2018, et qu'il existe un groupe d'ambassadeurs africains actif et de longue date en Chine avec 51 représentants, il n'y a actuellement, aucune stratégie transcontinentale ou de discussion stratégique, uniquement africaine, de la politique collective de l'Afrique à l'égard de la Chine, par exemple au siège de l'UA en Éthiopie.

En revanche, la Chine planifie la coopération avec l'Afrique dans le cadre de stratégies plus larges de « ouverture », le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) créé en 2000 à la demande des dirigeants africains<sup>7</sup> (voir **Encadré 1**), et plus récemment l'initiative « la nouvelle route de la soie » (BRI) lancée en 2013. Depuis 2015, la Chine dispose d'un bureau distinct à Addis-Abeba pour dialoguer directement avec l'UA, et il y a 27 agences de la Chine impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques du FOCAC, dirigées par les vice-ministres des Affaires africaines du ministère des Affaires étrangères (actuellement Deng Li) et du ministère du Commerce (Qian Keming)<sup>8</sup>. Il existe également un « Comité d'action de suivi du FOCAC » ayant pour mandat de mettre en œuvre les accords et les politiques du FOCAC, et dont le secrétaire général actuel est le directeur des affaires africaines du ministère des affaires étrangères (Wu Peng)<sup>9</sup>.

### Encadré 1 : Aperçu du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)

Créé conjointement par la Chine et les pays africains en 2000, le Forum sur la coopération sino-africaine compte aujourd'hui parmi ses membres 53 pays africains ayant noué des relations diplomatiques. L'Union africaine en est un membre officiel depuis 2012. Les mécanismes de suivi du FOCAC sont établis à trois niveaux :

- la conférence ministérielle (désormais généralement élevée au rang de sommet) qui se tient tous les trois ans ;
- la réunion de suivi des hauts fonctionnaires et la réunion préparatoire des hauts fonctionnaires pour la Conférence ministérielle se tiennent respectivement dans la même année et à quelques jours de la Conférence ministérielle ;
- les consultations entre le corps diplomatique africain en Chine et le secrétariat du comité de suivi chinois ont lieu au moins deux fois par an.

Il existe de nombreux sous-forums thématiques dans le FOCAC, notamment le Forum populaire sino-africain, le Forum des jeunes leaders sino-africains, le Forum ministériel sur

<sup>4</sup> <https://thediplomat.com/2021/05/a-new-database-reveals-chinas-secret-loans-think-again/>

<sup>5</sup> <https://www.bbc.com/news/world-africa-38391998>

<sup>6</sup> <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/2180026/will-china-seize-prized-port-if-kenya-cant-pay-back-its-belt>

<sup>7</sup> FOCAC Twelve Years Later: Achievements, Challenges and the Way Forward, Anshan et al, (2012): <https://www.files.ethz.ch/isn/151831/FULLTEXT01-4.pdf>

<sup>8</sup> <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1685701222723727588&wfr=spider&for=pc>

<sup>9</sup> <http://dz.china-embassy.org/chn/zt/zfhz/t40336.htm>

la coopération sanitaire sino-africaine, le Forum sur la coopération médiatique sino-africaine, la Conférence sino-africaine sur la réduction de la pauvreté et le développement, le Forum juridique du FOCAC, le Forum sur la coopération entre les gouvernements locaux sino-africains et le Forum des groupes de réflexion sino-africains.

Ces mécanismes de coopération sont étayés par des éléments concrets. En 2006, lorsque le FOCAC a accueilli son premier sommet à Pékin, la Chine a publié sa première politique africaine<sup>10</sup>. La plus récente politique africaine de 2015 visait à établir et à développer un « partenariat stratégique et coopératif global » avec l'Afrique dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture, mais aussi de la coopération au développement, de la défense, de la lutte contre la pauvreté, de la technologie, ainsi que du changement climatique<sup>11</sup>. Ces livres blancs jouent un rôle clé dans l'orientation des départements thématiques ainsi que des gouvernements locaux et provinciaux sur la forme que prend la coopération avec l'Afrique et les domaines stratégiques clés à privilégier. Il existe des liens considérables entre diverses provinces chinoises et divers pays africains<sup>12</sup>.

Ces plans et mécanismes stratégiques solides de la Chine à l'égard de l'Afrique soulignent l'importance pour le continent africain de collaborer à l'élaboration d'une stratégie durable à long terme pour la Chine, qui complète les documents d'orientation et les stratégies en cours de la Chine.

Il existe plusieurs raisons d'espérer à cet égard.

Les dirigeants africains semblent être davantage disposés à affirmer leur rôle vis-à-vis des autres partenaires au développement<sup>13</sup>. En outre, ils se concertent plus que jamais, notamment par le biais du Centre africain de contrôle des maladies (Africa CDC) pour les directives sanitaires, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) pour la gestion de la dette, de l'UA pour l'achat d'équipements médicaux et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour la politique commerciale.

En outre, il existe des moyens clairs pour y parvenir, par exemple en utilisant l'Agenda 2063 de l'UA — un cadre stratégique continental<sup>14</sup> qui rassemble les objectifs de développement durable et les plans de réduction de la pauvreté de l'Afrique, sur la base du traité instituant la Communauté économique africaine (traité d'Abuja) (voir **Encadré 2**)

<sup>10</sup> "China's Africa Policy Paper. (2006). January 2006. [http://www.gov.cn/gongbao/content/2006/content\\_212161.htm](http://www.gov.cn/gongbao/content/2006/content_212161.htm)

<sup>11</sup> "China's Africa Policy Paper. (2015). Décembre 2015. <http://www.focac.org/chn/zywx/zywj/t1321590.htm>

<sup>12</sup> [https://media.africaportal.org/documents/SAIIA\\_Occasional\\_Paper\\_no\\_22.pdf](https://media.africaportal.org/documents/SAIIA_Occasional_Paper_no_22.pdf)

<sup>13</sup> Voir : <https://www.csis.org/analysis/seat-table-african-leadership-post-covid-19-world>

<sup>14</sup> <https://au.int/en/agenda2063/overview>

## Encadré 2 : Principaux objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine

- Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous les citoyens.
- Des citoyens bien éduqués et une révolution des compétences soutenue par la science, la technologie et l'innovation.
- Des économies transformées.
- Une agriculture moderne pour une productivité et une production accrues.
- Économie bleue/océanique pour une croissance économique accélérée.
- Des économies et des communautés écologiquement durables et résistantes au changement climatique.
- Une égalité totale entre les sexes dans tous les domaines de la vie.
- Des jeunes et des enfants engagés et autonomes.
- L'Afrique en tant que partenaire majeur dans les affaires mondiales et la coexistence pacifique.

Avec la refonte des relations mondiales suscitée par la COVID-19, les gouvernements africains ont une occasion unique de tirer parti d'un changement dans les relations avec la Chine.

Une relation stratégique claire avec la Chine aidera les gouvernements africains à coordonner leurs actions et à renforcer leur responsabilité envers les citoyens en ce qui concerne cette relation, ainsi qu'à tirer parti du « contexte » de la COVID-19. En utilisant la stratégie continentale, les gouvernements peuvent développer des stratégies plus spécifiques à chaque pays, qui s'alignent sur leurs propres objectifs et plans de développement nationaux.

Sans compter que le 8e FOCAC devrait se tenir à la fin de l'année 2021 à Dakar, au Sénégal. Le moment est venu de définir une stratégie globale sur laquelle ancrer ces négociations et les accords pour les trois prochaines années.

Cette stratégie, visant principalement à informer les décideurs politiques africains, les organisations de la société civile et les citoyens de toute l'Afrique, fournit un premier « plan » ou une « feuille de route » pour une stratégie continentale africaine globale vis-à-vis de la Chine, avec un accent sous-jacent sur une reprise verte et inclusive.

La stratégie peut également informer la Chine, en tant que partenaire au développement majeur, sur la meilleure façon de travailler avec l'Afrique pour réaliser les ODD et l'Agenda 2063 sur le continent. Cette stratégie intéressera également les partenaires au développement de l'Afrique, notamment sur les perspectives de coopération.

Toutefois, il est important de noter que l'objectif de ce rapport n'est pas de distinguer la Chine des autres partenaires au développement de l'Afrique. Il ne s'agit pas non plus de suggérer que l'Afrique a une plus mauvaise relation avec la Chine que les autres, ou vice versa. Toutefois, compte tenu de notre proximité, de nos réseaux et de notre expertise, ainsi que du potentiel de la relation Afrique-Chine, ce rapport constitue notre point de départ. Nous encourageons l'examen d'analyses similaires sur les autres donateurs et organisations internationales de l'Afrique.



## Méthodologie

Ce rapport utilise une approche mixte afin de recueillir des informations, avec quatre méthodes spécifiques comme indiqué dans la **figure 1**.

**Figure 1 : La méthodologie du Plan d'action en quatre étapes**



Tout d'abord, des recherches et des analyses approfondies sont menées afin de comprendre le contexte actuel des relations entre l'Afrique et la Chine dans les domaines du commerce (flux de marchandises comme les importations et les exportations), de la finance (y compris l'aide, les prêts et les capitaux propres ou les investissements directs étrangers (IDE)) et des flux de personnes (les étudiants, le tourisme et les affaires) ainsi que les opportunités et les défis actuels.

Ces trois domaines, illustrés à la **figure 2**, ont été choisis spécifiquement pour trois raisons.

1. Premièrement, ils sont axés sur l'engagement avec les pays et les atouts régionaux.
2. Ils constituent un moyen de garantir un cadre impartial pour l'évaluation de la relation, car ils peuvent ainsi être évalués de manière quantitative. D'autres types de cadres tels que le « *soft power*<sup>15</sup> », le « *hard power*<sup>16</sup> », qui ont une orientation plus géopolitique, peuvent être de nature plus normative, bien qu'ils soient importants en soi ;
3. Ils constituent un moyen d'assurer un cadre holistique d'évaluation de la relation, au-delà de l'aide, qui est importante, mais ne représente pas une panacée pour le développement durable<sup>17</sup>.

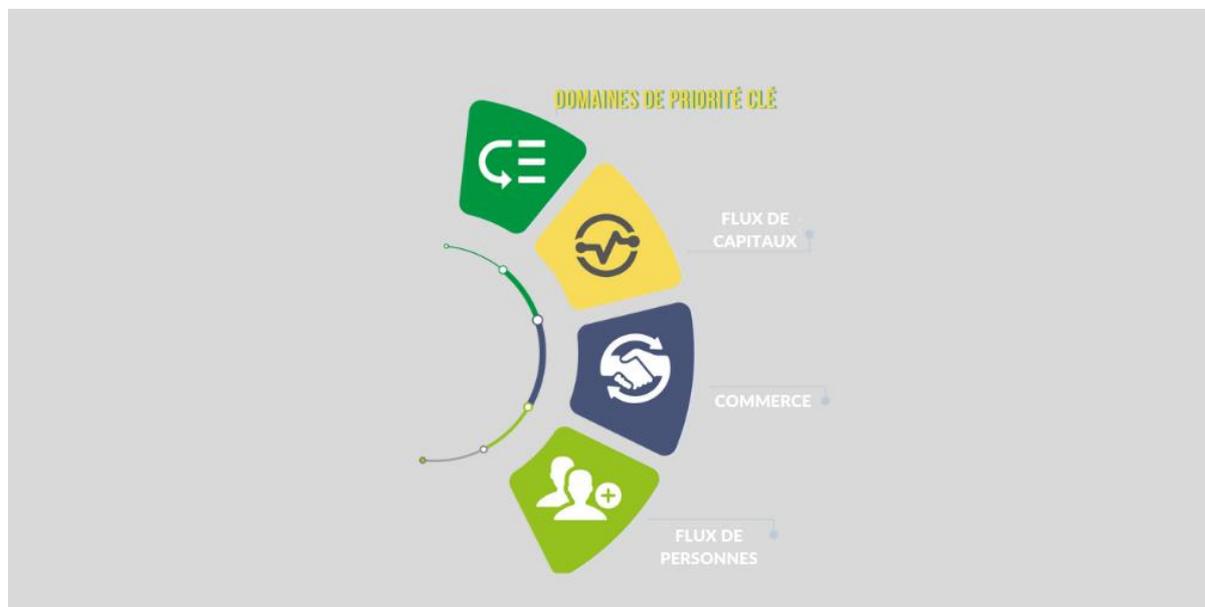
<sup>15</sup> Par exemple, voir le travail réalisé par L. Bellabdallah: <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2020-12-08/shaping-future-power-knowledge-production-and-network-building>

<sup>16</sup> Par exemple, voir le travail réalisé par P. Nantulya: <https://africacenter.org/spotlight/chinese-hard-power-supports-its-growing-strategic-interests-in-africa/>

<sup>17</sup> <https://developmentreimagined.com/our-values/>

Ces données, recueillies auprès de nombreuses sources externes ainsi que spécifiquement pour ce rapport, sont résumées au **chapitre 2**.

**Figure 2 : Un cadre d'évaluation impartial, holistique et qualitatif pour la relation Afrique-Chine**



Deuxièmement, une analyse comparative est utilisée pour examiner d'abord la contribution de la Chine à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique à travers les six cadres continentaux de l'Union africaine (**Chapitre 3**), puis pour comparer la relation de l'Afrique avec la Chine à celle d'autres partenaires au développement et la relation de la Chine avec l'Asie par rapport à celle qu'elle entretient avec l'Afrique (**Chapitre 4**).

Troisièmement, le rapport utilise les résultats d'une enquête conçue pour comprendre les réflexions des ambassadeurs/ambassades africains sur la relation entre la Chine et l'Afrique. L'enquête s'appuie sur le vaste réseau de Development Reimagined en Chine et a été réalisée par un groupe fiable d'ambassadeurs anonymes de sept pays africains (**Chapitre 5**). Le rapport s'appuie également sur des entretiens clés avec d'autres parties prenantes africaines, telles que d'autres diplomates et des experts et décideurs africains, afin de mieux comprendre les perceptions des progrès et des défis.

Enfin, une modélisation économique sur mesure est utilisée pour une évaluation préliminaire de différents types d'accords commerciaux entre l'Afrique et la Chine — par exemple un accord de libre-échange (ALE) — dont les résultats sont mis en évidence parallèlement à des recommandations sur mesure concernant l'orientation stratégique future de la relation Afrique-Chine (**Chapitre 6**).



## CHAPITRE 2 — À QUOI RESSEMBLE LA RELATION AFRIQUE-CHINE ?

### Chapitre 2 en bref

#### Flux commerciaux

- La Chine est actuellement le premier partenaire commercial bilatéral du continent africain.
- La balance commerciale de l'Afrique avec la Chine affiche une tendance à la baisse depuis l'année 2000, à l'exception des années 2008 et 2012.
- Les exportations africaines sont essentiellement des ressources naturelles et des produits agricoles, avec peu ou pas de valeur ajoutée.
- Le régime chinois de franchise de droits d'accès et sans contingent est sous-utilisé par les pays africains, en partie à cause des difficultés d'accès au marché.
- La Chine conclut de plus en plus d'accords sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) avec différents pays africains pour permettre aux produits agricoles africains d'accéder au marché chinois.
- Certains pays africains, comme le Rwanda, exploitent l'infrastructure du commerce en ligne pour accéder au marché chinois.

#### Flux financiers

- Les flux de capitaux de la Chine vers l'Afrique comprennent des dons, des prêts et des IDE.
- De 2013 à 2018, la Chine a alloué un total de 18,25 milliards de dollars US au titre de l'aide étrangère aux pays africains.
- Le volume des prêts chinois a considérablement augmenté, passant de 129 millions de dollars US en 2000 à 7,0 milliards de dollars US en 2019.
- Depuis 2001, la Chine encourage les investisseurs chinois à aller à l'étranger, y compris dans les pays d'Afrique. Cependant, bien que les flux annuels vers l'Afrique soient passés de 74,8 millions de dollars US en 2003 à 5,4 milliards de dollars US en 2018, ils ont été assez volatils.
- L'impact des fonds chinois ainsi que les flux d'IDE sur le continent africain est important, en raison notamment de son potentiel de création d'emplois.

#### Flux de personnes

- Chaque année, plus de 200 000 travailleurs chinois se rendent dans les pays africains pour participer à la réalisation de projets de construction, et la plupart retournent en Chine.
- On observe une tendance générale à l'assouplissement des conditions d'entrée sur le continent pour les ressortissants chinois.
- Si très peu de jeunes Chinois se rendent dans les pays africains pour y suivre une formation, le nombre d'étudiants africains en Chine a augmenté rapidement.

Les relations entre la Chine et l'Afrique sont souvent abordées en termes très généraux ou très spécifiques — que ce soit comme faisant partie de grandes stratégies, de bourses d'études ou de centres de commerce agricole.

Ce chapitre fournit une approche plus globale, en explorant la littérature existante, les accords gouvernementaux, le cas échéant, ainsi que les données clés relatives à trois liens plus larges qui existent entre tous les pays : les flux de marchandises (commerce), les flux financiers (capitaux) et les flux de personnes (migration sous diverses formes).

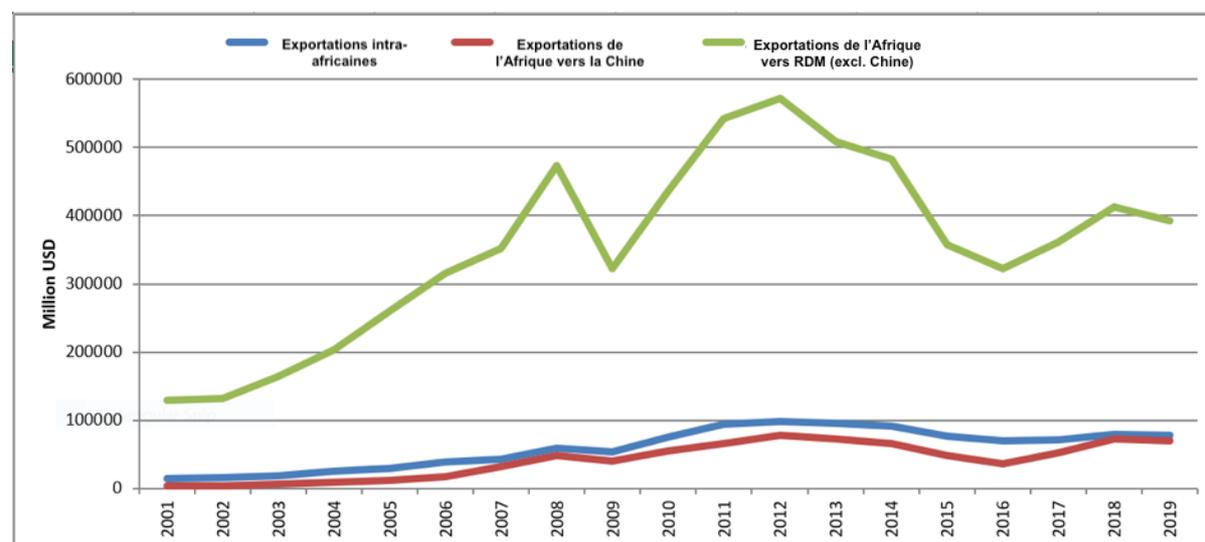
Ce chapitre présente les tendances dans ces trois domaines, en identifiant notamment les opportunités à saisir et/ou les défis à relever.

## Lien 1 : Flux de biens

### Les tendances commerciales globales entre la Chine et l'Afrique

La Chine, bien qu'elle soit derrière l'UE prise comme région, est désormais le premier partenaire commercial bilatéral des pays africains. En d'autres termes, les exportations actuelles de l'Afrique vers la Chine sont aussi importantes que les exportations actuelles intra-africaines, comme le montre la figure 3.

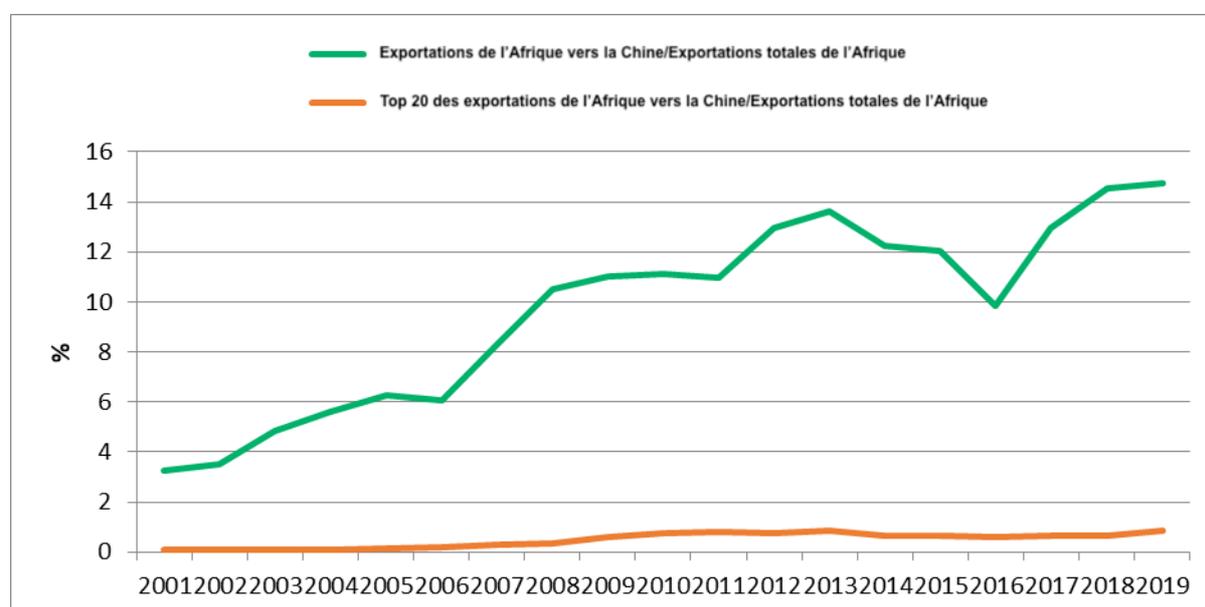
Figure 3 : Croissance du commerce sino-africain par rapport à la croissance du commerce entre l'Afrique et d'autres régions<sup>18</sup>



<sup>18</sup> Source : Base de données Trade map

Par ailleurs, globalement, les exportations de l'Afrique vers la Chine par rapport aux exportations de l'Afrique vers le reste du monde n'ont cessé d'augmenter depuis l'année 2000 (**Figure 4**). Les exportations se sont également diversifiées — au cours de la même période, il n'y a pas eu d'augmentation significative des 20 principales exportations de l'Afrique vers la Chine par rapport aux exportations totales. La diversification est en phase avec une Chine en mutation. Par exemple, les exportations éthiopiennes de café, de thé et d'épices vers la Chine se sont élevées à 8,45 millions de dollars US en 2017<sup>19</sup>. La demande de thé noir, de thé de spécialité et d'autres produits de santé et cosmétiques connexes augmente en Chine<sup>20</sup>.

**Figure 4 : Exportations de l'Afrique vers la Chine en % des exportations totales de l'Afrique dans le monde<sup>21</sup>**



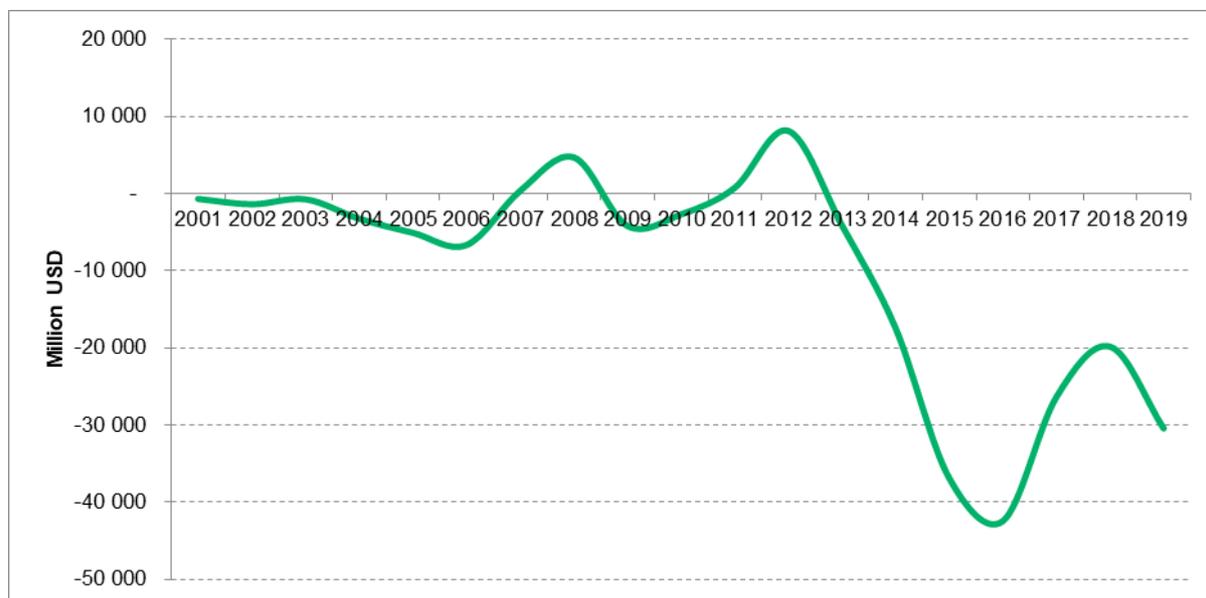
Toutefois, comme le montre la **figure 5**, dans l'ensemble, la balance commerciale de l'Afrique avec la Chine affiche une tendance à la baisse depuis l'année 2000, à l'exception des années 2008 et 2012 où un léger excédent commercial a été enregistré.

<sup>19</sup> UN Comtrade

<sup>20</sup> <http://www.fao.org/economic/est/est-commodities/tea/tea-meetings/en/>

<sup>21</sup> Source : Base de données Trade map

**Figure 5 : Balance commerciale de l'Afrique avec la Chine (tous produits confondus) entre 2001 et 2019<sup>22</sup>**



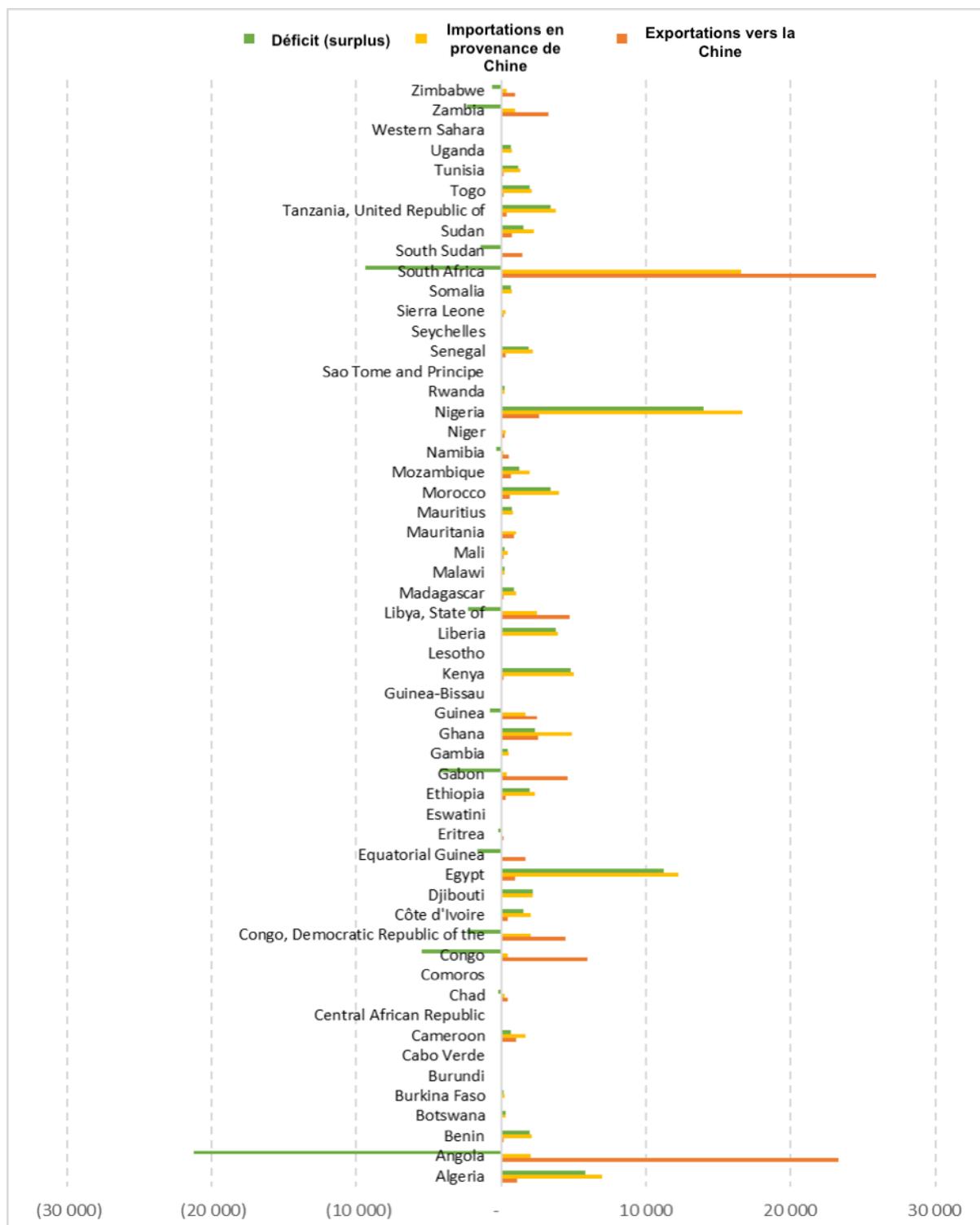
En effet, la grande majorité des pays africains ont un déficit commercial à l'égard de la Chine (c'est-à-dire que leurs importations en provenance de Chine sont plus importantes que leurs exportations vers ce pays). En 2018 comme en 2019, seuls 15 pays africains ont enregistré un excédent commercial envers la Chine. L'excédent le plus important en 2019 concernait l'Angola, avec 21 milliards, suivi de l'Afrique du Sud et de la République du Congo, le plus petit excédent étant celui du Tchad (11 millions). À l'inverse, les pays africains présentant les plus gros déficits étaient le Nigéria avec 14 milliards, suivi de l'Égypte et de l'Algérie (**Figure 6**).

Cette relation déséquilibrée est liée à quatre autres tendances sous-jacentes.



<sup>22</sup> Source : Base de données Trade map

**Figure 6 : Pays africains ayant des excédents commerciaux avec la Chine en 2019 (en million d'USD)<sup>23</sup>**

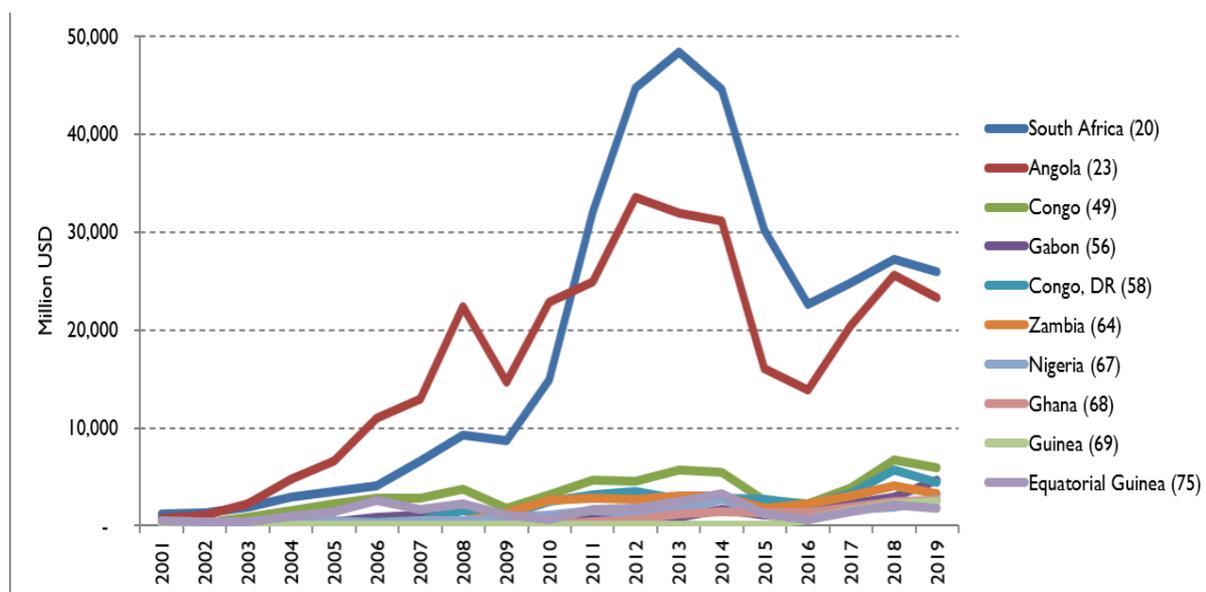


Premièrement, les dix premiers fournisseurs africains de la Chine, tous produits confondus, sont des

<sup>23</sup> Source: Trade Map database

pays dont l'économie est relativement plus développée ou qui sont riches en ressources naturelles, comme le montre la **figure 7**<sup>24</sup>.

**Figure 7 : Top 10 des fournisseurs africains de la Chine (tous les produits par rang)**<sup>25</sup>



Deuxièmement, le type d'exportations — et la prédominance des matières premières — n'a guère changé au fil du temps<sup>26</sup>. Entre 2001 et 2019, les principales exportations de l'Afrique vers la Chine comprenaient des produits pétroliers, du cuivre et d'autres métaux de base et du bois, avec une augmentation constante observée pour les produits pétroliers (**Figure 8**). En revanche, les exportations de fruits, de laine et de coton occupent les trois dernières places dans les dix principales exportations de l'Afrique vers la Chine.

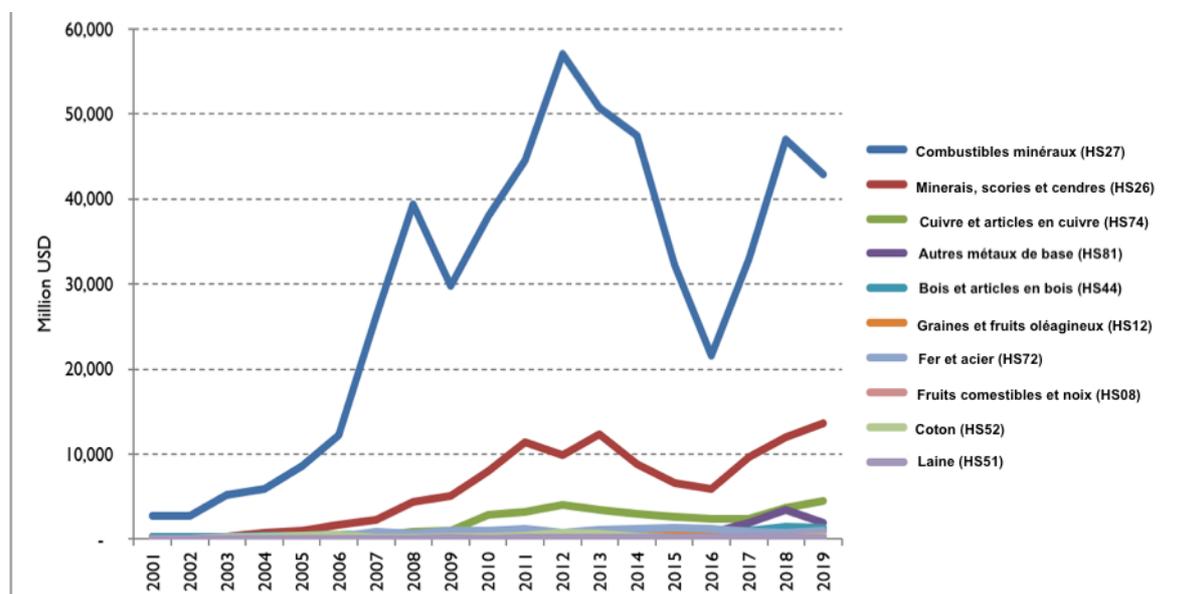
Ce schéma s'observe également au niveau régional si l'on classe les pays africains en fonction des différentes communautés économiques régionales (CER).

<sup>24</sup> Obuah. (2012). *Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges*. 15.

<sup>25</sup> Source : Base de données Trade map

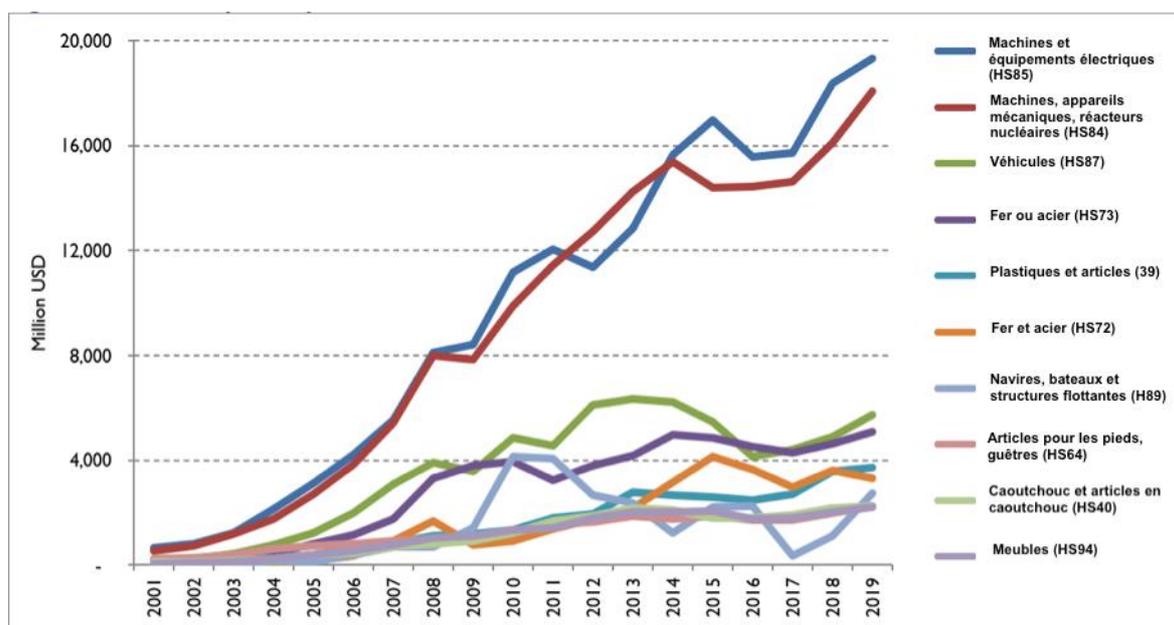
<sup>26</sup> Coface. (2017). Communiqué de presse. <https://www.coface-usa.com/News-and-Publications/News/China-Sub-Saharan-Africa-Trade-Relations-Still-Unbalanced>

**Figure 8 : Top 10 des exportations de l'Afrique vers la Chine<sup>27</sup>**



Troisièmement, les tendances sont déterminées par la croissance de la Chine en tant que puissance manufacturière et, dans une certaine mesure, par la croissance des marchés de consommation africains. Ainsi, les importations en Afrique d'équipements électriques en provenance de Chine ont augmenté régulièrement entre 2001 et 2019, suivies par les machines (voir **Figure 9**). Une partie de cette augmentation est liée aux projets d'infrastructure (voir la section suivante sur le financement).

**Figure 9 : Top 10 des importations de l'Afrique en provenance de Chine<sup>28</sup>**

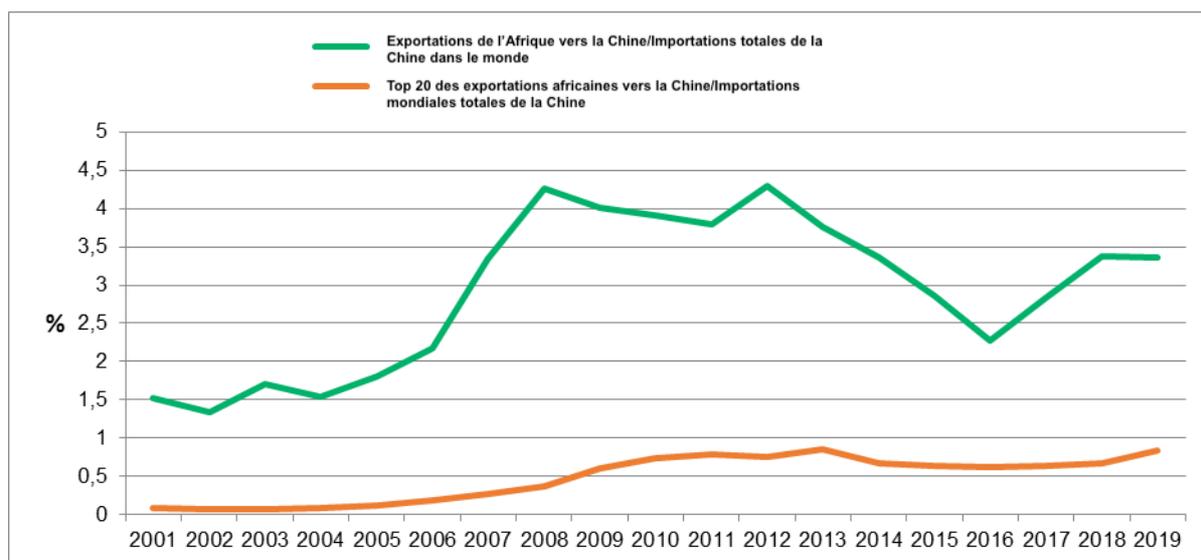


<sup>27</sup> Source : Base de données Trade map

<sup>28</sup> Source : Base de données Trade map

Enfin, si la hausse des revenus en Chine a provoqué une croissance de la consommation intérieure, cette demande ne s'est pas répercutée sur les nations africaines. Les exportations de l'Afrique vers la Chine par rapport au total des exportations mondiales vers la Chine au cours des 20 dernières années ont fluctué avec une marge de 2 à 4 % depuis 2006 (**Figure 10**).

**Figure 10 : Exportations de l'Afrique vers la Chine en % du total des importations de la Chine<sup>29</sup>**



### Le rôle des accords commerciaux sur le commerce sino-africain

En 2010, la Chine a consenti à autoriser les importations en provenance des pays les moins avancés (PMA) dans le cadre d'un régime de franchise de droits d'accès et sans contingent. Ce régime a été renouvelé en 2015 et on estime qu'il couvre 97 % des lignes tarifaires. Toutefois, il a eu un impact limité jusqu'à présent. Par exemple, alors que 99 % de toutes les importations provenant des PMA vers la Chine en 2011 relevaient du régime DFQF, la Chine n'a guère importé d'autres produits de base des PMA africains<sup>30</sup>. L'OMC attribue en grande partie la sous-utilisation de ces régimes de préférence à la complexité des règles d'origine (RO)<sup>31</sup>, aux difficultés d'accès au marché et aux exigences de transport direct<sup>32</sup>.

Au-delà du régime DFQF, jusqu'à présent, tous les autres accords commerciaux avec la Chine en Afrique ont été négociés entre des pays individuellement. En 2019, la Chine et Maurice ont conclu le

<sup>29</sup> Source : Base de données Trade map

<sup>30</sup> IISD.org — <https://ictsd.iisd.org/bridges-news/bridges-africa/news/duty-free-quota-free-market-access-what%E2%80%99s-in-it-for-african-ldcs>

<sup>31</sup> Les pays actuellement couverts par le régime en Afrique sont les 33 PMA d'Afrique — à savoir : Angola, Bénin, Burundi, Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo (RDC), Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sao Tomé & Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie.

<sup>32</sup> OMC [https://www.wto.org/english/news\\_e/news19\\_e/news19\\_e/roi\\_16may19\\_e.htm](https://www.wto.org/english/news_e/news19_e/news19_e/roi_16may19_e.htm)

premier accord de libre-échange (ALE) complet avec un pays africain<sup>33</sup>. L'encadré 3 présente quelques faits intéressants sur cet accord, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2021.

### Encadré 3 : Principaux faits concernant l'ALE Chine-Maurice

- L'accord comprend un contingent tarifaire (dans le quota de 15 %) pour 50 000 tonnes de sucre qui sera mis en œuvre de manière progressive sur 8 ans, en commençant par 15 000 tonnes en 2021.
- La Chine devrait à terme appliquer des droits de douane nuls sur 96,3 % des produits échangés (soit 8547 produits), 88 % des droits de douane chinois sur les importations mauriciennes étant nuls immédiatement, 5 % étant assouplis sur 5 ans et 3 % étant assouplis sur 7 ans. Les produits relevant de ces deux catégories comprennent un large éventail de produits agricoles ainsi que des chaussures, des motocyclettes et des diamants montés ; des véhicules, des pièces et des accessoires ; des tissus de laine et des films.
- Les 313 lignes tarifaires exclues de la libéralisation comprennent les ailerons de requin, le thé, le riz, les graines de soja, les huiles de graines, le jus de tomate, les déchets de tabac, les cigares et les cigarettes, l'urée, le papier toilette, la plupart des types de papier, la laine, le coton, les machines à coudre et les outils à main.
- Maurice devrait finir par atteindre des droits de douane nuls sur 94,2 % des articles échangés.
- Les règles d'origine (ROO) excluent les produits exportés de Maurice qui contiennent des matières non originaires de l'île dépassant 10 % de la valeur FOB (Franco à bord) du produit. Ces dispositions sont plus restrictives que celles de l'accord commercial préférentiel conclu par Maurice dans le cadre de l'African Growth Opportunity Act (AGOA) des États-Unis.
- L'ALE permet également à la Chine d'accéder à plus de 40 secteurs et 130 sous-secteurs de services à Maurice, notamment les services financiers, les télécommunications, les TIC, les services professionnels, la construction et les services de santé.

Les pays africains ont également conclu des accords SPS avec la Chine pour certains produits agricoles frais et/ou des protocoles d'accord (PE) pour l'exportation de certains volumes de ces produits. Ces accords sont indispensables car la Chine dispose depuis les années 1990<sup>34</sup> de son propre système de certification des produits agricoles et des produits bruts, lequel est géré par l'administration chinoise de la supervision de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine (AQSIQ), qui est l'équivalent de la Food and Drug Administration (FDA) américaine ou du bureau d'audit et d'analyse de la santé et de l'alimentation de l'UE.<sup>35</sup>

<sup>33</sup> L'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de l'OMC permet aux membres de l'OMC de conclure des accords conduisant à la formation de zones de libre-échange et d'unions douanières. Dans le cas d'une ZLE, la condition est que l'accord élimine les droits de douane et autres restrictions commerciales sur « l'essentiel des échanges entre les territoires constitutifs pour les produits originaires de ces territoires ».

Voir aussi : [https://www.wto.org/english/docs\\_e/legal\\_e/gatt47\\_02\\_e.htm#articleXXIV](https://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/gatt47_02_e.htm#articleXXIV)

<sup>34</sup> Voir : <https://www.files.ethz.ch/isn/100675/42.pdf>

<sup>35</sup> Wood et coll. (2017).

Au moins 11 pays africains ont signé des accords SPS avec la Chine, à partir de 1998, comme le montre le tableau 1. Outre ces accords officiels, des protocoles d'accord avec des entreprises chinoises ont également été signés entre des gouvernements et des entreprises d'Éthiopie<sup>36</sup>, du Rwanda et de l'Ouganda pour le café, et il est question d'ouvrir le marché chinois au cacao (Ghana).<sup>37</sup>

**Tableau : Accords SPS et PE existants entre la Chine et les pays africains**

Pays	Année de signature	Produit
Zimbabwe	1998	Feuilles de tabac <sup>38</sup>
Afrique du Sud	2000	Agrumes (1ère livraison 2004), Raisins (1ère livraison 2006) <sup>39</sup>
Éthiopie	2002	Sésame
Maroc	2008	Agrumes <sup>40</sup>
Namibie	2015	Bœuf <sup>41</sup> (1ère livraison 2019) <sup>42</sup>
Afrique du Sud	2015	Pommes Royal Beaut <sup>43</sup>
Égypte	2016	Raisins <sup>44</sup>
Kenya	2018	Avocats (uniquement coupés et congelés, 1ère livraison 2020) <sup>45</sup> , Staevia, entre autres fleurs coupées, haricots français et noix de macadamia <sup>46</sup> . (tous doivent encore y adhérer).
Éthiopie	2018	Soja <sup>47</sup>
Égypte	2019	Palmier dattier <sup>48</sup>
Seychelles	2019	Poissons et produits de la mer, huile/essence de noix de coco et essence de cannelle <sup>49</sup>
Botswana	2020	Bœuf et produits dérivés <sup>50</sup>
Rwanda	2021	Piment sec non transformé <sup>51</sup>
Tanzanie	2021	Soja <sup>52</sup>

Le nombre peu élevé d'accords existants est peut-être un facteur expliquant la faiblesse des volumes d'exportation. Cependant, dans de nombreux cas, aucune augmentation significative et constante des

<sup>36</sup> <https://qz.com/africa/1432178/ethiopia-garden-of-coffee-to-open-100-cafes-in-china/>

<sup>37</sup> <https://agrighanaonline.com/ghanas-ambassador-to-china-calls-for-tariff-free-entry-of-ghanas-cocoa-products-into-chinese-market/>

<sup>38</sup> <http://220.163.128.46/Front/StatuteContent.aspx?StatutelD=3944>

<sup>39</sup> <https://agritrade.cta.int/Agriculture/Commodities/Horticulture/Good-progress-reported-in-South-Africa-China-SPS-dialogue-in-citrus-and-apple-sector.html>

and [https://www.nda.agric.za/docs/npposa/protocol\\_of\\_phytosanitary\\_requir.htm](https://www.nda.agric.za/docs/npposa/protocol_of_phytosanitary_requir.htm)

<sup>40</sup> <http://ma.mofcom.gov.cn/article/d/fq/waimao/201408/20140800689880.shtml>

<sup>41</sup> <http://na.mofcom.gov.cn/article/jmxw/201510/20151001126889.shtml>

<sup>42</sup> Namibie 29 mars 2018 protocole sur l'inspection, la quarantaine et les exigences vétérinaires et sanitaires sur la viande bovine à exporter vers la Chine.

Voir : <https://www.nbc.com/news/namibia-china-sign-various-trade-agreements.16826> and

<http://na.mofcom.gov.cn/article/jmxw/201905/20190502862471.shtml>

<sup>43</sup> <https://www.freshplaza.com/article/2137415/south-africa-first-apples-to-china/>

<sup>44</sup> <http://news.afrindex.com/zixun/article7799.html>

<sup>45</sup> [https://www.sohu.com/a/339734694\\_291959](https://www.sohu.com/a/339734694_291959), and <http://www.fruitnet.com/asiafruit/article/178558/kenya-china-avocado-deal-signed;seealso>

<https://africa.cgtn.com/2020/11/07/kenya-to-prioritize-avocado-exports-to-china/> (accessed on 10th January 2021)

<sup>46</sup> [http://www.xinhuanet.com/english/africa/2019-09/12/c\\_138384812.htm](http://www.xinhuanet.com/english/africa/2019-09/12/c_138384812.htm)

<sup>47</sup> <https://www.reuters.com/article/us-china-soybeans-imports-idUSKCN1LN0VL>

<sup>48</sup> <http://www.customs.gov.cn/customs/302249/302266/2480148/2622503/index.html>

<sup>49</sup> L'accord SPS entre les Seychelles et la Chine couvre les exigences en matière d'inspection, de quarantaine et de santé vétérinaire pour les produits

aquatiques sauvages issus de la pêche en mer qui sont exportés des Seychelles vers la République populaire de Chine. Voir :

<http://www.nation.sc//articles/2338/seychelles-and-the-peoples-republic-of-china> [accessed on 10th January,2021]

<sup>50</sup> [http://www.xinhuanet.com/english/2020-12/18/c\\_139600727.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-12/18/c_139600727.htm)

<sup>51</sup> <https://www.newtimes.co.rw/news/rwandas-dry-chili-debut-chinese-market>

<sup>52</sup> <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3107445/china-start-buying-soybeans-tanzania-it-seeks-new-suppliers>

produits couverts par les SPS n'a été observée à ce jour ou a connu des écarts importants. À titre indicatif, environ 9 000 tonnes de bœuf namibien entrent chaque année dans l'UE, alors que jusqu'à présent, seules 3 000 tonnes sont entrées en Chine. En 2020, la Namibie est également devenue le premier exportateur africain de bœuf vers les États-Unis, avec l'ambition d'exporter 5 000 tonnes par an d'ici 2025. Dans certains cas, les exigences techniques sont trop strictes, même dans le cadre des accords SPS. Par exemple, les conditions requises pour la congélation et la découpe des avocats en provenance du Kenya ont entravé le flux des échanges, réduisant ainsi les profits des agriculteurs.

On a fait valoir que tout arrangement commercial dans lequel les pays africains négocient avec d'autres acteurs en tant que bloc commercial, comme les CER<sup>53</sup>, de l'Afrique, peut renforcer le pouvoir de négociation des pays africains et garantir dans le même temps la mise en œuvre et le suivi efficaces des politiques<sup>54</sup>.

Toutefois, certains forums de coordination régionale ont été créés, mais ne sont guère utilisés. Par exemple, en novembre 2011, la CAE a créé l'Accord-cadre de la Chine sur l'économie, le commerce, l'investissement et la coopération technique, qui était censé promouvoir le commerce des produits de base, les visites d'échange d'hommes d'affaires, la coopération en matière d'investissement, d'infrastructures et de développement et de formation des ressources humaines<sup>55</sup>. Un comité mixte sur l'économie, le commerce, l'investissement et la coopération technique (JCET) était censé suivre la mise en œuvre de cet accord, mais il ne s'est réuni que quelques fois avant de se dissoudre. La Chine a récemment réitéré sa volonté de négocier un ALE régional avec la CAE, et un nouveau parc de démonstration dans la province du Hunan vise à promouvoir le commerce et la coopération avec la CAE<sup>56</sup>.

De même, des négociations ont été entamées sur un ALE entre la Chine et l'Union douanière sud-africaine (SACU) en 2004, mais aucun accord n'a été signé à ce jour<sup>57</sup>. La SADC entretient une relation de travail avec la Chine suite au séminaire de la SADC sur l'investissement dans les infrastructures en Chine qui a eu lieu en 2015, mais l'accent est mis sur les infrastructures et non directement sur le commerce<sup>58</sup>. De même, un fonds d'un milliard de dollars US visant à stimuler les liens commerciaux et économiques entre la Chine et les pays africains lusophones a été lancé en 2010<sup>59</sup> et un forum commercial Chine-CEDEAO a été mis en place en 2012, mais rien n'a été enregistré depuis quant aux progrès réalisés dans ces deux domaines.

Au-delà de ces accords commerciaux directs, il y a deux autres points importants à noter concernant la relation commerciale sino-africaine.

Premièrement, il semble que les gouvernements africains se soient jusqu'à présent concentrés sur l'augmentation du volume des échanges commerciaux avec la Chine, plutôt que sur leur valeur. L'absence de reconnaissance des indications géographiques (IG) africaines en Chine en est la preuve.

Les IG sont un signe utilisé sur les produits qui possèdent des qualités ou une réputation dues à une origine géographique spécifique. Lorsqu'elles sont utilisées, elles peuvent augmenter la valeur de ces

<sup>53</sup> Actuellement, l'Union africaine (UA) reconnaît huit blocs régionaux : l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

<sup>54</sup> [http://www.ccs.org.za/wp-content/uploads/2015/11/CCS\\_PB\\_REC\\_DB\\_BT\\_2015\\_02.pdf](http://www.ccs.org.za/wp-content/uploads/2015/11/CCS_PB_REC_DB_BT_2015_02.pdf)

<sup>55</sup> Aspen Institute- [https://www.aspeninstitute.org/wp-content/uploads/files/content/images/ghd/China\\_EAC\\_Press\\_Release\\_11.17.2011.pdf](https://www.aspeninstitute.org/wp-content/uploads/files/content/images/ghd/China_EAC_Press_Release_11.17.2011.pdf)

<sup>56</sup> <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1684123648821985664&wfr=spider&for=pc>

<sup>57</sup> China MFA <http://fta.mofcom.gov.cn/topic/ensacu.shtml>

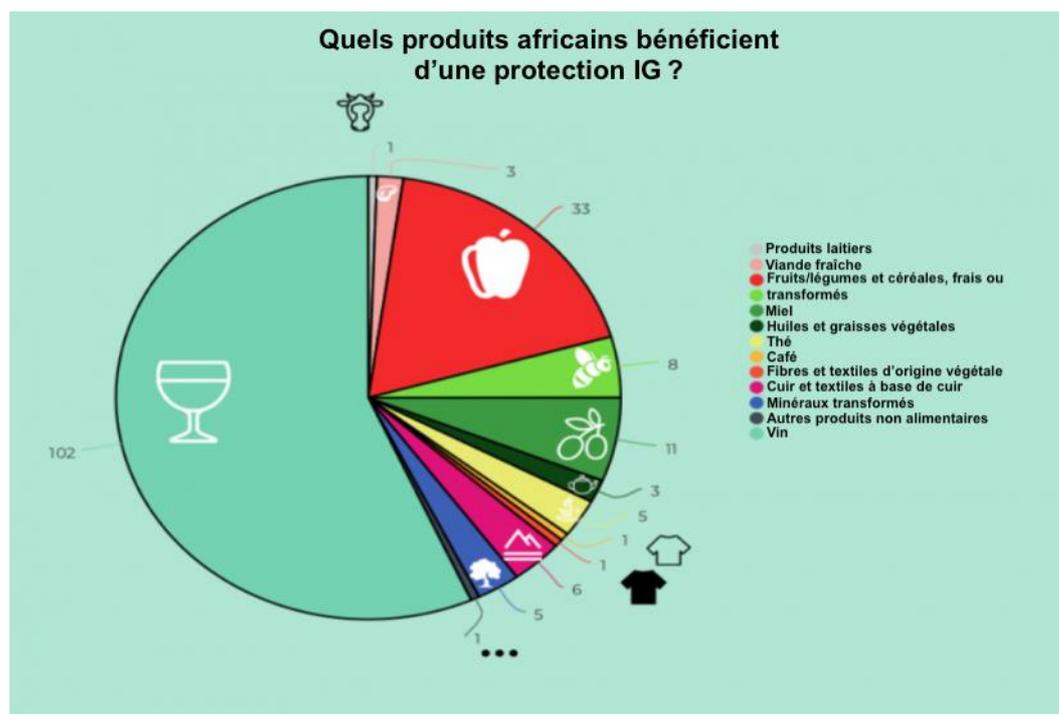
<sup>58</sup> <https://www.sadc.int/news-events/news/sadc-china-infrastructure-investment-seminar/>

<sup>59</sup> <https://www.gov.mo/en/news/52418/>

produits sur les marchés et éviter l'existence de copies de piètre qualité<sup>60</sup>. À ce titre, les IG peuvent faire partie des stratégies de promotion commerciale<sup>61</sup>.

À ce jour, 186 IG africaines au total ont été répertoriées. En gros, elles se répartissent en deux catégories : les produits alimentaires et non alimentaires (**Figure 11**) et sont très diverses. Les vins représentent la majorité des produits non alimentaires protégés.

**Figure 11 : Produits africains bénéficiant d'une protection IG<sup>62</sup>**



Cependant, aucun produit africain ne bénéficie de la protection d'une IG en Chine. Pourtant, certains, comme les vins sud-africains, le thé rooibos sud-africain et les thés kenyans,<sup>63</sup> pourraient faire l'objet d'une forte demande en Chine.

Deuxièmement, la logistique transfrontalière — y compris le commerce numérique ou le commerce en ligne — fait figure de priorité pour les gouvernements africains et les parties prenantes chinoises en tant que catalyseur du commerce. En matière de services et d'infrastructures de transport, la Chine a désormais conclu des accords de transport aérien civil avec l'Éthiopie, l'Angola, la Zambie, l'Afrique du Sud, les Seychelles, la Libye et l'Ouganda.

Un certain nombre de pays africains ont signé des accords visant à promouvoir les produits de leur pays sur les plateformes de commerce en ligne chinoises, tant pour la vente en gros (B2B) que pour la vente au détail (B2C). En 2018, le Rwanda et la Chine ont signé un protocole d'accord sur la coopération en matière de commerce en ligne. Depuis 2020, l'ambassadeur du Rwanda en Chine a fait cinq diffusions en *livestreaming* pour promouvoir le café rwandais, le poivre et d'autres produits locaux

<sup>60</sup> [https://www.wipo.int/geo\\_indications/en/](https://www.wipo.int/geo_indications/en/)

<sup>61</sup> [https://unctad.org/topic/least-developed-countries/geographical-indications#:~:text=Geographical%20Indications%20\(GIs\)%20are%20tools,an%20overall%20trade%20promotion%20strategy.](https://unctad.org/topic/least-developed-countries/geographical-indications#:~:text=Geographical%20Indications%20(GIs)%20are%20tools,an%20overall%20trade%20promotion%20strategy.)

<sup>62</sup> Source : Development Reimagined

<sup>63</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/01/24/geographical-indications/>

ainsi que des produits touristiques sur le magasin en ligne chinois Tmall<sup>64</sup>. De même, fin 2019, le gouvernement éthiopien et Alibaba Group ont conclu un partenariat<sup>65</sup>. En 2020, le café éthiopien a été officiellement lancé sur Tmall<sup>66</sup> d'Alibaba, Gera YirgaCheffe et Sidamo Coffee d'Éthiopie ayant signé des contrats de vente de marchandises<sup>67</sup>.

Cependant, la plupart des plateformes chinoises de commerce en ligne ne disposent d'aucun magasin tenu par des Africains pour vendre des produits directement d'Afrique en Chine. Certains produits phares vendus dans les magasins en ligne chinois sont le thé Kericho Kenya, le thé Rooibos d'Afrique du Sud, le gel d'aloès Alcare d'Afrique du Sud, le café Yirgacheffe d'Éthiopie et le beurre de coco Queen Elisabeth's.

## Lien 2 : Flux financiers

Cette section porte sur trois types de flux financiers, à savoir les subventions (aide), les prêts et les investissements directs étrangers (IDE)<sup>68</sup>. Nous explorons les tendances générales de chaque type de flux ainsi que les différences entre les pays, lorsque les données sont disponibles. En ce qui concerne les IDE, nous étudions également les tendances des investissements africains en Chine.

### Subventions ou aides de la Chine à l'Afrique

Les subventions accordées à l'Afrique ont été utilisées pour « construire des projets de protection sociale de petite et moyenne envergure et pour financer des projets de coopération en matière de développement des ressources humaines, de coopération technique, d'assistance matérielle et d'aide humanitaire d'urgence, ainsi que des projets dans le cadre du Fonds d'assistance à la coopération Sud-Sud »<sup>69</sup>. Selon le dernier Livre blanc de la Chine, de 2013 à 2018, la Chine a alloué un total de 120,6 milliards de RMB (18,25 milliards de dollars US) aux pays africains, soit environ 3 milliards de dollars US par an, dont des subventions de 1,4 milliard de dollars US par an (47 %)<sup>70</sup>, comme le montre la **figure 12**.

<sup>64</sup> Café rwandais <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1679245976487796459&wfr=spider&for=pc>

<sup>65</sup> People's Daily <http://en.people.cn/n3/2020/1107/c90000-9777678.html>

<sup>66</sup> People's Daily <http://en.people.cn/n3/2020/1107/c90000-9777678.html>

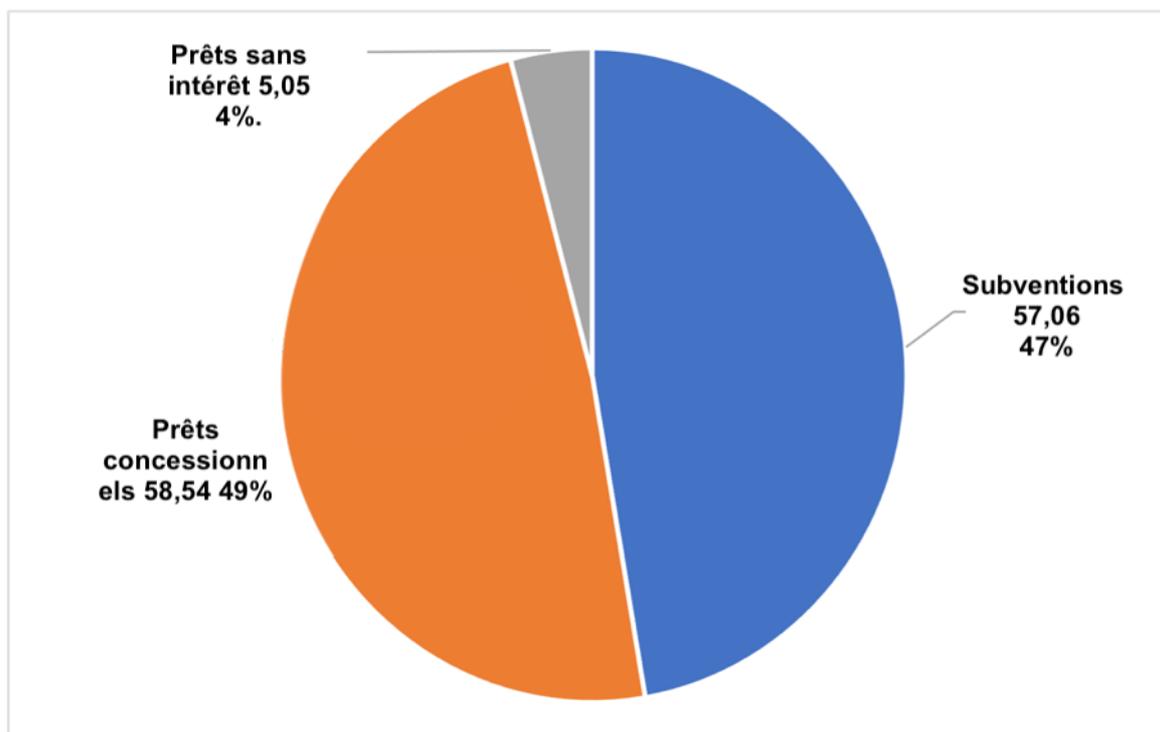
<sup>67</sup> China New <https://www.chinanews.com/business/2020/11-06/9332299.shtml>

<sup>68</sup> <https://www.cgdev.org/sites/default/files/chinas-foreign-aid-primer-recipient-countries-donors-and-aid-providers.pdf>

<sup>69</sup> The People's Republic of China the State Council. "China's International Development Cooperation in the New Era." dimanche 10 janvier 2021

<sup>70</sup> *ibid* [http://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/202101/10/content\\_WS5ffa6bbbc6d0f72576943922.html](http://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/202101/10/content_WS5ffa6bbbc6d0f72576943922.html)

Figure 12 : Aide de la Chine à l'Afrique, 2013-2018<sup>71</sup>



Il n'existe pas de données complètes sur la répartition de ces subventions par pays africain. Il en va de même pour la ventilation par secteur des différents types de subventions. Par exemple, une certaine proportion de l'aide accordée à l'Afrique est consacrée à l'agriculture (sous la forme de centres de démonstration agricole et de formation d'experts, entre autres), à la santé (sous la forme d'équipes médicales permanentes et d'urgence, de dons de matériel médical ou de construction d'hôpitaux, entre autres). Il est donc difficile de comprendre si certains secteurs africains ont reçu plus d'investissements de la Chine que d'autres au fil du temps.

### Prêts accordés par la Chine à l'Afrique

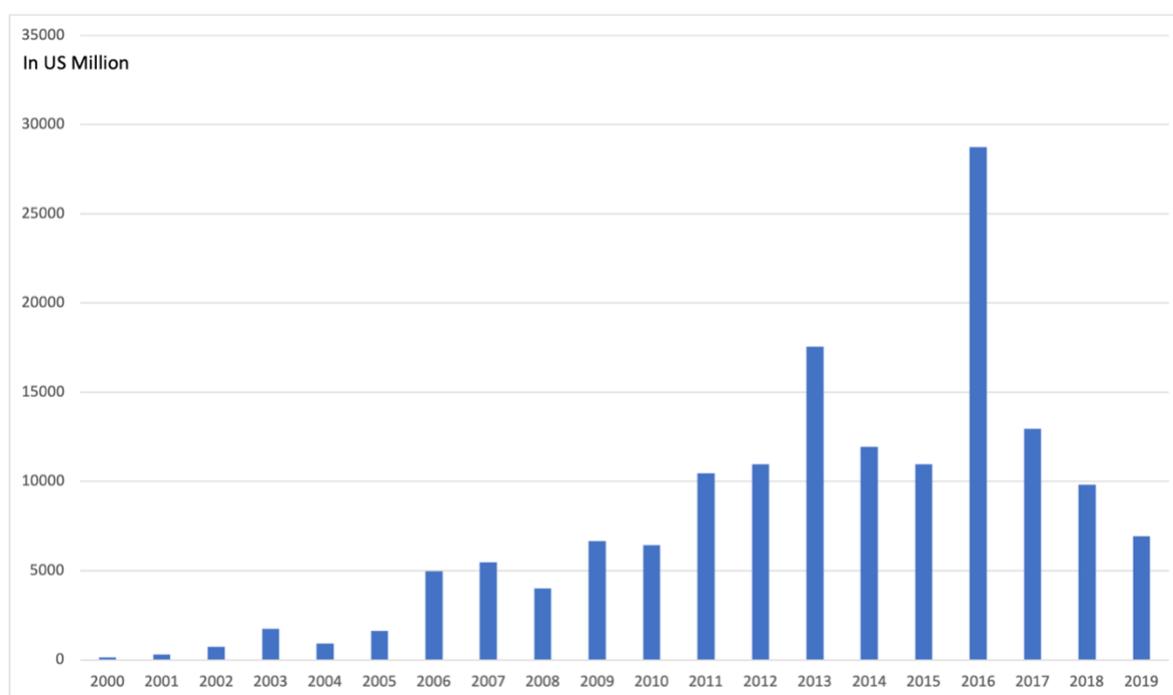
En raison des préoccupations internationales concernant les niveaux d'endettement, les pays africains subissent des pressions pour éviter de contracter de nouvelles dettes. Ces préoccupations sont contestées. Depuis l'année 2000, alors que la dette a augmenté en termes absolus, la dette en pourcentage du revenu national brut a diminué. En 2019, le ratio de la dette extérieure par rapport au revenu national brut du continent était de 44 % — relativement proche du ratio de 1978, qui était de 43 %. Il n'y a que trois pays africains dont le niveau d'endettement est proche ou supérieur à la taille actuelle de leur économie — Djibouti, la Mauritanie et le Mozambique — et cinq pays africains (Afrique du Sud, Afrique du Sud, Cabo Verde, Maurice, Mozambique et Tunisie) devraient actuellement connaître des ratios dette/PIB supérieurs à ceux observés lors de la « crise de la dette africaine » du début des années 1990.<sup>72</sup>

<sup>71</sup> Source : Livre blanc GCF GFA<sup>o</sup> Š æÁ & [ [ ] ...! æc ā [ ] Áã } c ^ ! } æc ā [ ] æ| ^ Á æ~ Áã ...ç ^ [ ] ] ^ { ^ } c Áã ^ Á | æÁ Ô @ã } ^ Áã æ} • A

<sup>72</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/06/12/is-africa-drowning-in-debt/>

Dans ce cadre, les pays africains ont emprunté des sommes importantes à la Chine. On estime que les gouvernements africains ont emprunté un total de 153 milliards de dollars US à la Chine entre 2000-2019 — soit en moyenne 7,6 milliards de dollars par an, avec une augmentation significative sur la période, avec un pic en 2016 (**Figure 13**)<sup>73</sup>.

**Figure 13 : Prêts accordés par la Chine aux pays africains, 2000-2019**<sup>74</sup>



Les prêts sont répartis de manière très inégale sur le continent — avec 28 % du total emprunté par l'Angola seul (**Figure 14**).

Globalement, en 2018 une étude portant sur 48 pays africains a révélé que 20 % de leur dette était due à la Chine, contre 35 % aux institutions multilatérales, 32 % aux créanciers privés et les 13 % restants au « Club de Paris »<sup>75</sup>. Cependant, d'autres suggèrent que les prêts de la Chine sont plus importants parce qu'ils sont « dissimulés »<sup>76</sup>. Notre propre analyse suggère que seuls trois pays africains ont contracté plus de 40 % de leur dette auprès de la Chine (République du Congo, Djibouti et Angola), tandis que trois autres pays africains ont contracté 40 % de leur dette auprès du secteur privé (Maurice, Nigeria et Zambie). D'autres pays ont un éventail plus large de créanciers<sup>77</sup>.

<sup>73</sup> China Africa Research Initiative and Boston University Global Development Policy Center. 2021. Base de données des prêts chinois à l'Afrique, version 2.0. Consulté sur <https://chinaafricaloandata.bu.edu/>.

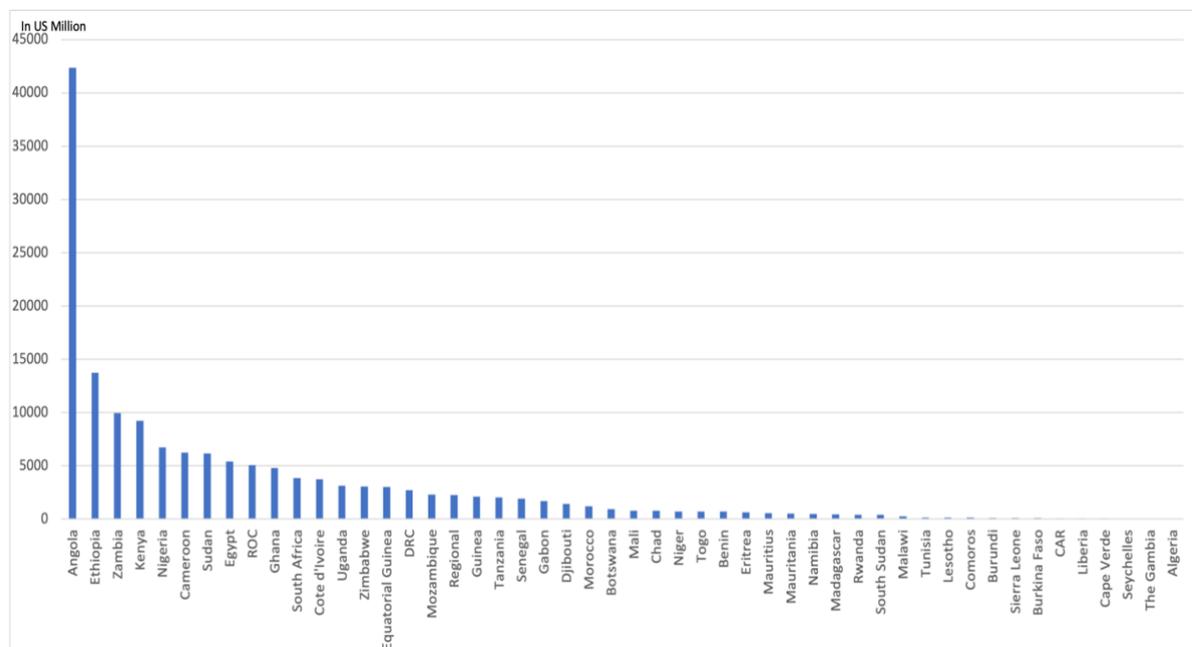
<sup>74</sup> Source : China Africa Research Initiative et Boston University Global Development Policy Center 2021. Base de données des prêts chinois à l'Afrique, version 2.0.

<sup>75</sup> Jubilee Debt Campaign, [https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2018/10/Who-is-Africa-debt-owed-to\\_10\\_18.pdf](https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2018/10/Who-is-Africa-debt-owed-to_10_18.pdf)

<sup>76</sup> Horn, S., Reinhart, C. R. and Trebesch, C., 2019. China's Overseas Lending. National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 26050, [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w26050/working\\_papers/w26050.rev0.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w26050/working_papers/w26050.rev0.pdf)

<sup>77</sup> <https://www.africaunconstrained.com/the-african-debt-guide/>

**Figure 14 : Répartition des prêts accordés par la Chine aux pays africains (montant total entre 2000-2019)<sup>78</sup>**



Les transports, l'électricité et les mines sont les trois secteurs dans lesquels les Africains ont sollicité le plus de prêts auprès de la Chine<sup>79</sup>. Certains prêts sont adossés aux ressources naturelles (et donc aux tendances commerciales identifiées précédemment dans ce chapitre). Ainsi, pour avoir accès au financement, compte tenu de leurs très faibles actifs, certains pays africains (tels que le Soudan, la République du Congo, etc.) ont utilisé les flux de ressources tels que le pétrole et les minerais comme garantie pour obtenir des prêts de la Chine — connus sous le nom de prêts adossés aux ressources (RBL). Les RBL peuvent garantir que les revenus des ressources naturelles sont entièrement consacrés (c'est-à-dire hypothéqués) à des projets d'infrastructure et réduisent les risques que les fonds se perdent dans la corruption ou les paradis fiscaux. S'ils sont bien négociés, ils peuvent également être conçus pour offrir une protection aux emprunteurs en cas de baisse des prix des ressources naturelles<sup>80</sup>.

Toutefois, l'impact de la Chine sur la construction globale d'infrastructures en Afrique va au-delà de ces prêts, car les entreprises chinoises elles-mêmes soumissionnent également, et souvent remportent, la réalisation de projets commandés/financés entièrement par les gouvernements africains et/ou d'autres partenaires au développement<sup>81</sup>. Les entreprises chinoises soumissionnent souvent pour des projets dans des secteurs tels que les transports, l'ingénierie énergétique et même le logement. Ces projets africains ont représenté 27 % du chiffre d'affaires réalisé par la Chine dans le monde entier.

<sup>78</sup> Source : China Africa Research Initiative et Boston University Global Development Policy Center. 2021. Base de données des prêts chinois à l'Afrique, version 2.0.

<sup>79</sup> Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020) *Chinese Loans to Africa Database*.

<sup>80</sup> [https://carnegieendowment.org/2021/06/02/what-do-we-know-about-chinese-lending-in-africa-pub-84648?mkt\\_tok=MDk1LVBQVi04MTMAAAF9hn9ZMcv\\_xmbciP5BMIA\\_2C2kyq1Ce2ivWqmZiJgp1r1CrI46eBcDM3kJV8hi\\_i8lgk1DCbPnFACXjMjZPcyTEk\\_MzHMU3gQeC8cV\\_Nv417QJ8Cg](https://carnegieendowment.org/2021/06/02/what-do-we-know-about-chinese-lending-in-africa-pub-84648?mkt_tok=MDk1LVBQVi04MTMAAAF9hn9ZMcv_xmbciP5BMIA_2C2kyq1Ce2ivWqmZiJgp1r1CrI46eBcDM3kJV8hi_i8lgk1DCbPnFACXjMjZPcyTEk_MzHMU3gQeC8cV_Nv417QJ8Cg)

<sup>81</sup> Ministère du commerce de la République populaire de Chine. Relégations sur l'administration des projets de contrats internationaux ( ). 2017. <http://file.mofcom.gov.cn/article/gkml/201810/20181002799147.shtml>

## Tendances des projets d'infrastructure financés par la Chine

Depuis 2016, le nombre de projets construits par la Chine est en baisse, de même, semble-t-il, que les prêts accordés par la Chine. L'une des raisons de la première est que de nombreux pays africains, comme la Zambie, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc, ont entrepris la mise en œuvre de politiques qui visent à accroître l'utilisation de matériaux et d'équipements locaux, l'embauche d'employés locaux, etc. La main-d'œuvre chinoise est également devenue relativement plus chère. Cela peut réduire les marges que les entreprises chinoises peuvent réaliser et donc leurs intérêts à soumissionner pour des projets. En outre, les entreprises chinoises sont prudentes face à certains défis, notamment le défaut de paiement des projets et d'autres questions contractuelles et fiscales. Au Cameroun, par exemple, la plupart des projets avaient des arriérés de paiement depuis plus de six mois<sup>82</sup>. Cela dit, comme l'explique l'**encadré 4**, les prêts accordés à l'Afrique dans son ensemble ne représentent qu'une faible proportion des prêts accordés par la Chine à l'échelle mondiale et nationale, et « l'évaluation du risque » global ne doit donc pas être exagérée.

### Encadré 4 : Prêts accordés à l'Afrique en proportion du total des prêts accordés par la Chine

Pour comprendre le degré d'aversion au risque des banques chinoises au regard des prêts octroyés à l'Afrique, il est important de savoir si ces prêts représentent une proportion importante ou faible du portefeuille de prêt de la Chine. La Banque Export-Import Bank of China (EXIM) accorde le plus de prêts pour les projets chinois à l'étranger. En 2019, l'encours d'EXIM pour les prêts contractuels à l'étranger s'élevait à 788 864 milliards de RMB (122 milliards de dollars US), soit 21 % du portefeuille total de prêts d'EXIM, le reste étant national. Sur ces 122 milliards de dollars, la proportion exacte des prêts africains n'est pas établie clairement. Cependant, par le passé, EXIM a déclaré qu'au cours d'une période non spécifiée jusqu'en 2018, elle avait financé plus de 600 projets en Afrique avec des soldes de prêts de plus de 340 milliards de RMB (52,7 milliards de dollars), dans 47 pays africains<sup>83</sup>. Si cette période était, disons, de 10 ans, cela indiquerait que 5,7 milliards de dollars par an sont octroyés. Cela indique que l'Afrique ne représente qu'une faible proportion des prêts globaux de la Chine à l'étranger et dans le pays, ce qui peut indiquer un potentiel d'amortissements et/ou d'augmentation des prêts. La répartition sur de nombreux pays africains indique également une stratégie diversifiée de gestion des risques.

## Tendances en matière d'allègement de la dette

<sup>82</sup> Ministère du commerce de la République populaire de Chine. *Annual Report on China international Project Contracting 2019-2020*, mercredi 20 janvier 2021. <http://www.mofcom.gov.cn/article/i/jyj/e/202101/20210103032457.shtml>

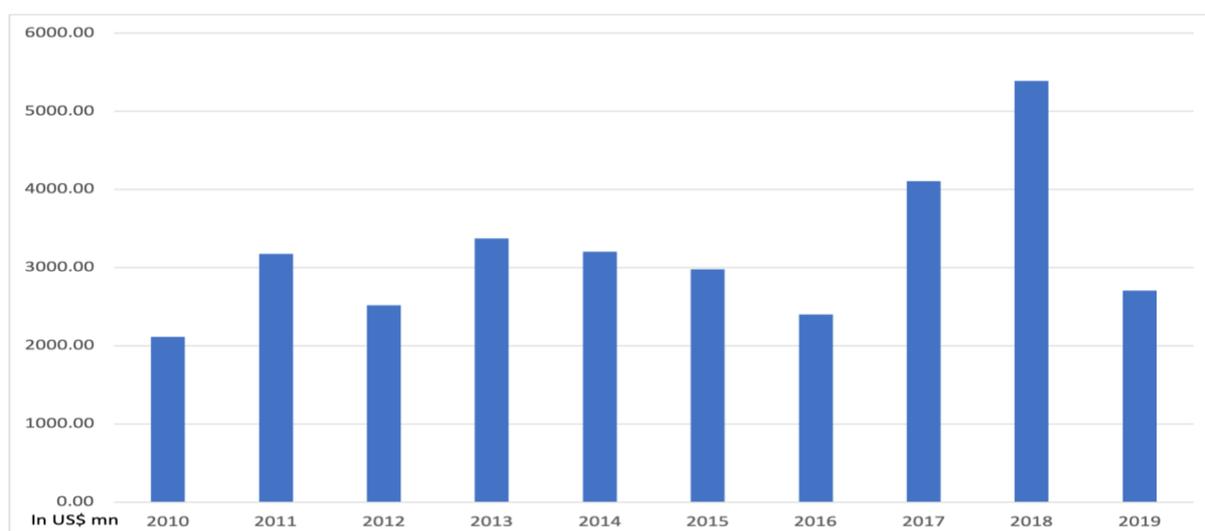
<sup>83</sup> The Export-Import Bank of China. "Rapport annuel 2019." [http://www.eximbank.gov.cn/info/ztl/fzzt/201810/t20181012\\_6929.html](http://www.eximbank.gov.cn/info/ztl/fzzt/201810/t20181012_6929.html)

De 2000 à 2018, la Chine a annulé la dette d'au moins 20 pays africains, ce qui équivaut à 1,5 % de tous les prêts accordés par la Chine en Afrique. La plupart des annulations ont porté sur des montants inférieurs à 100 millions de dollars US<sup>84</sup>. Les estimations de scénarios révèlent que jusqu'à 40 % du financement consacré à la COVID-19 à ce jour par les pays africains pourrait être couvert en suspendant le service de la dette envers les créanciers officiels chinois<sup>85</sup>.

### Investissement direct étranger de la Chine en Afrique

Au cours des dix dernières années, les flux annuels d'IDE chinois vers l'Afrique sont restés constamment positifs, mais très volatils comme indiqué dans la **Figure 15**<sup>86</sup>. Ils ont culminé lors de l'acquisition, en 2008, de 20 % des parts de la Standard Bank d'Afrique du Sud par l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), pour une valeur de 5,5 milliards de dollars.

**Figure 15 : IDE chinois en Afrique entre 2010 et 2019**<sup>87</sup>



Les 5 principales destinations africaines des IDE non financiers chinois en 2019 étaient l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, l'Angola, la Zambie et l'Éthiopie (**Figure 16**)<sup>88</sup>. Plusieurs de ces pays sont riches en ressources naturelles<sup>89</sup>.

<sup>84</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/12/11/chinadebtreliefimpact/>

<sup>85</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/12/11/chinadebtreliefimpact/>

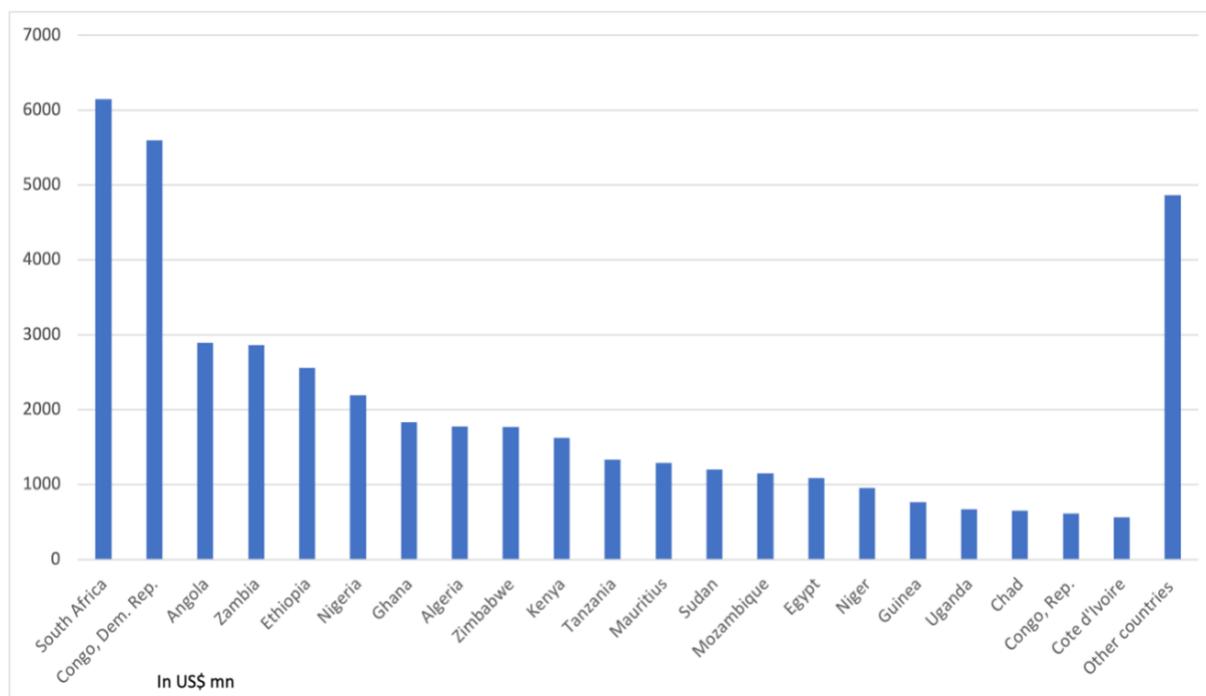
<sup>86</sup> Données indisponibles pour les années antérieures à 2010.

<sup>87</sup> Source : Bulletin statistique 2019 du MOFCOM chinois

<sup>88</sup> <http://www.sais-cari.org/chinese-investment-in-africa>

<sup>89</sup> [http://faculty.buffalostate.edu/qianx/index\\_files/ChinaODIafrica.pdf](http://faculty.buffalostate.edu/qianx/index_files/ChinaODIafrica.pdf)

**Figure 16 : Principales destinations des IDE chinois en Afrique<sup>90</sup>**

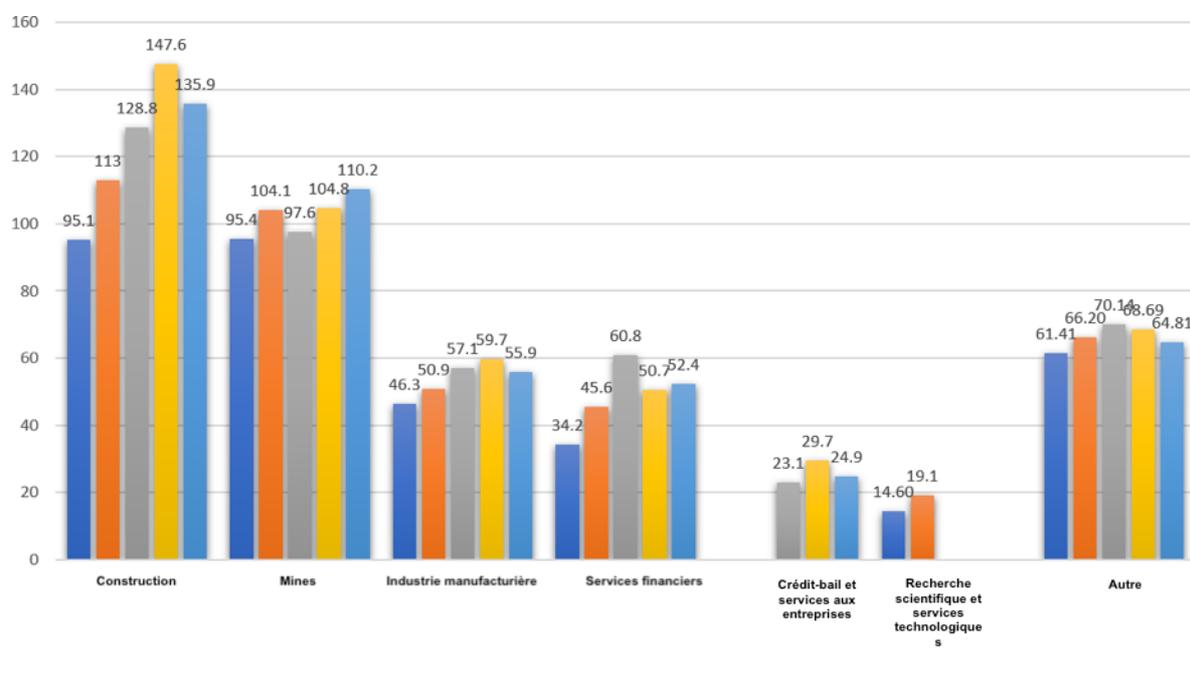


Cela s'explique par le fait que les secteurs de la construction et de l'exploitation minière restent les principales destinations des IDE chinois (**Figure 17**), suivis par l'industrie manufacturière, dans des pays dotés de zones économiques spéciales, d'une forte croissance économique ou de grands marchés intérieurs. Certains IDE se déplacent également vers des pays où des projets sont confiés à la Chine, par exemple dans le cadre de partenariats public-privé (PPP)<sup>91</sup>.

<sup>90</sup> Source : Bureau national des statistiques de la Chine

<sup>91</sup> [https://pedl.cepr.org/sites/default/files/PEDL\\_Synthesis\\_Papers\\_Piece\\_No.\\_2.pdf](https://pedl.cepr.org/sites/default/files/PEDL_Synthesis_Papers_Piece_No._2.pdf)

**Figure 17 : Top 5 des secteurs : Volume d'IDE chinois en Afrique entre 2015 et 2019<sup>92</sup>**



Plusieurs entreprises manufacturières chinoises ont choisi l'Afrique comme destination pour le transfert d'industries à forte intensité de main-d'œuvre depuis 2015<sup>93</sup>. Une étude réalisée en 2017 par McKinsey a révélé que plus de 10 000 entreprises à capitaux chinois opèrent en Afrique, représentant environ 12 % de la production industrielle du continent<sup>94</sup>. Cependant, il est important d'évaluer l'impact de la finance chinoise ainsi que des flux d'IDE sur le continent africain, par exemple, à travers leur potentiel de création d'emplois et leur prestation, notamment en mettant l'accent sur le secteur industriel<sup>95</sup>. Parmi les exemples bien connus de cette tendance, citons Huajian Group, basé en Éthiopie<sup>96</sup>, Humanwell au Mali et en Éthiopie<sup>97</sup>, et plus récemment BGI en Éthiopie<sup>98</sup>.

Cela dit, notons que les IDE chinois en Afrique ne représentent qu'une très petite partie de ses flux totaux d'IDE, soit une moyenne de 3 % des flux totaux entre 2010 et 2019, comme le montre la figure 18<sup>99</sup>.

<sup>92</sup> Source : Bulletin statistique 2019 du MOFCOM chinois

<sup>93</sup> McKinsey & Company. *Dance of the lions and dragons*. Juin 2017.

<https://www.mckinsey.com/~/media/mckinsey/featured%20insights/middle%20east%20and%20africa/the%20closest%20look%20yet%20at%20chinese%20economic%20engagement%20in%20africa/dance-of-the-lions-and-dragons.ashx>

<sup>94</sup> McKinsey & Company. *Dance of the lions and dragons*. Juin 2017.

<sup>95</sup> [http://eprints.lse.ac.uk/108455/1/Paper\\_22\\_the\\_impact\\_of\\_chinese\\_fdi\\_in\\_africa.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/108455/1/Paper_22_the_impact_of_chinese_fdi_in_africa.pdf)

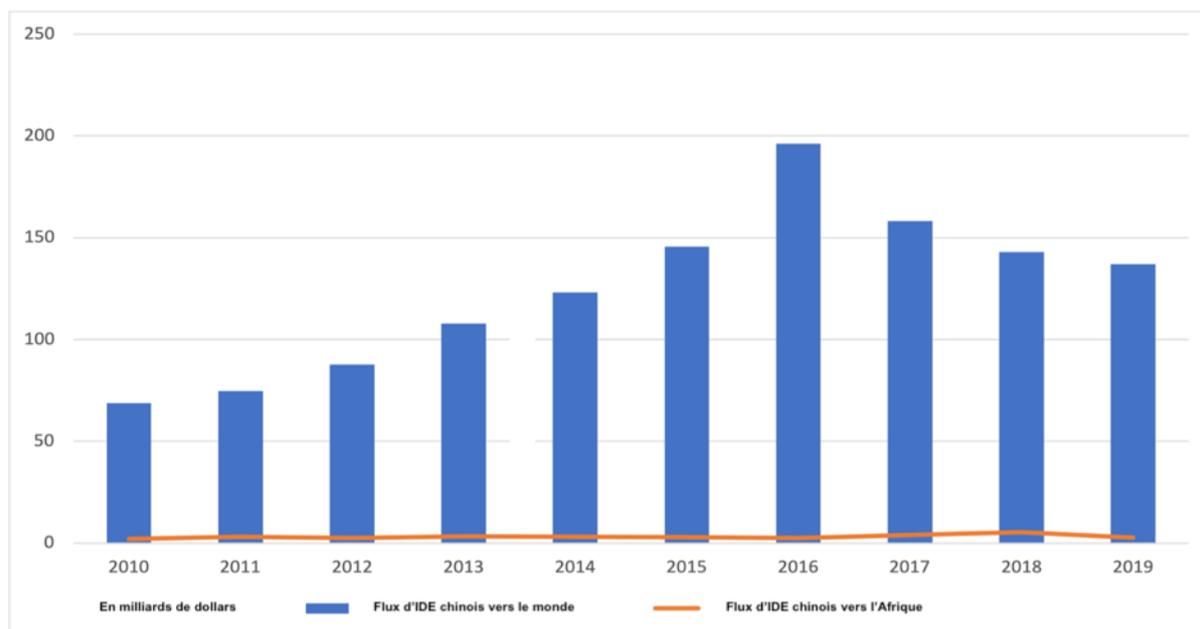
<sup>96</sup> China Daily. "Huajian Group puts its best foot forward." jeudi 27 juin 2019. [http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2019-06/27/content\\_37485271.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2019-06/27/content_37485271.htm)

<sup>97</sup> <https://developmentreimagined.com/2021/04/23/ga-how-the-chinese-private-sector-can-help-develop-pharmaceutical-production-capacity-in-africa/>

<sup>98</sup> [http://www.xinhuanet.com/english/2020-10/21/c\\_139454811.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-10/21/c_139454811.htm)

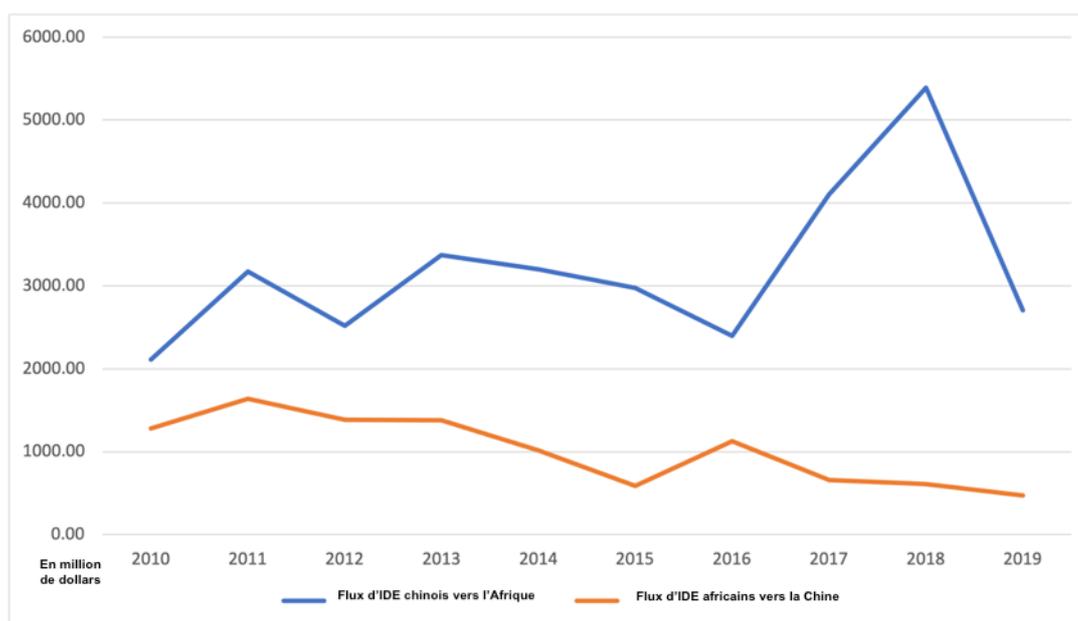
<sup>99</sup> [https://pedl.cepr.org/sites/default/files/PEDL\\_Synthesis\\_Papers\\_Piece\\_No.\\_2.pdf](https://pedl.cepr.org/sites/default/files/PEDL_Synthesis_Papers_Piece_No._2.pdf)

**Figure 18 : Flux d'IDE chinois entre 2010 et 2019<sup>100</sup>**



Enfin, les IDE circulent également de l'Afrique vers la Chine, mais à un rythme plus lent, comme le montre la **figure 19**. Les niveaux ont augmenté à partir de 2000 et ont atteint un record en 2008. On observe une baisse assez régulière depuis 2011<sup>101</sup>.

**Figure 19 : Comparaison des flux d'IDE chinois et africains<sup>102</sup>**



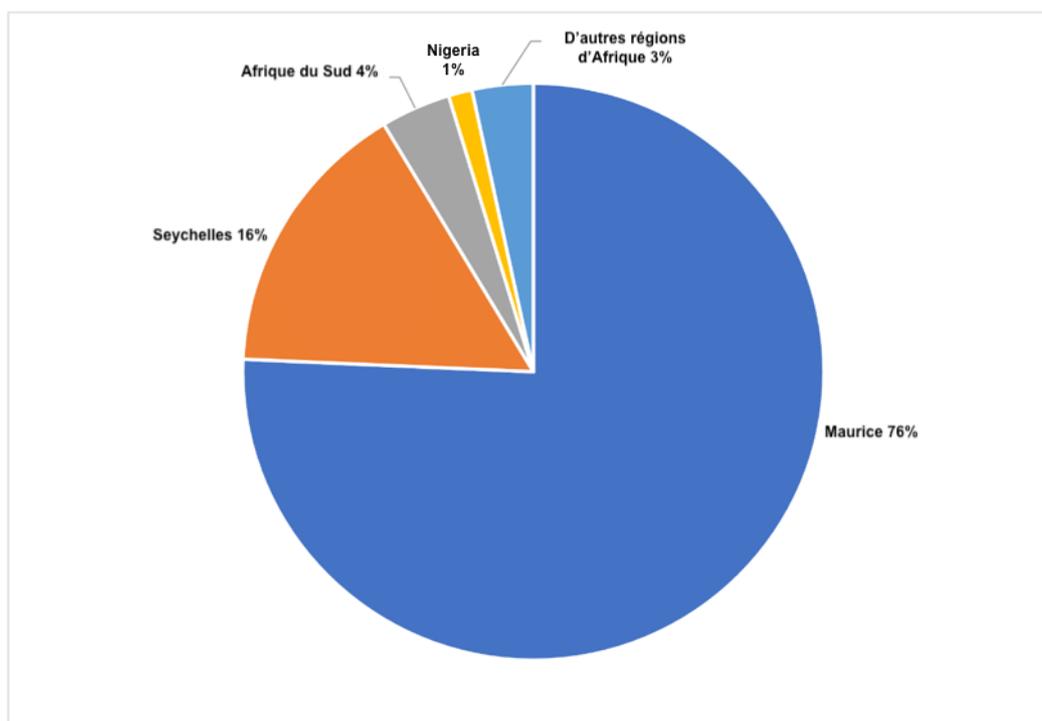
<sup>100</sup> Source : Bureau national des statistiques de la Chine

<sup>101</sup> <https://data.stats.gov.cn/easyquery.htm?cn=C01>

<sup>102</sup> Source : Bureau national des statistiques de la Chine

Les IDE de l'Afrique vers la Chine<sup>103</sup> ont surtout concerné la pétrochimie, l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail<sup>104</sup>. Comme le montre la **figure 20**, les principales sources africaines d'IDE sont Maurice et les Seychelles.

**Figure 20 : IDE africains en Chine<sup>105</sup>**



On dispose de peu d'informations sur les entreprises à l'origine de ces tendances, en partie à cause de l'absence de données centralisées en Chine et aussi parce que de nombreuses grandes entreprises ont recours à des coentreprises avec des entreprises chinoises pour contourner les restrictions de l'État (voir **Encadré 5**).

#### Encadré 5 : Études de cas sur les investissements africains en Chine

Les IDE cumulés de Maurice vers la Chine s'élevaient à 14,7 milliards de dollars US en 2019, soit 75 % du total des IDE des pays africains vers la Chine<sup>106</sup>. Maurice a signé une convention contre la double imposition avec la Chine et permet aux étrangers d'investir dans des entreprises à capitaux entièrement étrangers à Maurice, qui peuvent à leur tour investir en Chine<sup>107</sup>.

Les Seychelles ont investi en tout environ 3 milliards de dollars US en Chine à partir de 2019, ce qui représente 15 % du total des IDE africains en Chine.

<sup>103</sup> [http://www.focac.org/eng/zfgx\\_4/jmhz/t832788.htm](http://www.focac.org/eng/zfgx_4/jmhz/t832788.htm)

<sup>104</sup> <https://www.un.org/africarenewal/magazine/august-2015/africans-also-investing-china>

<sup>105</sup> Source : Bureau national des statistiques de la Chine

<sup>106</sup> Bureau national des statistiques de la Chine. *China Actual Use of FDI from Africa*. <https://data.stats.gov.cn/easyquery.htm?cn=C01>

<sup>107</sup> Shinn, David H. and Joshua Eisenman. *China and Africa: A Century of Engagement*. 1<sup>st</sup> ed. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2012. Print.

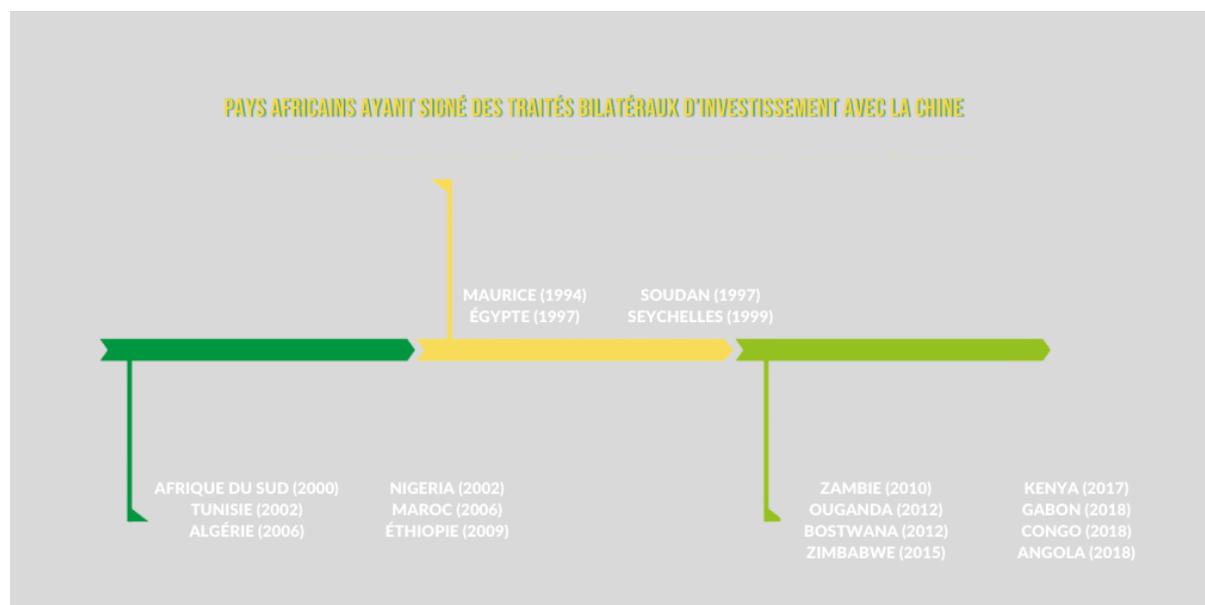
L'Afrique du Sud est un autre investisseur africain de premier plan en Chine. En 2019, les IDE sud-africains cumulés ont dépassé 752 millions de dollars américains. La brasserie sud-africaine (SABMiller) a investi plus de 400 millions de dollars US en Chine depuis 1994<sup>108</sup>, par le biais d'une coentreprise avec China Resources Enterprises, connue sous le nom de China Resources Snow Breweries. Il s'agit de la plus grande brasserie de Chine quant au volume de ventes et de capacité de brassage, avec une part de marché de 23 %<sup>109</sup>.

Parmi les autres exemples de pays africains qui investissent en Chine, citons l'investissement de la Tunisie dans la production d'engrais par le biais d'une coentreprise, la Sino-Arab Chemical Fertilizers Company<sup>110</sup>.

### Le rôle des accords officiels liés au financement

À ce jour, 33 pays africains — tant des PMA que des pays à revenu intermédiaire — ont conclu des traités bilatéraux d'investissement (TBI) avec la Chine (**Figure 21**). Alors que 18 pays africains — également un mélange de niveaux de revenus — ont des conventions contre la double imposition (CDI) avec la Chine (**Figure 22**)<sup>111</sup>.

**Figure 21 : Pays africains ayant signé des traités bilatéraux d'investissement avec la Chine**<sup>112</sup>



<sup>108</sup> Shinn, David H. and Joshua Eisenman. *China and Africa: A Century of Engagement*

<sup>109</sup> Bo Li. *Africans also investing in China*. United Nations Africa Renewal. Août 2015. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/august-2015/africans-also-investing-china>

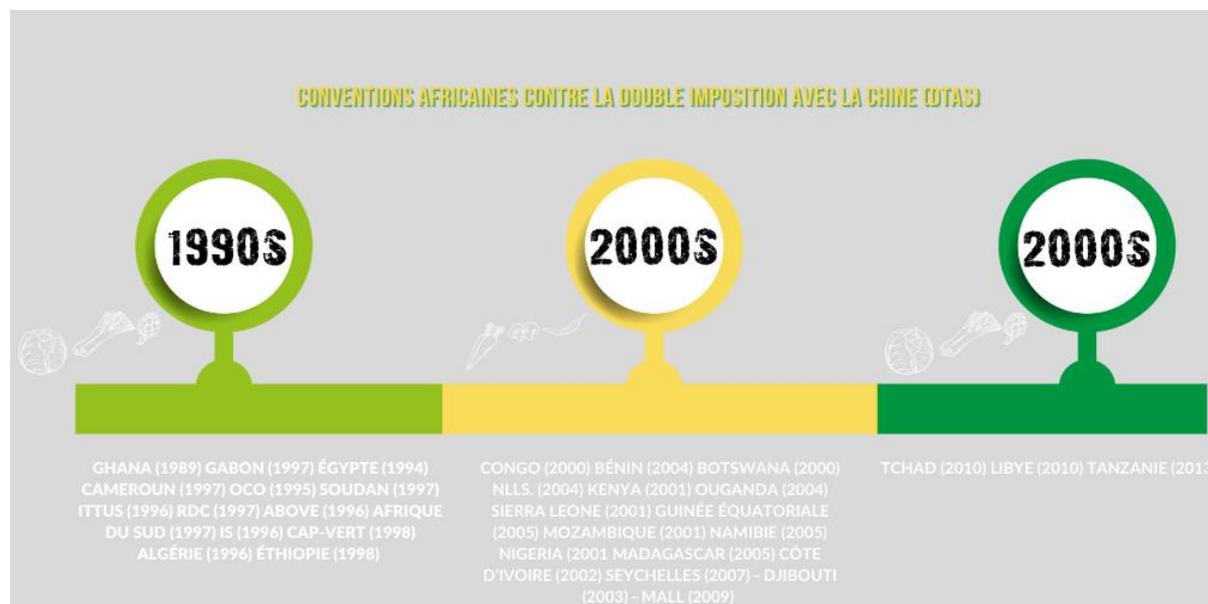
<sup>110</sup> Bo Li. *Africans also investing in China*. United Nations Africa Renewal.

<sup>111</sup> UN.org- <https://www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2019/07/UN-SG-Roadmap-Financing-the-SDGs-July-2019.pdf>

<sup>112</sup> [www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2019/07/UN-SG-Roadmap-Financing-the-SDGs-July-2019.pdf](https://www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2019/07/UN-SG-Roadmap-Financing-the-SDGs-July-2019.pdf)

<sup>112</sup>Source : <https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/42/china>

**Figure 22 : Pays africains ayant signé des conventions contre la double imposition avec la Chine<sup>113</sup>**



Les accords bilatéraux d'investissement conclus avec la Chine prévoient généralement l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable (FET) aux investisseurs étrangers, de garantir ou d'assurer une procédure régulière en cas d'expropriation et de déterminer les instances de règlement des différends internationaux<sup>114</sup>.

Il n'est pas certain que les TBI aient eu une incidence sur la forme et le volume des IDE en provenance de Chine. Les CDI, en revanche, semblent avoir une certaine corrélation avec les volumes d'IDE/les zones cibles — comme les flux vers les îles d'Afrique de l'Est dans les années 1990. Toutefois, la corrélation n'implique pas la causalité. Ado (2020) note que les investisseurs chinois semblent moins se soucier que les autres investisseurs étrangers des indices de corruption ou des droits de l'homme dans les pays africains, étant donné la diversité des flux chinois<sup>115</sup>.

### Lien 3 : Flux de personnes

Si l'augmentation de l'interaction économique entre l'Afrique et la Chine fait l'objet d'une grande attention, l'étude des flux de personnes — la migration — entre les pays africains et la Chine est moins bien explorée<sup>116</sup>, bien que ce ne soit pas un phénomène nouveau<sup>117</sup>. Dans le cadre du FOCAC, les flux

<sup>113</sup>Source: <https://ins-globalconsulting.com/china-tax-system-guides/china-double-taxation-treaties-guide-countries/>

<sup>114</sup> [https://www.wto.org/english/res\\_e/reser\\_e/ersd200801\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd200801_e.pdf)

<sup>115</sup> <https://asq.africa.ufl.edu/ado-oct-2020/>

<sup>116</sup> Dankwah & Amoah, 2019. *Gauging the Dispositions between Indigenes, Chinese and other Immigrant Traders in Ghana.*

<sup>117</sup> Li, 2015. *African Diaspora in China.*

de personnes sont décrits principalement comme un moyen de renforcer les échanges culturels<sup>118</sup>, les flux de compétences et d'idées entre les pays africains et la Chine. Toutefois, les flux de personnes sont également influencés par des facteurs économiques<sup>119</sup>.

Les données indiquent que les flux de personnes à court terme entre l'Afrique et la Chine sont considérablement plus importants que les flux à long terme. Les flux à court terme comprennent les voyages d'affaires, les touristes et les étudiants. Tous ont généralement augmenté au fil du temps et, bien que les tendances et les bilans diffèrent largement, ils suggèrent globalement un mouvement transfrontalier de plus d'un million de personnes chaque année.

### Voyageurs professionnels

Chaque année, plus de 200 000 travailleurs chinois se rendent dans les pays africains pour participer à la réalisation de projets de construction, et la plupart retournent en Chine. Le nombre de travailleurs chinois se rendant en Afrique chaque année a atteint un record en 2015, les données les plus récentes pour 2019 établissant ce chiffre à 182 745<sup>120</sup>. En 2019, les cinq principaux pays d'accueil des travailleurs chinois étaient l'Algérie, l'Angola, le Nigeria, la Zambie et le Kenya, représentant 52 % de toute la main-d'œuvre chinoise sous contrat en Afrique. Ces tendances sont fortement associées à la baisse des contrats de projet. L'analyse suggère également que les pays africains exigent de plus en plus le recours à la main-d'œuvre locale plutôt qu'à la main-d'œuvre chinoise pour les projets, ce qui pourrait indiquer une réduction continue de ces travailleurs peu ou moyennement qualifiés à l'avenir<sup>121</sup>.

Actuellement, il n'existe pas de données officielles sur les hommes d'affaires et les fonctionnaires africains qui se rendent en Chine pour des missions commerciales ou des formations à court terme. Cependant, il existe désormais des expositions commerciales spécifiques destinées aux nations africaines, et les accords du FOCAC incluent certains objectifs liés aux voyages d'affaires — par exemple, former 1 000 élites africaines et offrir 50 000 cours de recherche et de formation aux Africains<sup>122</sup>.

### Touristes

En 2018<sup>123</sup>, selon l'OMC et divers sites gouvernementaux, l'Afrique a accueilli 585 211 touristes chinois, cela ne représente que 1,4 % des touristes chinois dans le monde<sup>124</sup>.

Cependant, le taux de croissance a été élevé — une moyenne de plus de 40 % ces dernières années. Les pays africains représentaient 30 % des dix premières destinations préférées des touristes chinois<sup>125</sup>. Au cours des sept premiers mois de 2018, l'agence de voyage chinoise Trip.com a rapporté une augmentation de 70 % de l'achat de produits touristiques liés à l'Afrique. Plus tard en 2018, l'étude *The Chinese Luxury Traveller 2018* du Hurun Report a montré que l'Afrique était la destination

<sup>118</sup> <https://core.ac.uk/download/pdf/229009061.pdf>

<sup>119</sup> [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/ziliao\\_665539/3602\\_665543/3604\\_665547/t18035.shtml](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/ziliao_665539/3602_665543/3604_665547/t18035.shtml)

<sup>120</sup> <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa>

<sup>121</sup> <https://developmentreimagined.com/wp-content/uploads/2020/10/fdi-localisation-1.pdf>

<sup>122</sup> <http://www.focac.org/chn/zywx/zywj/t1592247.htm>

<sup>123</sup> Chinese tourists in Africa- <https://data.iimedia.cn/page-category.jsp?nodeid=13124991>

<sup>124</sup> <https://www.e-unwto.org/doi/suppl/10.5555/unwtotfb0156250119952019202009>

<sup>125</sup> [https://www.sohu.com/a/251277872\\_280657](https://www.sohu.com/a/251277872_280657)

présentant la plus forte augmentation de l'intérêt des touristes chinois fortunés, après une augmentation passant de 15 % en 2017 à 29 % en 2018.<sup>126</sup>

Au total, les pays africains ayant enregistré le plus grand nombre d'arrivées de Chinois en 2018 ont été l'Égypte, le Maroc<sup>127</sup>, l'Afrique du Sud, le Kenya et Maurice.

On observe une tendance générale à l'assouplissement des conditions d'entrée des ressortissants chinois sur le continent. Les ressortissants chinois peuvent désormais arriver dans 27 pays africains sans avoir préalablement demandé un visa. Certains pays, dont l'Angola et l'Afrique du Sud — qui comptent tous deux des populations migrantes chinoises particulièrement importantes — ont également facilité l'obtention de visas long séjour et à entrées multiples pour les voyageurs professionnels chinois.

À contrario, les Africains sont confrontés à d'importantes difficultés pour se rendre en Chine pour le tourisme. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, un nombre croissant de fonctionnaires et d'autres professionnels peuvent se rendre en Chine pour des formations à court terme ou des missions commerciales.

## Étudiants

Si très peu de jeunes Chinois se rendent dans les pays africains pour y suivre une formation, le nombre d'étudiants africains en Chine a augmenté rapidement. Entre 1976 et 2015, près d'un quart de millions d'étudiants africains ont voyagé pour étudier en Chine<sup>128</sup>. Entre 2011 et 2016, le nombre d'étudiants africains étudiant en Chine a augmenté à un taux moyen de 24 %. En 2018, avec plus de 80 000 étudiants africains, la Chine est devenue la deuxième destination des Africains étudiant à l'étranger après la France.

Cette tendance générale est assez cohérente dans la plupart des pays, comme l'illustre la figure 23 à l'aide de diverses mesures. En 2017, les étudiants de 25 pays africains choisissent désormais la Chine comme première destination pour leurs études à l'étranger, plutôt que tout autre pays. C'est une augmentation par rapport à 10 pays africains en 2011, seuls 5 pays<sup>129</sup> ont vu le nombre d'étudiants diminuer sur cette période. En 2017, les Ghanéens étaient la plus grande population d'étudiants africains en Chine, représentant 9 % du total, avec une croissance de 272 % depuis 2011. Les Nigériens pourraient bientôt devenir la plus grande population étudiante de Chine<sup>130</sup>.

<sup>126</sup> Hurun Report, 2018. *The Chinese Luxury Traveller*. 2018.

<sup>127</sup> <https://www.tourism-review.com/travel-tourism-magazine-chinese-tourists-discover-african-sights-in-greater-numbers-article2727>

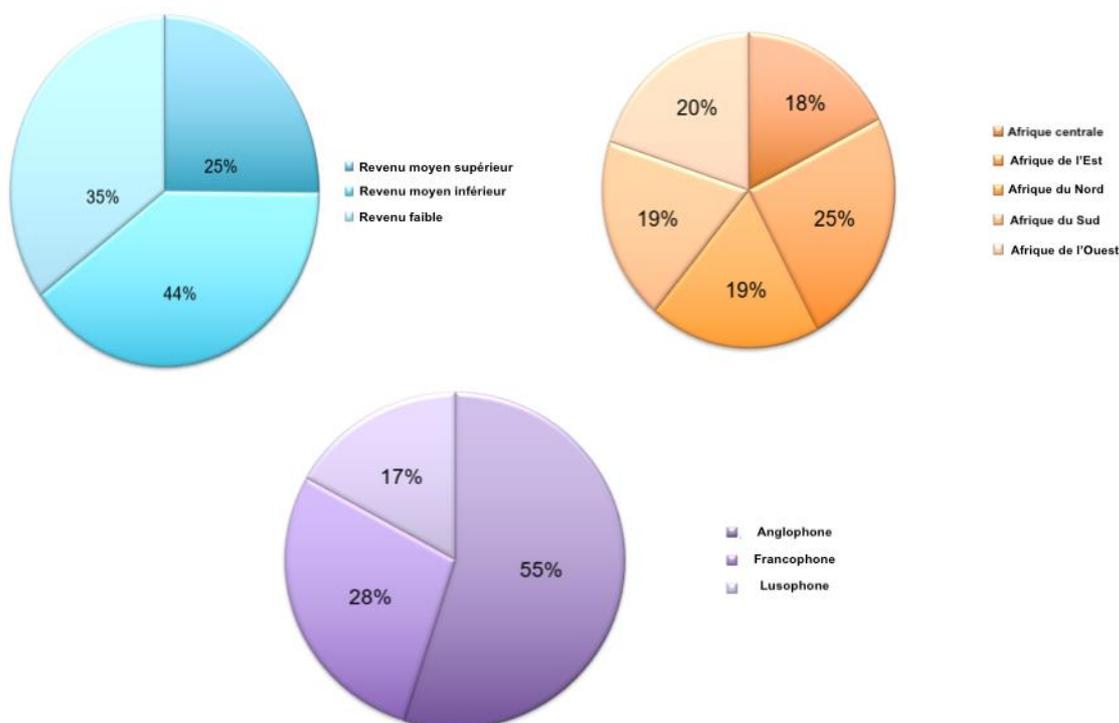
<sup>128</sup> <https://chinapower.csis.org/china-international-students/>

<sup>129</sup> Burkina Faso, République centrafricaine, Eswatini, Maurice et Seychelles

<sup>130</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/09/08/where-africans-study-abroad-post-covid19/>

Cette situation s'explique en partie par les engagements pris par le FOCAC, dont le plus récent, en 2018, consiste à offrir 50 000 bourses d'études aux Africains, mais aussi par le fait que le coût des études est moins élevé qu'ailleurs <sup>131</sup>. Cependant, les détails concrets sur les formations choisies/financées par les Africains sont très peu connus ou publiés, et il existe certaines restrictions — par exemple, les diplômes en médecine peuvent être difficiles à obtenir.

**Figure 23: Proportions d'étudiants africains en Chine 2011-2017<sup>132</sup>**



### Migrants à long terme

De plus en plus de Chinois se rendent dans les pays africains pour y vivre ou y travailler, et vice versa. Les expatriés chinois en Afrique peuvent par exemple être impliqués dans l'aide étrangère chinoise, comme les enseignants des instituts Confucius, ceux des centres de démonstration agricole ou les équipes médicales <sup>133</sup>. En 2014, certaines estimations notaient environ un million de Chinois en Afrique <sup>134</sup>, mais cela n'a pas été vérifié depuis.

Les estimations du nombre d'Africains résidant de manière permanente en Chine ne sont pas non plus claires. Certains ressortissants africains trouvent des opportunités de travail en Chine en raison de leurs qualifications, notamment dans les entreprises qui « sortent » ou qui font du marketing vers des destinations africaines, ainsi que pour l'enseignement (bien qu'il existe actuellement des restrictions pour de nombreux ressortissants africains - car le ministère chinois de l'Éducation ne reconnaît pas certains ressortissants comme « locuteurs natifs » de l'anglais/du français, etc. pour l'enseignement). En 2018, une modification des règles d'immigration a permis à tous les étudiants en master de convertir

<sup>131</sup> [http://www.focac.org/eng/zywx\\_1/zywj/t1594297.htm](http://www.focac.org/eng/zywx_1/zywj/t1594297.htm)

<sup>132</sup> Source : <http://en.moe.gov.cn>

<sup>133</sup> Sun, 2014. *CE- / ā & æ Á ā } Á Ó @ā } ,æq28.Á Ø [ ! ^ ā \* } Á Ú [ | ā & ^*

<sup>134</sup> <https://qz.com/217597/how-a-million-chinese-migrants-are-building-a-new-empire-in-africa/>

---

leur visa étudiant en permis de travail s'ils sont employés dans les six mois suivant la fin de leurs études<sup>135</sup>.

## Conclusion

Bien que l'analyse présentée dans ce chapitre soit importante, elle souffre de deux limites.

Premièrement, elle manque de contexte. À titre illustratif, il est souvent cité que la Chine a « contribué à la construction de plus de 10 000 km de routes et de 6 000 km de voies ferrées » grâce aux flux financiers susmentionnés. Mais qu'est-ce que cela signifie réellement par rapport aux réseaux routiers ou ferroviaires actuels et prévus de l'Afrique ?

Deuxièmement, il n'y a pas de contrefactuel — y compris en ce qui concerne les externalités négatives, par exemple les impacts des infrastructures construites par la Chine sur l'environnement ou les impacts du commerce sur la pêche ou la faune.

Les chapitres suivants visent à explorer ces questions.

---

<sup>135</sup> <https://thepienews.com/news/china-eases-post-study-work-foreign-graduates/>

## CHAPITRE 3 — L'IMPACT DE LA CHINE SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE FUTUR DE L'AFRIQUE

### Chapitre 3 en bref

- La coopération sino-africaine antérieure a soutenu la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 et a donc eu un impact sur les ODD de l'Afrique.
- La contribution de la Chine aux six cadres de l'UA de l'Agenda 2063 a été significative, mais varie considérablement et est principalement conduite de manière bilatérale. Seuls deux de ces cadres ont été mentionnés dans le FOCAC 2018.
- Les pays africains pourraient s'efforcer davantage de faire correspondre leurs objectifs de coopération avec les cadres, afin d'atteindre les objectifs de mise à l'échelle, d'optimisation des ressources, de diversification, de valeur ajoutée et de respect de l'environnement.
  - Pour ce qui est du PDDAA, les contributions de la Chine doivent être renforcées, des liens plus étroits doivent être établis avec les politiques d'accès au marché de la Chine et des enseignements doivent être tirés de l'expérience de la Chine en matière de réduction de la pauvreté ;
  - En ce qui concerne le PIDA, les contributions de la Chine peuvent être mieux orientées vers les infrastructures vertes transfrontalières, et une meilleure coordination africaine pour l'optimisation des ressources sera utile ;
  - Quant à la VMA, les contributions de la Chine doivent être orientées vers l'ajout de valeur et, là encore, la coordination entre les pays africains prioritaires peut aider à optimiser les ressources et à assurer des garanties environnementales (et sociales) ;
  - Pour la STISA, les contributions de la Chine à l'infrastructure numérique devraient à nouveau (comme pour le PIDA) être davantage axées sur la dimension transfrontalière, et les contributions à la science et à la technologie spécifiques et thématiques devraient s'inspirer du succès du CDC de l'UA.
  - Au chapitre de la BIAT, les pays africains doivent évaluer les possibilités d'échanges libres ou préférentiels avec la Chine et se concentrer sur le développement du commerce en ligne et l'efficacité de la logistique transfrontalière.
  - Pour ce qui est de l'AIDA, les contributions de la Chine pourraient avoir plus d'impact en diversifiant et en augmentant les IDE, tout en cherchant à aligner davantage la Chine sur les objectifs d'ajout de valeur et d'écologie de l'Afrique.

Comme le **chapitre 2** l'a exposé, il ne fait aucun doute que la Chine a contribué de nombreuses manières aux objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté en Afrique. Mais est-ce suffisant ?



---

Pour élaborer un plan d'action pour le continent, il est essentiel de comprendre les plans de développement durable de l'Afrique. Sous le slogan « L'Afrique que nous voulons », les pays africains, par l'intermédiaire de l'UA, ont défini leurs aspirations en matière de croissance et de prospérité dans le cadre du projet de développement phare de l'UA, connu sous le nom d'Agenda 2063<sup>136</sup>, par le biais d'un certain nombre d'aspirations (**Encadré 6**)<sup>137</sup>.

---

<sup>136</sup> <https://au.int/en/agenda203/aspirations>

<sup>137</sup> [https://au.int/sites/default/files/pages/33794-file-au-ilo\\_5ypp\\_-english.pdf](https://au.int/sites/default/files/pages/33794-file-au-ilo_5ypp_-english.pdf)

### Encadré 6 : Les aspirations de l'Agenda 2063

Aspiration 1 : Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable

Aspiration 2 : Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine

Aspiration 3 : Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit

Aspiration 4 : Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité

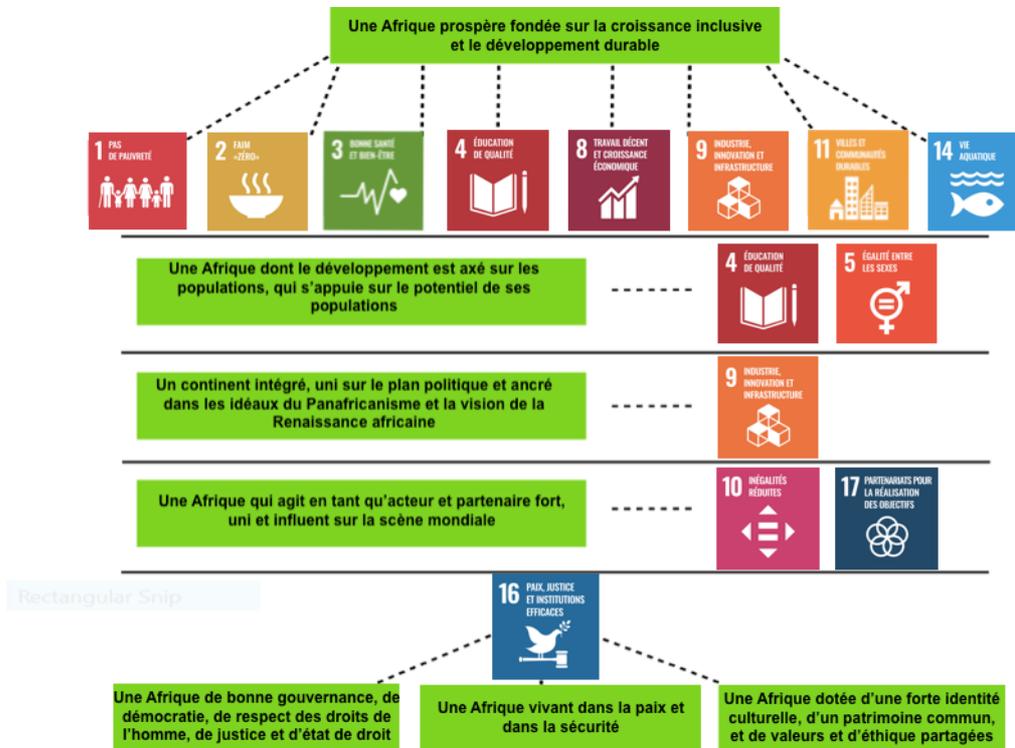
Aspiration 5 : Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées

Aspiration 6 : Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations

Aspiration 7 : Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale

Chaque aspiration a un lien de similitude avec un des ODD comme présenté dans la **figure 24** ci-dessous.

Figure 24 : Le lien entre l'Agenda 2063 et les ODD<sup>138</sup>



D'un point de vue fonctionnel, l'Agenda 2063 définit des objectifs clés à réaliser dans le cadre d'un premier plan décennal de mise en œuvre (FTYIP), afin de relier les objectifs de l'agenda aux domaines prioritaires destinés à être mis en œuvre au niveau national. Le but est de garantir des résultats mesurables pour les populations africaines sur le plan qualitatif et quantitatif.

Dans le cadre du plan décennal, six cadres continentaux spécifiques ont été identifiés. Ces domaines d'activité économique sont considérés comme essentiels pour permettre aux États membres de l'UA d'atteindre les ODD<sup>139</sup>.

Il est essentiel d'analyser dans quelle mesure les activités existantes entre les pays africains et la Chine — ou, d'ailleurs, tous les partenaires au développement — ont un impact sur l'Agenda 2063 et les ODD.

Dans le domaine routier, par exemple, il est important de comprendre que les 10 000 km de routes construites par la Chine en Afrique équivalent à un peu moins d'un cinquième

<sup>138</sup> Source : Development Reimagined

<sup>139</sup> <https://au.int/en/agenda2063/continental-frameworks>

(20 %) de la longueur des neuf autoroutes du réseau de la route transafricaine, ou à la longueur de l'ensemble du réseau routier du Liberia. De même, 6 000 km de voies ferrées construites par la Chine équivalent à un peu moins de 10 % du réseau ferroviaire actuel de l'Afrique, ou à un peu moins d'un tiers de l'ensemble du réseau ferroviaire de l'Afrique du Sud.

Ce contexte est important pour que les Africains puissent se faire une idée claire de ce qui s'est passé jusqu'à présent et de ce qui pourrait être nécessaire à l'avenir.

Les cadres des six plans décennaux de l'UA peuvent servir de base à une telle analyse comparative ou évaluation dans un contexte africain.

## Évaluation de la contribution de la Chine aux six cadres continentaux de l'UA

Les tableaux ci-dessous cherchent systématiquement à analyser dans quelle mesure les parties prenantes chinoises ont, ou n'ont pas, contribué à ces six cadres continentaux jusqu'à présent, comment cela s'est produit, et ce qui peut être fait de plus — en particulier du côté africain — pour s'assurer qu'elles contribuent encore plus.

Ce faisant, les tableaux indiquent également de manière spécifique les ODD sur lesquels chaque cadre est susceptible d'avoir un impact, afin de pouvoir analyser les lacunes par la suite.

I. Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)	
<b>1.</b>	<p><b>Nom du plan, et date de son adoption et de son application.</b></p> <p>Le PDDAA a été déclaré pour la première fois à Maputo, au Mozambique, en 2003, lors du sommet de l'UA, en tant que partie intégrante du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). La version actuelle est en vigueur de 2015 à 2025.</p>
<b>2.</b>	<p><b>En quoi consiste ce plan de l'UA ?</b></p> <p>Il s'agit d'éliminer la faim et de réduire la pauvreté en augmentant la croissance économique grâce à un développement axé sur l'agriculture.</p>
<b>3.</b>	<p><b>Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?</b></p> <p>Les secteurs prioritaires du PDDAA sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Gestion durable des terres et de l'eau</li> <li>b) Accès au marché</li> <li>c) Sécurité alimentaire et lutte contre la faim</li> <li>d) Recherche agricole</li> </ul>
<b>4.</b>	<p><b>À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?</b></p> <p>Le plan contribue aux 3 ODD suivants :</p>


<p><b>5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?</b></p> <p>Les cibles quantifiées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'allocation d'au moins 10 % des budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural par les gouvernements africains et ;</li> <li>• la réalisation de taux de croissance agricole d'au moins 6 % par an.</li> </ul>
<p><b>6. Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?</b></p> <p>Oui</p>
<p><b>7. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a actuellement 23 centres de démonstration de technologies agricoles (ATDC) financés par la Chine en Afrique, couvrant le riz, le manioc, les légumes, le ver à soie du paddy, la sélection des semences, l'aquaculture, le maïs et le blé, ainsi que les machines et l'irrigation<sup>140</sup>.</li> <li>• Les entreprises d'État chinoises sont impliquées dans plusieurs projets liés à la transformation des produits agricoles, entre autres, un centre de transformation au Cap-Vert, une usine de production de farine de maïs en Zambie, etc.<sup>141</sup> La construction d'un barrage de 200 millions de dollars US dans la zone rizicole de Kisumu est un projet notable qui n'a pas encore démarré en raison de différends en matière d'approvisionnement<sup>142</sup>.</li> </ul>
<p><b>8. Dans quelle mesure les contributions chinoises ont-elles permis à ce jour de réaliser ce plan de l'UA ?</b></p> <p>Bien que le PDDAA fasse partie du FOCAC, la contribution chinoise ne s'est pas encore fait sentir. Cela s'explique en grande partie par le fait que les</p>

<sup>140</sup> Ces programmes sont menés en Afrique du Sud, au Bénin, au Cameroun, au Congo (Brazzaville), en Éthiopie, au Liberia, à Madagascar, au Mozambique, au Rwanda, au Soudan, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe. Voir aussi Pietro Dionisio *China-Africa Agricultural Cooperation: for the Sake of Whom?* 2015 <http://www.peah.it/2015/05/1263/>

<sup>141</sup> <http://epaper.chinadaily.com.cn/a/202101/11/WS5ffb7d83a31099a23435323b.html>

<sup>142</sup> *Business Daily Kenya eyes Beijing to resolve Sh20bn dam row.* 2021 <https://www.businessdailyafrica.com/bd/economy/kenya-eyes-beijing-resolve-sh20bn-dam-row-3411478>

investissements n'ont pas une portée régionale ou continentale, mais se concentrent plutôt sur les pays spécifiques et sont également de taille relativement modeste.

**9. Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?**

La Chine est un partenaire naturel des pays africains dans l'atteinte de l'objectif du PDDAA pour deux raisons. Premièrement, la plupart des projets requièrent une grande expertise technologique, technique et politique, ce qui peut être plus facile pour la Chine que pour d'autres partenaires au développement de l'Afrique, notamment en raison de l'expérience de la Chine dans le domaine des petites exploitations agricoles et des succès en matière de réduction de la pauvreté rurale. Deuxièmement, la Chine offre un nouvel accès potentiel au marché pour les produits agricoles africains.

**10. Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?**

- Les pays africains ont besoin d'une stratégie commune telle que la sélection de projets prioritaires qui ont le plus grand impact lorsqu'ils sont entrepris dans le cadre d'une coopération avec la Chine.
- L'UA, les CER et les pays individuels pourraient chercher à concevoir et à mettre en place un programme avec la Chine pour explorer les politiques mises en œuvre par la Chine afin de comprendre les succès et les échecs dans des domaines clés, notamment la création ou la réorganisation des services de vulgarisation agricole, la gestion des subventions pour les engrais, etc. Cela contribuerait mieux à l'ambition du PDDAA d'augmenter les taux de croissance agricole.

## II. Le programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)<sup>143</sup>

**1. Nom du plan, et date de son adoption et de son application.**

Lancé en 2010, le PIDA (en vigueur jusqu'en 2030) vise à développer les infrastructures régionales et continentales.

**2. En quoi consiste ce plan de l'UA ?**

Il s'agit de promouvoir le développement socio-économique et la réduction de la pauvreté en Afrique en améliorant l'accès aux réseaux et services d'infrastructure régionaux et continentaux intégrés.

<sup>143</sup> <https://au.int/en/ie>

**3. Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?**

- Les secteurs prioritaires du PIDA sont l'énergie, le transport, les technologies de l'information et de la communication ainsi que les ressources en eau transfrontalières.
- Les résultats attendus du PIDA comprennent la réduction des coûts de l'énergie et l'amélioration de son accès, la réduction des coûts de transport et la stimulation du commerce intra-africain, la sécurité hydrique et alimentaire, et l'augmentation de la connectivité globale.

**4. À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?**

Le plan contribue directement aux 3 ODD suivants :



Le plan contribue indirectement aux 4 ODD suivants :



<p><b>5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise en œuvre à long terme du PIDA jusqu'en 2040 se chiffre actuellement à plus de 360 milliards de dollars US. En outre, les investissements pour la mise en œuvre du plan d'action prioritaire du PIDA de 2012 à 2020 devraient s'élever à près de 68 milliards de dollars US, soit environ 7,5 milliards de dollars par an.</li> <li>• Le programme compte actuellement un total de 409 projets, dont 54 (13 %) dans le secteur de l'énergie, 114 (28 %) dans le secteur des TIC, 232 (57 %) dans le secteur des transports et 9 (2 %) dans le secteur de l'eau, tout à des stades différents d'exécution.<sup>144</sup> À ce jour, 76 (19 %) des projets ont été achevés et sont opérationnels. Les données ne sont pas disponibles pour 80 des projets. 78 autres projets (19 %) sont en cours de construction.</li> </ul>
<p><b>6. Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?</b></p>	<p>Non.</p>
<p><b>7. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?</b></p>	<p>La Chine est bien connue pour son financement des projets d'infrastructure dans les pays africains et ailleurs. Par exemple, des recherches suggèrent qu'entre 2010 et 2015, la Chine a investi 13 milliards de dollars US dans le secteur de l'électricité en Afrique, représentant au moins 30 % de la nouvelle capacité de production<sup>145</sup>. Certains de ces projets sont basés sur des combustibles fossiles, d'autres sont renouvelables.</p> <p>Les projets de transport africains (chemins de fer, routes et ports) construits grâce à des prêts de la Chine sont également nombreux, avec une part variable de travailleurs chinois et de contenu chinois. Les infrastructures numériques et spatiales sont également devenues un point de mire, ainsi que d'autres projets d'infrastructure plus petits construits avec des prêts ou des subventions chinoises, comme des stades, des hôpitaux, des écoles et des musées.</p>
<p><b>8. Dans quelle mesure les contributions chinoises ont-elles permis à ce jour de réaliser ce plan de l'UA ?</b></p>	<p>Sur les 76 projets PIDA réalisés à ce jour, nous estimons que seuls 9 (12 %) ont bénéficié de la participation de parties prenantes chinoises sous trois formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parties prenantes chinoises ont soumissionné pour construire des projets d'infrastructure dans le cadre de contrats d'ingénierie,</li> </ul>

<sup>144</sup> Pour plus de détails sur les projets, voir Union africaine, tableau de bord des projets PIDA 2021 <https://www.au-pida.org/pida-projects/>

<sup>145</sup> Luke Powanga and Irene Giner-Reichl *Chinæq* • *Á Ô [ ] c i ā à ^ c ā [ ] Á c [ Á c @ ^ Á CE- i ā & æ) Á Ú [ , ^ i Á Ú n a l o f (E n e r g y 2 0 1 9) ā & ^ Á Q { ] | ā & a* <https://www.hindawi.com/journals/ien/2019/7013594/>

d'approvisionnement et de construction. Nous estimons que 4 des 9 projets appartiennent à cette catégorie.

- La China Exim Bank a fourni un financement pour certains projets qui sont ensuite construits par des entreprises sélectionnées par la Chine. Nous estimons que 4 des 9 projets appartiennent à cette catégorie.
- Des acteurs chinois ont construit des projets d'infrastructure entièrement ou conjointement exploités. Un des 9 projets appartient à cette catégorie — le chemin de fer à voie normale entre Nairobi et Mombasa au Kenya.

Les secteurs des projets varient : 3 sont liés aux TIC (lignes de fibre optique), 1 à l'énergie (hydroélectricité), 2 à la construction de routes, 1 au rail et 2 aux ports (dragage et modernisation de terminaux).

**9. Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?**

Le processus par lequel les parties prenantes chinoises sont impliquées dans le PIDA n'est pas particulièrement coordonné, il a surtout été mené de manière bilatérale. Par exemple, si certaines installations de câbles à fibres optiques du PIDA ont été réalisées par des acteurs chinois, elles l'ont été par différentes entreprises, soumises à différents processus de passation de marchés dans les différents pays africains, ce qui signifie également que les conditions d'engagement sur ces projets diffèrent largement (par exemple, l'utilisation de contenu/main d'œuvre locale, les taux d'intérêt, les exigences environnementales, etc.) Des problèmes tels que le manque d'accord éventuel de la China Exim Bank pour financer entièrement les extensions coordonnées de la ligne de chemin de fer du Kenya en Ouganda et au Rwanda exacerbent le défi<sup>146</sup>. En outre, les parties prenantes chinoises ont été impliquées dans de nombreux autres projets d'infrastructure en dehors du plan PIDA, ce qui implique que les projets PIDA ne reçoivent pas de priorité particulière lorsqu'il s'agit du soutien chinois.

**10. Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?**

- Un engagement plus fort des gouvernements africains pour présenter des propositions conjointes de projets transfrontaliers aux parties prenantes chinoises, ainsi que des conditions de négociation de base, à l'échelle de la région, pour le financement concessionnel chinois (par exemple via Exim Bank) de ces projets, y compris les délais de grâce, les taux d'intérêt, le contenu local et les conditions de travail, sont essentiels pour garantir l'optimisation des ressources

<sup>146</sup> CGTN Africa "Uganda, Kenya continue talks about SGR extension" 2019 <https://africa.cgtn.com/2019/01/09/uganda-kenya-continue-talks-about-sgr-extension/>

et la réalisation des autres ODD lors de la construction de ces infrastructures.

- Un travail plus soutenu pour garantir des investissements renouvelables de la Chine dans le cadre de projets de construction et/ou de projets d'accès à l'énergie contribuera grandement à ce plan.

### III. La vision minière africaine (VMA) 2009-2050

#### 1. Nom du plan, et date de son adoption et de son application.

La VMA a été créée par l'Union africaine en 2009 (en vigueur jusqu'en 2050) afin de garantir que l'Afrique utilise ses ressources minérales de manière stratégique pour un développement intégral et inclusif. Sa mise en œuvre incombe au Centre africain de développement des minéraux (AMDC), basé en Éthiopie<sup>147</sup>.

#### 2. En quoi consiste ce plan de l'UA ?

- Le plan envisage un secteur minier africain rompant avec la stratégie dépendante des IDE et centrée sur la rente des ressources, notamment par une meilleure gestion de l'environnement.
- L'élaboration et la mise en œuvre de programmes de réforme au niveau national, connus sous le nom de visions minières nationales, conformément aux politiques nationales.

#### 3. Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?

- Les secteurs prioritaires sont (a) la durabilité environnementale dans l'exploitation minière à petite échelle, (b) le développement des cycles économiques locaux, (c) les négociations contractuelles équitables, et (d) le renforcement des capacités administratives et de gouvernance.
- Les pays prioritaires sont : Ghana, Burkina Faso, Mali et Côte d'Ivoire.

#### 4. À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?

Le plan contribue directement aux 3 ODD suivants :



<sup>147</sup> Union africaine, VMA — Vision minière africaine <https://au.int/en/ti/amv/about>

Le plan contribue indirectement aux 3 ODD suivants :



**5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?**

La VMA vise un cadre transformateur<sup>148</sup>. Elle est mise en œuvre par le biais d'un plan d'action en trois étapes (court terme jusqu'à 5 ans ; moyen terme 5-20 ans ; et long terme entre 20-50 ans) mené aux niveaux national, sous-régional et continental et comprend des actions spécifiques pour chaque période spécifiée<sup>149</sup>.

**6. Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?**

Non.

**7. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?**

- Entre 2005 et 2017, les entreprises chinoises ont fourni environ 58 milliards de dollars US aux industries minières et d'extraction de minerais sur le continent (ce qui représente un tiers des IDE chinois dans les opérations minières mondiales entre 2005 et 2007)<sup>150</sup>.
- Il existe quelques projets en dehors des pays prioritaires de la VMA, par exemple le projet sud-africain Weziwe Platinum en 2018, qui a bénéficié d'un prêt de 650 millions de dollars de la Banque de développement de Chine, axé sur la mine de Bakubung, dont la production devrait atteindre 350 000 onces des métaux du groupe Platium d'ici 2023.
- Plus récemment, un accord aurait été conclu entre Tsingshan Holding Group et le ministère zimbabwéen des Mines en avril 2019, d'une valeur de 2 milliards de dollars US, avec la possibilité de passer à 10 milliards de dollars US avec l'inclusion de l'exploitation du lithium<sup>151</sup>.

<sup>148</sup> Kojo Busia and Charles Akong. *The African mining vision: perspectives on mineral resource development in Africa*. Journal of Sustainable Development Law and Policy 2017 [10.4314/jsdlp.v8i1.7](https://doi.org/10.4314/jsdlp.v8i1.7)

<sup>149</sup> Union africaine. Vision minière africaine 2009 [https://au.int/sites/default/files/documents/30995-doc-africa\\_mining\\_vision\\_english\\_1.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/30995-doc-africa_mining_vision_english_1.pdf) p.31

<sup>150</sup> South African Institute of International Affairs. *China's Investment in Africa's Mining Sector*. 2018 <https://saiia.org.za/research/development-strategies-and-chinese-investment-in-africas-mining-sector/>

<sup>151</sup> Indaba Mining. *Chinese Investment in African Mining: What You Need To Know*. 2019 <https://miningindaba.com/Articles/chinese-investment-in-african-mining-what-you>

**8. Dans quelle mesure les contributions chinoises ont-elles permis à ce jour de réaliser ce plan de l'UA ?**

- Les acteurs chinois se sont montrés ouverts à l'idée d'adosser des prêts aux ressources naturelles du secteur extractif pour répondre aux besoins de financement de l'Afrique dans les pays prioritaires de la VMA, par exemple le contrat Bauxite contre des infrastructures au Ghana signé avec Sinohydro en 2018<sup>152</sup>. Toutefois, il existe peu de connaissances ou d'analyses sur la question de savoir si ces contrats sont « équitables » ou « d'un bon rapport qualité-prix ».
- Certains analystes affirment que la Chine rend la VMA plus difficile à réaliser, en raison des controverses concernant l'impact environnemental des entreprises chinoises et leur impact sur l'exploitation minière à petite échelle, par exemple au Ghana et en RDC<sup>153</sup>.
- Le Global Environmental Institute, une ONG chinoise, a publié dès 2013 des lignes directrices<sup>154</sup> sur les responsabilités sociales et environnementales des investisseurs chinois, y compris dans le secteur minier.

**9. Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?**

Les différents pays africains dotés d'un secteur minier se sont efforcés d'attirer les investissements chinois dans ce secteur, mais il y a eu peu de coordination entre les pays sur ce point ou sur d'autres aspects de la VMA et des investissements chinois. Par exemple, une suggestion récente de la RDC visant à garantir un meilleur rapport qualité-prix des contrats n'a pas été reprise par les autres pays<sup>155</sup>.

<sup>152</sup>Jevans Nyabiage *Ghana's bauxite for infrastructure deal with China's Sinohydro faces environmental concerns* <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3126260/ghanas-bauxite-infrastructure-deal-chinas-sinohydro-faces-environmental-concerns>

<sup>153</sup>Eric Olander and Cobus van Staden. *China's controversial trade with Africa's natural resources*. Eric Olander and Cobus van Staden *What should be on the China-Africa environmental agenda?* 2021 <https://supchina.com/podcast/what-should-be-on-the-china-africa-environmental-agenda/>

<sup>154</sup>Global Environmental Institute *Environmental Protection Guidelines for Overseas Investment and Cooperation*. 2013 [http://www.geichina.org/upload/file/201303\\_MOPMOCguideline/Translation\\_of\\_the\\_Guideline.pdf](http://www.geichina.org/upload/file/201303_MOPMOCguideline/Translation_of_the_Guideline.pdf)

<sup>155</sup>South China Morning Post *China's cobalt mines spotlight drc seeks renegotiate deals* <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3134430/chinas-cobalt-mines-spotlight-drc-seeks-renegotiate-deals>

**10. Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?**

- Les autorités africaines doivent tirer parti de l'intérêt croissant de cet important partenaire commercial pour le secteur minier afin de promouvoir les objectifs stratégiques de développement du continent. En particulier, un objectif clé devrait être d'assurer une plus grande valeur ajoutée sur le continent à partir des investissements chinois dans ce secteur, en les reliant à l'industrie manufacturière et aux ZES (voir BIAT).
- Les pays de la « ceinture » minérale, à savoir la RDC, le Botswana, la Tanzanie et autres pays prioritaires de la VMA, pourraient se coordonner et utiliser la puissance de leur valeur minérale pour mener des négociations efficaces avec la Chine.
- L'Afrique et la Chine doivent intégrer la transition énergétique mondiale dans une planification à long terme. À mesure que progresse la transition verte, la concurrence pour les minéraux utilisés pour les batteries s'intensifiera et les pays africains peuvent exercer leur influence à cet égard.
- Pour résoudre les problèmes liés à l'exploitation minière à petite échelle, la coopération technique et scientifique pourrait être utilisée pour promouvoir la recherche et le traitement local des minéraux africains, ainsi que pour améliorer la gouvernance du secteur minier, conformément à la VMA et à la STISA (voir ci-dessous).

#### IV. Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA)

**1. Nom du plan, et date de son adoption et de son application.**

Adoptée en 2014 (et en vigueur jusqu'en 2024), cette stratégie vise à satisfaire la demande en sciences, technologies et innovation<sup>156</sup>.

**2. En quoi consiste ce plan de l'UA ?**

- La construction et/ou la mise à niveau des infrastructures de recherche ;
- Le renforcement des compétences professionnelles et techniques ;
- La promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation, et ;
- La mise en place d'un environnement favorable au développement de la STI sur le continent africain.

**3. Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?**

La stratégie définit six domaines prioritaires pour l'application de la science, de la technologie et de l'innovation : (1) Éradication de la faim et atteinte de la sécurité alimentaire ; (2) Prévention et contrôle des maladies ; (3) Communication (mobilité physique et intellectuelle) ; (4) Protection de notre espace ; (5) Vivre ensemble en paix et en harmonie pour construire la société ; et (6) Création de richesses.

**4. À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?**

Le plan contribue aux 7 ODD suivants :



**5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?**

<sup>156</sup> Union africaine « Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024 » 2014 [https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/33178-wd-stisa-english\\_-\\_final.pdf](https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/33178-wd-stisa-english_-_final.pdf)

Le plan est formulé par le biais d'un programme en 5 étapes sur 10 ans portant sur les 6 domaines prioritaires mentionnés ci-dessus. L'objectif vise globalement une allocation par chaque État membre de 1 % de son PIB à la mobilisation des ressources.

**6. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?**

- Les entreprises chinoises participent activement à la conception et à l'installation d'une connectivité Internet et d'une infrastructure numérique en Afrique. Par exemple, les entreprises technologiques chinoises ont collaboré avec le gouvernement tunisien sur sa stratégie « Tunisie numérique 2020 ». Selon les estimations, 8,43 milliards de dollars ont été investis avec ou par des acteurs chinois dans cinq pays africains pour des projets liés à la Route de la soie numérique (RSN)<sup>157</sup>. Huawei aurait été chargé d'installer 70 % du réseau 4G africain à ce jour<sup>158</sup>. Le récent lancement de la 5G de Huawei en Afrique du Sud et les essais au Nigeria, en Ouganda, au Kenya et au Gabon signalent une amélioration de l'infrastructure Internet numérique en Afrique. En 2019, l'Ouganda s'est procuré pour environ 126 millions de dollars US de caméra de reconnaissance faciale auprès de Huawei, tandis qu'en 2018, le Zimbabwe a signé un accord avec le chinois Cloudwalk pour une construction de système de reconnaissance faciale de masse (pas encore mis en œuvre).
- Dans le cadre du RSN, la Chine exploite actuellement le câble sous-marin PEACE (Pakistan East Africa Connecting Europe) de 15 000 km, qui relie la Chine à l'Eurasie et du Pakistan à Djibouti, au Kenya et le long de la côte de l'Afrique de l'Est à l'Afrique du Sud.
- En 2020, le gouvernement éthiopien et la Chine ont entamé des pourparlers pour construire conjointement une station de réception de données satellitaires continentales en Éthiopie, en s'appuyant sur le premier satellite de télédétection éthiopien lancé dans l'espace en décembre 2019.
- Les parties prenantes chinoises participent/investissent dans des projets de villes intelligentes (également appelées Safe City) en Afrique, en déployant des outils numériques dotés de capacités de surveillance avancées. L'initiative chinoise de ville intelligente couvre actuellement environ 13 pays africains. Par exemple, Huawei, en collaboration avec le gouvernement marocain, a lancé la ville intelligente Tangier Tech, qui devrait accueillir 200 entreprises

<sup>157</sup> Sheridan Prasso "China's Digital Silk Road Is Looking More Like an Iron Curtain" 2019 <https://www.bloomberg.com/news/features/2019-01-10/china-s-digital-silk-road-is-looking-more-like-an-iron-curtain>

<sup>158</sup> Tom Bayes "African networks, smartphones - and surveillance" 2019 <https://merics.org/en/analysis/african-networks-smartphones-and-surveillance>

	<p>chinoises. La Chine construit également des centres de données dans différentes parties du continent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les téléphones mobiles/intelligents chinois proposés par Transsion sont populaires dans les pays africains.</li> </ul>
7.	<p><b>Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?</b></p> <p>Non.</p>
8.	<p><b>Dans quelle mesure les contributions chinoises ont-elles permis à ce jour de réaliser ce plan de l'UA ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contributions chinoises sont principalement tournées vers les infrastructures numériques, qui contribuent à la priorité 3 de la stratégie STISA et peuvent servir de base à d'autres types d'infrastructures de recherche.</li> <li>• Les contributions aux projets de villes intelligentes et à la surveillance peuvent également améliorer l'efficacité, la sécurité et le maintien de l'ordre au sein des communautés et promouvoir les modes de transport écologiques, bien qu'il y ait des préoccupations concernant la protection de la vie privée et les droits de l'homme qui y sont liés.</li> <li>• La Chine a apporté une importante contribution directe à la priorité 2 de l'initiative STISA sur la santé : elle a soutenu (par le biais de l'aide) la création du CDC africain, qui a permis d'assurer une coordination essentielle entre les acteurs de la santé et de renforcer l'intégrité de la recherche dans ce domaine<sup>159</sup>. Cependant, l'impact de la Chine sur les autres domaines prioritaires de STISA a été peu mesuré.</li> </ul>
9.	<p><b>Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?</b></p> <p>La majorité des actions dans ce domaine ont été menées par des acteurs étatiques africains, toutefois des acteurs non étatiques sont également impliqués — par exemple des partenariats dans la logistique du commerce en ligne. La contribution de la Chine à Africa CDC est également un exemple notable de la coordination africaine dans la coopération avec les acteurs chinois à ce jour.</p>
10.	<p><b>Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À l'avenir, il sera utile que les gouvernements africains s'emploient davantage à soumettre aux parties prenantes chinoises des</li> </ul>

<sup>159</sup> Voir : [https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/37841-wd-stisa-2024\\_report\\_en.pdf](https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/37841-wd-stisa-2024_report_en.pdf) p.45

propositions d'infrastructures numériques transfrontalières communes (également liées au PIDA) et à garantir la rentabilité des prêts et des investissements chinois.

- Les banques centrales et commerciales africaines, ainsi que la BAD, devraient collaborer avec des entreprises chinoises spécialisées dans la fintech afin de fournir aux Africains des plateformes de paiement numérique fonctionnant de manière transparente sur tout le continent ou au moins dans les sous-régions.
- Il serait utile de coordonner les risques et les défis liés à la protection de la vie privée, notamment en veillant à ce que les régimes africains de propriété intellectuelle soient mieux protégés.
- Il sera également crucial d'encourager les parties prenantes chinoises à orienter l'aide vers d'autres domaines prioritaires de STISA (au-delà des priorités 2 et 3). Africa CDC peut être utilisé comme un cas d'école.



## V. Dynamisation du commerce intra-africain (BIAT)<sup>160</sup>

### 1. Nom du plan, et date de son adoption et de son application.

Le programme BIAT a été lancé en **2012** et vise à approfondir l'intégration des marchés africains et à augmenter le volume des échanges intra-africains.

### 2. En quoi consiste ce plan de l'UA ?

Un élément clé de celui-ci est la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui est entrée en vigueur en janvier 2020. Le projet repose sur sept « groupes » d'action spécifiques : (1) la facilitation des échanges ; (2) la politique commerciale (dont relèvent la ZLECAf et autres accords commerciaux régionaux) ; (3) les capacités de production ; et (4) le commerce en ligne ; (5) le financement du commerce ; (6) l'information commerciale et (7) l'intégration du marché des facteurs (y compris la libre circulation de la main-d'œuvre sur le continent)<sup>161</sup>.

### 3. Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?

Bien que le programme BIAT comporte sept groupes d'action, il n'a pas de priorités sectorielles ni de priorités nationales spécifiques.

### 4. À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?

Le plan contribue aux 4 ODD suivants :



### 5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?

Le projet vise à augmenter de manière significative le volume des échanges commerciaux des pays africains entre eux, en le faisant passer des niveaux actuels de 10-13 % à 25 % ou plus au cours de la prochaine décennie.

### 6. Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?

<sup>160</sup> Union africaine. BIAT · Dynamisation du commerce intra-africain. <https://au.int/en/ti/beat/about>

<sup>161</sup> Ibid

Oui.

**7. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?**

- Au-delà du financement des infrastructures de transport pour réduire les coûts du commerce (c'est-à-dire le cluster 4, qui relève également du PIDA), les investissements chinois dans ce domaine ont été assez limités. Toutefois, il existe quelques exemples de dons d'équipements chinois pour l'inspection douanière et des conteneurs dans le cadre de projets « d'aide au commerce »<sup>162</sup>.
- La plupart des interventions de politique commerciale entre la Chine et les pays africains ont porté sur l'accès au marché vers/depuis la Chine — par exemple, le régime DFQF pour les PMA, les accords SPS, etc. L'ALE entre Maurice et la Chine comporte des RO assez strictes, ce qui signifie que le commerce intercontinental n'est pas forcément encouragé<sup>163</sup>.
- Un moyen de collaboration relativement nouveau a été le commerce en ligne, lié à un certain nombre de pôles de la BIAT. Par exemple, le Rwanda et l'Éthiopie ont exprimé leur intérêt pour la plateforme de commerce électronique mondiale (eWTP) d'Alibaba, qui vise à intégrer le paiement numérique, le commerce en ligne et l'entrepreneuriat numérique. Kilimall, Amanbo et Chinabuy sont également des plateformes de commerce en ligne appartenant à des Chinois et opérant en Afrique. Les sociétés chinoises Alipay, Union Pay et WeChat pay s'associent à des banques locales telles que Ecobank, Equity Bank, ainsi que M-Pesa au Kenya pour faciliter les paiements en ligne des commerçants transfrontaliers africains.

**8. Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?**

La majorité des partenariats ont été bilatéraux entre les gouvernements à ce jour, notamment en ce qui concerne les infrastructures commerciales et le commerce en ligne. Les gouvernements africains ont également collaboré avec des entreprises d'État chinoises et des entreprises du secteur privé, notamment dans le cadre de partenariats public-privé (par exemple, pour la construction de routes à péage).

**9. Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?**

<sup>162</sup> Par exemple, consulter les références dans le livre blanc de la Chine 2021 : <http://epaper.chinadaily.com.cn/a/202101/11/WS5ffb7d83a31099a23435323b.html>

<sup>163</sup> Ibid

- Une proposition africaine commune sur la manière dont la BRI ou le FOCAC peuvent être associés et soutenir le développement et la croissance de la ZLECAf est cruciale. Les options à envisager (et examinées plus loin au **chapitre 6**) comprennent des accords préférentiels avec certains pays, régions ou secteurs du continent, ou une ZLE à part entière.
- Les pays africains peuvent encourager les parties prenantes chinoises à être plus intégrantes dans le renforcement des capacités et les dons d'équipements, en s'appuyant sur l'exemple des dons d'équipements médicaux faits par Alibaba pendant la COVID-19 à tous les pays africains.
- Les CER pourraient négocier ou soutenir les négociations pour la création de plates-formes et de centres de commerce en ligne communs en tant qu'accords de financement des infrastructures commerciales.

## VI. Développement industriel accéléré pour l'Afrique (AIDA)

### 1. Nom du plan date de son adoption et de son application

AIDA a été institué en 2008 (en vigueur jusqu'en 2063) afin de mobiliser des ressources financières et non financières pour améliorer les performances industrielles de l'Afrique.

### 2. En quoi consiste ce plan de l'UA ?

L'AIDA se concentre sur l'intégration de l'industrialisation dans les politiques de développement national et les stratégies de réduction de la pauvreté, y compris la politique industrielle visant à maximiser l'utilisation des capacités de production et des intrants locaux, par l'ajout de valeur et la transformation locale des ressources naturelles du pays.

### 3. Y a-t-il des pays ou des secteurs prioritaires identifiés dans ce plan pour l'avenir ?

Les secteurs prioritaires sont : Transformation des aliments ; Textiles et vêtements ; Cuir et produits du cuir Transformation des produits minéraux et métalliques ; Bois et produits du bois ; Équipement et assemblage automobile ; Produits pharmaceutiques ; et Matériaux de construction. Dans certains de ces secteurs, des pôles nationaux ou régionaux sont déjà identifiés.

### 4. À quels ODD ce plan de l'UA contribue-t-il ?

Le plan contribue aux 4 ODD suivants :



### 5. Le plan a-t-il des objectifs quantifiés ?

Oui. Sous chaque pôle de programme, l'AIDA définit une série d'actions spécifiques à réaliser à travers 49 projets différents. Chaque pôle de programme définit des indicateurs quantifiables et des jalons assortis de délais.<sup>164</sup>

<sup>164</sup> Union africaine. Strategy For The Implementation Of The Plan Of Action For The Accelerated Industrial Development Of Africa. 2008 [https://au.int/sites/default/files/documents/30983-doc-implementation\\_strategy\\_final\\_0.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/30983-doc-implementation_strategy_final_0.pdf)

**6. Ce plan a-t-il été mentionné dans la déclaration et/ou le plan d'action du FOCAC 2018 ?**

Non.

**7. Les acteurs chinois ont-ils déjà apporté une aide, des prêts ou des investissements dans ce domaine en Afrique ? Si oui, quels en ont été les principaux éléments ?**

- En 2006, la Chine s'est engagée à « créer trois à cinq zones de coopération économique et commerciale en Afrique au cours des trois prochaines années »<sup>165</sup>. Depuis lors, chaque plan d'action du FOCAC a mis l'accent, d'une manière ou d'une autre, sur la construction, l'expansion ou la modernisation continues des zones économiques et commerciales. Ces zones constituent désormais l'un des principaux mécanismes utilisés par la Chine pour accroître les investissements en Afrique.
- Le Fonds de développement Chine-Afrique (CADFund) a également été créé en 2006 et a fourni des capitaux pour certaines ZES ainsi que pour des usines spécifiques. Par exemple, Transsion (fabricant de smartphones) a initialement bénéficié du soutien du CADFund, tout comme Humanwell, une entreprise pharmaceutique au Mali/Éthiopie<sup>166</sup>.
- La Chine est devenue une source importante d'investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier en Afrique<sup>167</sup>. Selon un rapport de McKinsey en 2017, les entreprises à capitaux chinois dans le secteur manufacturier fournissent 12 % de la production industrielle de l'Afrique, générant environ 60 milliards de dollars de revenus par an, et employant des centaines d'Africains. Les entreprises ont déclaré qu'en moyenne, leurs revenus ont augmenté de 8 à 9 % par an entre 2012 et 2015<sup>168</sup>.

**8. Dans quelle mesure les contributions chinoises ont-elles permis à ce jour de réaliser ce plan de l'UA ?**

En général, les ZES qui suivent le modèle d'industrialisation de la Chine et les investissements du CADFund sont de bons exemples du rôle important de la Chine dans la réalisation de l'AIDA, car ils ont dirigé l'IDE vers des secteurs clés de l'AIDA, en particulier les textiles et les vêtements. Ainsi, il existe plusieurs exemples d'entreprises chinoises, comme Huajian, qui ont déplacé la production de textiles et de vêtements dans des zones d'Afrique pour profiter des accords commerciaux préférentiels avec les marchés

<sup>165</sup> Forum de coopération Chine-Afrique. *Beijing Action Plan of the FOCAC (2007-2009)*. 5 novembre 2006. <https://www.fmprc.gov.cn/zflf/eng/zyzl/hywj/t280369.htm>

<sup>166</sup> <http://en.cadfund.com>

<sup>167</sup> Signé, L. *The Potential of Manufacturing and Industrialization in Africa: Trends, Opportunities, and Strategies*. Africa Growth Initiative, Brookings 2018 [http://www.iberglobal.com/files/2018-2/Manufacturing-and-Industrialization-in-Africa\\_brookings.pdf](http://www.iberglobal.com/files/2018-2/Manufacturing-and-Industrialization-in-Africa_brookings.pdf)

<sup>168</sup> McKinsey & Company. *Dance of the lions and dragons*. 2017 [https://www.mckinsey.com/-/media/mckinsey/featured\\_insights/middle\\_east\\_and\\_africa/the\\_closest\\_look\\_yet\\_at\\_chinese\\_economic\\_engagement\\_in\\_africa/dance-of-the-lions-and-dragons.ashx](https://www.mckinsey.com/-/media/mckinsey/featured_insights/middle_east_and_africa/the_closest_look_yet_at_chinese_economic_engagement_in_africa/dance-of-the-lions-and-dragons.ashx)

américains et européens, tandis que les fabricants produisent également pour les marchés africains. 95 % des entreprises de la zone industrielle orientale d'Éthiopie sont des fabricants, dont plus de la moitié produisent des matériaux industriels et des pièces automobiles. Au Nigeria, dans la Lekki Free Zone, environ 46 % des entreprises ont des activités industrielles<sup>169</sup>. Cependant, l'IDE chinois reste principalement orienté vers la construction et l'exploitation minière, ce qui ne contribue pas directement à l'AIDA.

**9. Pourquoi/comment les pays africains ont-ils travaillé avec la Chine pour obtenir cet impact ?**

- En général, les gouvernements africains ont bien accueilli les propositions chinoises d'implantation de ZES et de délocalisation d'usines chinoises sur leur territoire. La plupart d'entre eux offrent des incitations fiscales et autres aux IDE, y compris en provenance de Chine. Ils font également la promotion des sites existants et nouveaux pour les ZES auprès des gouvernements centraux et locaux chinois et des acteurs privés. Presque tout cela se fait sur une base bilatérale ; par exemple, il n'existe pas de ZES transfrontalière en Afrique. Lorsque l'industrie manufacturière dessert plusieurs marchés africains, elle est motivée par la recherche de profits par la Chine et n'est pas coordonnée par les gouvernements.

**10. Que pourraient faire de plus les pays africains pour encourager la Chine à contribuer à la réalisation de ce plan ? Y a-t-il des priorités/lacunes proposées ?**

- Si les ZES sont bonnes pour l'industrialisation générale et la création d'emplois, les zones ayant bénéficié d'investissements chinois sont actuellement dominées par des entreprises chinoises et étrangères. Un rapport de McKinsey a révélé que seuls 44 % des cadres locaux de plus de 1 000 entreprises à capitaux chinois interrogés étaient africains.<sup>170</sup> Il serait utile de mettre en place des politiques de ZES mieux coordonnées ou fondées sur les meilleures pratiques dans toute l'Afrique afin de garantir des emplois locaux (en particulier au niveau des cadres supérieurs) et le transfert de technologies (par exemple, par le biais d'exigences en matière de coentreprises).
- Les gouvernements africains pourraient encourager la restructuration du CADFund ou la création d'une nouvelle banque ou d'un nouvel instrument de financement du commerce soutenu par la Chine au sein des banques africaines (par exemple, AfriExim) pour permettre aux entreprises africaines d'en bénéficier directement, en particulier les PME africaines.

<sup>169</sup> Calcul de DR basé sur l'exploration des entreprises dans les ZES.

<sup>170</sup> McKinsey & Company. *Dance of the lions and dragons*. Juin 2017.

- Les gouvernements africains pourraient coordonner leurs efforts afin de mettre en place des mesures d'incitation plus fortes en faveur des investissements directs étrangers (et des zones économiques spéciales) de la Chine (et d'ailleurs) dans les industries manufacturières à valeur ajoutée, vertes, propres et respectueuses de l'environnement<sup>171</sup>.

## Analyse des lacunes

Comme le suggèrent les tableaux ci-dessus, si les relations entre l'Afrique et la Chine ont jusqu'à présent considérablement contribué aux six cadres continentaux africains ainsi qu'aux ODD, il est possible de faire beaucoup plus. En particulier, en s'alignant plus étroitement sur les six cadres, il a une énorme possibilité de contribuer aux ODD 9 et 1, qui sont les ODD les plus fréquemment mentionnés dans les tableaux ci-dessus.

Par ailleurs, d'autres lacunes potentielles pourraient être comblées — par exemple d'autres ODD qui ne sont pas directement liés aux six cadres de l'UA, mais qui pourraient être importants pour l'avenir des pays africains, comme l'illustre le **tableau 2** ci-dessous.

Bien que ces lacunes découlent des cadres de l'UA, il pourrait néanmoins se révéler utile pour l'Union africaine ou pour d'autres d'élaborer des orientations ou un cadre qui soutiennent l'engagement de la Chine sur ces questions, afin d'éviter des répercussions négatives sur d'autres domaines de coopération.

---

<sup>171</sup> Global Times. *Africa, China build future road maps for pandemic prevention*, BRI. jeudi 23 juillet 2020. <https://www.globaltimes.cn/content/1195419.shtml>

**Tableau : Défis potentiels liés aux ODD en dépit ou en raison d'une coopération accrue entre l'Afrique et la Chine**

ODD	Défis potentiels
	<p>La plupart des importations chinoises en provenance d'Afrique et les IDE portent sur des matières premières, tandis que leurs exportations portent sur des produits manufacturés, sans que l'accent soit mis explicitement sur la responsabilité environnementale (y compris le climat) ou sociale. Cette situation pourrait être améliorée.</p>
	<p>Dans le cadre de la coopération entre l'Afrique et la Chine, très peu d'attention est accordée à la pêche durable et aux effets négatifs potentiels sur l'environnement sous-marin de la surpêche, la piraterie, le tourisme, etc.</p>
	<p>Bien que la Chine dispose de ses propres réglementations nationales en matière de protection des zones humides et d'exploitation forestière, elle accorde très peu d'attention à la protection durable de l'environnement dans le cadre de la coopération entre l'Afrique et la Chine (par exemple, les flux d'IDE), ainsi qu'aux effets négatifs potentiels sur la terre de l'exploitation forestière commerciale, du tourisme, etc.</p>
	<p>Bien que la Chine apporte des contributions aux forces de maintien de la paix en Afrique, cela révèle une focalisation sur les symptômes plutôt que sur les causes profondes. Par exemple, les industries extractives sont sujettes à la corruption, en raison des revenus élevés qu'elles génèrent, tandis que le contrôle politique centralisé peut exacerber les inégalités (mais pas toujours).</p>

Ce chapitre a mis en évidence la contribution de la Chine aux plans de développement continentaux de l'UA et, par extension, aux ODD en Afrique. Toutefois, il a également mis en évidence une marge de progression importante dans chacun de ces cadres, ainsi que certaines lacunes majeures dans cette relation. Le **chapitre 4** examine maintenant comment la coopération de la Chine avec l'Afrique se compare à celle d'autres partenaires au développement et d'autres régions clés.

## CHAPITRE 4 — ANALYSE COMPARATIVE DES RELATIONS ENTRE L'AFRIQUE ET LA CHINE

### Chapitre 4 en bref

- Au vu des relations qu'elle entretient avec d'autres partenaires au développement, l'Afrique pourrait faire davantage pour tirer parti des flux financiers de la Chine, qu'il s'agisse d'aide, de prêts ou d'IDE.
- La Chine est le 5e investisseur du continent, mais pourrait, toutes choses étant égales par ailleurs, devenir le premier investisseur d'ici 2025. La proportion d'IDE chinois dans le secteur manufacturier est légèrement inférieure à celle des États-Unis et de la France. La Chine est également en passe de devenir la première destination des Africains pour étudier, mais pas nécessairement pour travailler, alors que les flux touristiques sont faibles.
- En outre, la Chine est le premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique depuis dix ans. Toutefois, l'UE occupe la première place pour les importations de produits africains. Les droits de douane sur les biens de consommation pour les produits africains restent relativement élevés.
- Il n'y a qu'un seul domaine analysé pour lequel l'Afrique fait « mieux » que l'Asie dans sa relation avec la Chine : l'aide. À ce jour, sur tous les autres indicateurs — commerce, autres flux financiers et flux de personnes — l'Asie a attiré plus d'interventions que l'Afrique.

La coopération on ne peut plus croissante de la Chine avec l'Afrique a été présentée tout au long des chapitres un à trois. Toutefois, cette relation est-elle spécifique à la Chine et à l'Afrique et où se situe l'Afrique dans la coopération chinoise avec d'autres pays ?



Pour répondre à ces questions, ce chapitre commence par évaluer les relations de l'Afrique avec ses principaux partenaires au développement (la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'UE) au regard du commerce, des capitaux et des flux de personnes. Il compare ensuite la coopération entre la Chine et l'Afrique à celle avec l'Asie (le partenaire régional le plus proche de la Chine) pour évaluer l'ampleur de la coopération sino-africaine.

Une infographie illustrant l'analyse ci-dessous est présentée aux **pages 78-79**.

## La Chine, partenaire au développement de l'Afrique

### Flux commerciaux

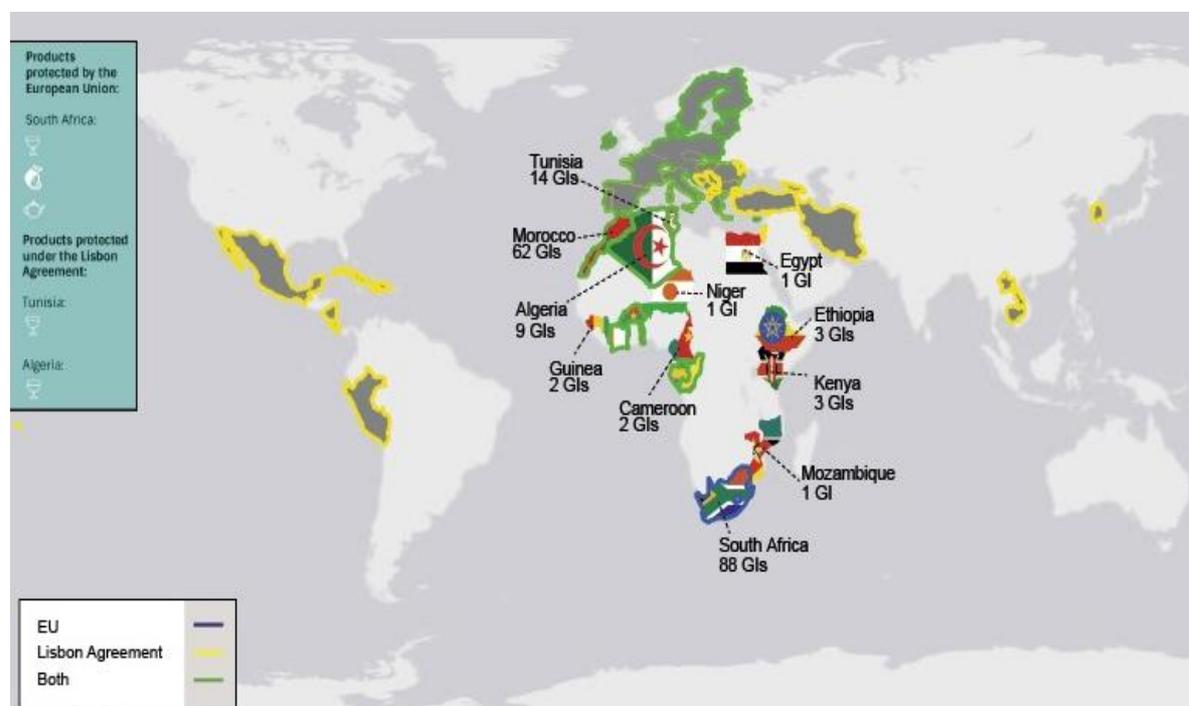
Pris au cas par cas, la Chine importe beaucoup plus de produits africains que les autres partenaires au développement analysés - mais la région de l'UE occupait la première place en matière d'importations de produits africains en 2019.

Cependant, la Chine passe derrière les autres dans l'importation de produits africains non agricoles ou miniers, avec seulement 16 % de toutes les importations. D'autres partenaires atteignent 40 % ou plus. La Chine impose également les taux tarifaires les plus élevés sur les biens de consommation que tout autre partenaire au développement.

Enfin, la reconnaissance des indications géographiques (IG) est faible parmi la plupart des partenaires au développement. Un cadre est toutefois soumis à discussion entre les CER d'Afrique et l'UE en vue

d'une reconnaissance mutuelle qui pourrait augmenter la valeur des échanges<sup>172</sup>. La **figure 25** en donne un récapitulatif.

**Figure 25 : Où sont protégées les indications géographiques africaines ?**



## Flux financiers

Au chapitre de la « coopération au développement » ou de l'aide étrangère, qui est un mélange de dons et de prêts, de 2013 à 2018, l'aide étrangère chinoise à l'Afrique s'est élevée à 3,0 milliards USD, derrière tous les autres partenaires au développement, à l'exception de la France (2,6 milliards USD). Les États-Unis ont accordé le montant le plus important (10,4 milliards de dollars américains). Cependant, l'aide étrangère à l'Afrique en pourcentage du RNB de la plupart des partenaires au développement est extrêmement faible. Par exemple, l'aide étrangère de la Chine à l'Afrique ne représentait que 0,01 % de son RNB en 2018, tandis que celle du Royaume-Uni représentait 0,13 %, celle des États-Unis 0,05 % et celle de la France 0,08 %. Toutefois, à l'exception de la Chine, l'APD des partenaires au développement mesurée en pourcentage du RNB africain a diminué au fil du temps<sup>173</sup>.

La Chine est le cinquième investisseur en Afrique. Toutefois, les flux devraient augmenter et, sur la base des tendances actuelles, la Chine pourrait être le premier investisseur d'ici 2024<sup>174</sup>. En 2014, les flux d'IDE chinois vers l'Afrique ont été plus importants que ceux des États-Unis pour la première fois, bien qu'ils soient encore à la traîne derrière le Royaume-Uni et la France. La Chine pourrait augmenter la proportion d'investissements dans le secteur manufacturier (plutôt que dans le secteur minier et extractif), car elle est quelque peu en retard sur les États-Unis et la France. Toutefois, les stocks d'IDE

<sup>172</sup> Ibid.

<sup>173</sup> <https://www.africaunconstrained.com/options-for-reimagining-africas-debt-system/>, see graph on page 17.

<sup>174</sup> <https://mp.weixin.qq.com/s/eQGhXR5i6KmFuxXPMVej7g>

britanniques dans le secteur manufacturier sont les plus faibles, avec 1 % (contre 43 % dans le secteur minier et extractif).

### Flux de personnes

La France est actuellement le premier pays d'accueil des étudiants africains<sup>175</sup>, la Chine étant classée deuxième. Toutefois, pris pays par pays, la Chine est la première destination pour 24 des 55 pays africains, la France venant ensuite avec 21 pays. Si les taux de croissance antérieurs des étudiants retrouvent les niveaux d'avant la COVID-19, la Chine pourrait dépasser la France en termes absolus dans quelques années<sup>176</sup>.

Compte tenu de sa population et du nombre de voyageurs qu'elle accueille chaque année, la Chine est en revanche très en retard en matière de tourisme. Il n'y a aucun pays africain pour lequel la Chine est le premier pays de provenance des touristes — alors que c'est le cas pour d'autres partenaires au développement. Le nombre absolu de touristes chinois est proche du nombre de touristes britanniques entrant en Afrique chaque année — même si les Britanniques sont moins nombreux à voyager à l'étranger — et pour chaque touriste chinois visitant l'Afrique, on compte au moins trois touristes américains et deux touristes français.

Enfin, alors que les systèmes de migration d'autres partenaires au développement laissent beaucoup à désirer, la Chine se classe au niveau mondial parmi les destinations d'immigration les plus faibles, tant en termes absolus qu'en termes de population<sup>177</sup>.

### Résumé

Sur la plupart des indicateurs — à l'exception des niveaux absolus d'importations et d'étudiants — il faudra encore quelques années et un effort concerté pour que la Chine, en tant que partenaire au développement de l'Afrique, égale et/ou dépasse les autres. Pour autant, compte tenu de la proximité des systèmes juridiques et d'autres liens financiers et commerciaux, notamment entre le Royaume-Uni ou la France et les pays africains, ce progrès est impressionnant.

## Relations Afrique-Chine par rapport à Asie-Chine

### Flux commerciaux

Les importations de produits en Chine en provenance du reste de l'Asie sont nettement plus importantes que celles en provenance d'Afrique. En outre, 79 % des importations en provenance d'Asie concernent des secteurs autres que l'agriculture, le pétrole et l'exploitation minière, alors que seulement 15 % des produits africains proviennent de secteurs non agricoles/extractifs.

En générale, les taux tarifaires moyens imposés aux marchandises importées d'Afrique sont plus élevés que ceux de l'Asie, malgré les régimes de franchise de droits d'accès et sans contingent accordés par la Chine aux PMA. Toutefois, les taux tarifaires sur les biens de consommation sont nettement plus élevés pour l'Afrique (17,39) que pour l'Asie (4,29), ce qui signifie que la Chine est beaucoup plus susceptible d'importer des biens à valeur ajoutée d'Asie que d'Afrique.

<sup>175</sup> <https://thepienews.com/news/africa-buoys-french-international-education-as-security-concerns-remain/>

<sup>176</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/09/08/where-africans-study-abroad-post-covid19/>

<sup>177</sup> <https://qz.com/1163632/china-still-has-the-smallest-share-of-incoming-migrants-in-the-world/>

---

## Flux de capitaux

Le flux annuel le plus récent de prêts concessionnels de la Chine à l'Afrique (1,47 milliard de dollars) est plus important que celui de l'Asie (1,21 milliard de dollars). Le flux de dons accordés à l'Afrique était environ 2,5 fois supérieur à celui accordé à l'Asie. En 2018, l'aide étrangère de la Chine représentait 0,13 % du RNB de la région, contre 0,01 % pour l'Asie.

En revanche, en 2019, l'Asie a reçu environ 81 % du total des flux d'IDE chinois, tandis que l'Afrique n'en a reçu que 2 %. De même, fin 2019, les stocks d'IDE chinois à destination de l'Asie représentaient 66 % de l'ensemble des IDE de la Chine, tandis que 2 % seulement étaient destinés à l'Afrique<sup>178</sup>.

Les principaux secteurs visés par les IDE de la Chine en Asie et en Afrique sont également très différents. Les IDE chinois en Afrique en 2019, par exemple, allaient à la construction (31 %), l'exploitation minière (25 %) et au secteur industriel (13 %). Cependant, pour l'Asie, les stocks d'IDE de la Chine en 2019 portaient sur la location et les services aux entreprises (42 %), les activités industrielles et l'exploitation minière étant respectivement à 8 % et 5 %.<sup>179</sup>

## Flux de personnes

La Chine est la première destination des étudiants en Asie<sup>180</sup>, le nombre d'étudiants asiatiques se rendant en Chine étant 3,6 fois supérieur à celui des étudiants africains. De même, les citoyens chinois sont plus nombreux à vouloir se rendre dans les pays asiatiques que dans les pays africains pour le tourisme. En 2019, 50 millions de touristes chinois ont visité des pays d'Asie contre seulement 500 000 en Afrique.

## Résumé

L'analyse ci-dessus suggère que l'Afrique et le reste de l'Asie ont des relations sensiblement différentes avec la Chine. Les relations de l'Afrique sont davantage axées sur l'assistance et le développement « précoce », même lorsqu'il s'agit de commerce et d'IDE, que sur une intégration économique profonde. Cela s'explique en partie par la proximité géographique, mais aussi par l'ampleur des possibilités offertes par les relations entre l'Afrique et la Chine, si les bonnes politiques sont mises en place.

Comment cela peut-il se faire ? Comprendre les points de vue des représentants diplomatiques africains en Chine est un point de départ important.

---

<sup>178</sup> Les flux d'IDE vers l'Asie comprennent également Hong Kong.

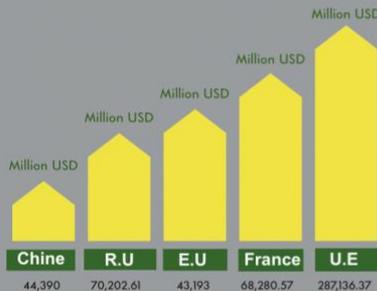
<sup>179</sup> À noter qu'en 2019, les stocks d'IDE chinois dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong ont représenté 66 % des sorties totales d'IDE chinoises, ce qui peut fausser le tableau dans une certaine mesure.

<sup>180</sup> [http://www.gov.cn/xinwen/2019-06/04/content\\_5397210.htm](http://www.gov.cn/xinwen/2019-06/04/content_5397210.htm)

# Analyse comparative

## La Chine en tant que partenaire au développement de l'Afrique

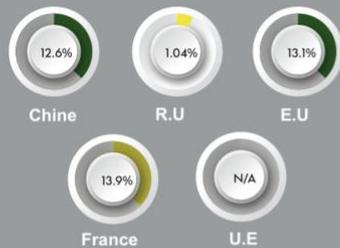
Volume total des IDE en provenance de la Chine vers l'Afrique en 2019



Volume total des IDE en Afrique en 2019



Volume total des IDE en Afrique en 2019



Stock d'IDE destinés à l'industrie manufacturière 2019 (% par partenaire au développement)



## Coopération entre la Chine et l'Asie par rapport à l'Afrique

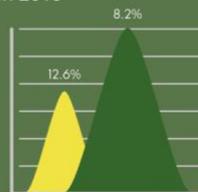
Volume total d'IDE vers la région en pourcentage de tous les flux d'IDE de la Chine en 2019\*\*



Flux annuel le plus récent d'IDE de la Chine vers la région en 2019\*\*.



Pourcentage du total des IDE de la Chine dans le secteur manufacturier en 2019



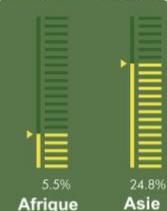
Pourcentage du total des IDE de la Chine dans le secteur minier/extractif en 2019



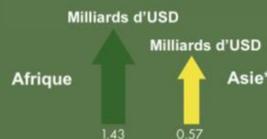
Proportion annuelle moyenne de l'aide étrangère totale de la Chine entre 2013 et 2018 ».



Flux annuel le plus récent de prêts (concessionnels uniquement) accordés par la Chine à la région.



Flux annuel le plus récent de l'aide (dons uniquement) de la Chine à la région



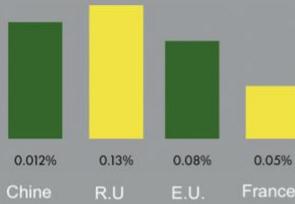
Flux annuel le plus récent de prêts + dons à la région en % du RNB de la région.



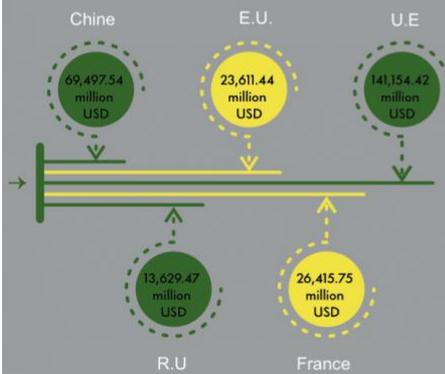
Taux tarifaire moyen imposé sur toutes les marchandises en provenance d'Afrique

	Chine	R.U	E.U	France	U.E
Matières premières	10.25	8.93	9.31	11.88	11.05
Biens intermédiaires	9.76	6.23	7.9	7.45	6.4
Biens de consommation	17.39	14.73	16.84	15.76	14.94
Biens d'équipement	6.09	5.31	6.32	6.52	5.41

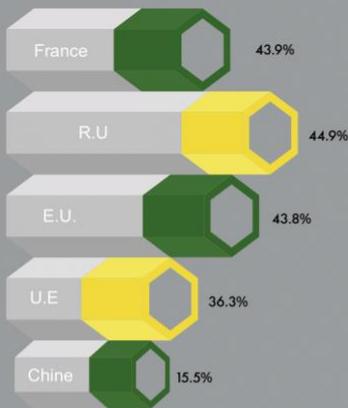
Moyenne de l'aide étrangère (totale) à l'Afrique entre 2013-2018 en % du RNB des PD en 2018.



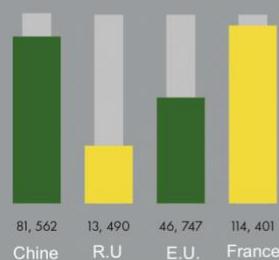
Importations annuelles totales les plus récentes de produits africains en Chine



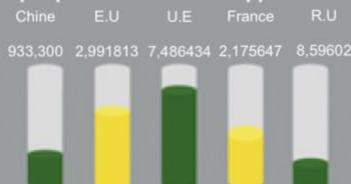
Importation de produits africains non agricoles du secteur non pétrolier/minier (% par partenaire au développement)



Nombre d'étudiants africains en 2018



Nombre de touristes en Afrique en 2018 par partenaire au développement



Importations annuelles totales les plus récentes de produits de la région en Chine



Pourcentage des importations de produits du secteur non agricole/non pétrolier/minier de la région en Chine



Taux tarifaire moyen imposé par la Chine sur tous les produits importés de la région (tarif appliqué (AHS) moyenne simple)

Type de produit	Afrique	Asie*	Type de produit	Afrique	Asie*
Matières premières	10.25	4.19	Matières premières	131	261
Biens intermédiaires	9.76	3.86	Biens intermédiaires	288	119
Biens de consommation	17.39	4.29	Biens de consommation	3530	201
Biens d'équipement	6.09	3.19	Biens d'équipement	172	49

Nombre annuel le plus récent d'étudiants de la région en Chine



Nombre annuel le plus récent de touristes de la Chine vers la région



Notes:

\*Sans la Chine. Sur la base des données disponibles, à l'exclusion de la Palestine

\*\* Les données relatives aux flux d'IDE de la Chine vers l'Asie incluent Hong Kong (SAR)

\*\*\* Il s'agit du nombre de droits de douane au niveau de la ligne tarifaire AHS dont la valeur est supérieure à 3 fois le droit moyen simple.

Nombre de droits de douane intérieurs\*\*\* Taux de droits de douane maximaux imposés par la Chine sur tous les biens importés d'Afrique

	Chine	R.U.	E.U.	France	U.E
Matières premières	131	38	122	53	441
Biens intermédiaires	288	57	106	77	617
Biens de consommation	3530	1,225	2,478	956	10,676
Biens d'équipement	172	48	134	38	422

Notes:

\*UE 27 pays

\*\*Institutions de l'UE

\*\*\* Il s'agit du nombre de droits au niveau de la ligne tarifaire AHS dont la valeur est supérieure à 3 fois le tarif moyen simple en utilisant le taux de change de 2018

## CHAPITRE 5 — OBSERVATIONS DES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS AFRICAINS EN CHINE

### Chapitre 5 en bref

- Les ambassadeurs et diplomates africains en Chine sont particulièrement bien placés pour évaluer les relations sino-africaines.
- Les personnes interrogées estiment que la Chine a contribué et sa contribution est essentielle à l'avenir pour la réalisation des ODD en Afrique.
- Elles confirment qu'il existe une relation commerciale déséquilibrée en termes de produits et de valeur ajoutée entre les pays africains et la Chine, mais suggèrent que la situation évoluera, notamment grâce à des partenariats plus poussés dans le secteur industriel et du commerce en ligne (IDE).
- Elles s'attendent à ce que leurs pays bénéficient de prêts plus nombreux et mieux négociés de la part de la Chine pour des projets régionaux et une attention accrue portée à l'environnement.
- Les ambassadeurs accordent une grande attention aux flux de personnes, mais ce domaine a connu bien de défis jusqu'à présent.
- La plupart des personnes interrogées ont une stratégie bilatérale vis-à-vis de la Chine et ont préparé quelques propositions — essentiellement bilatérales — pour le FOCAC 2021, néanmoins peu de choses sont rendues publiques.
- La plupart d'entre eux estiment qu'un engagement renforcé avec la Chine à l'échelle du continent est important et n'affectera pas les relations avec les autres partenaires au développement.



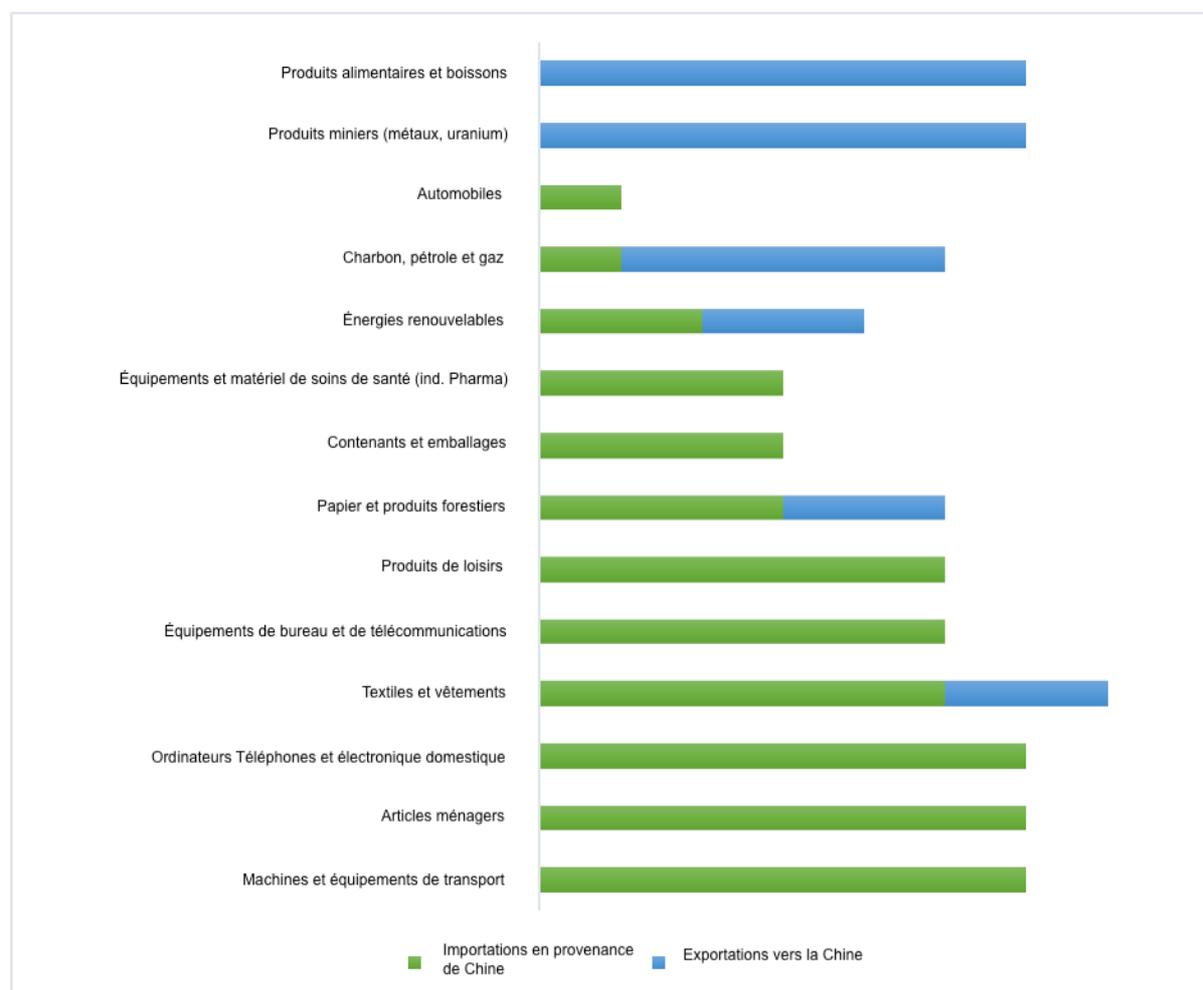
Les ambassadeurs et diplomates africains en Chine sont particulièrement bien placés pour évaluer les relations sino-africaines et, plus précisément, les défis et les opportunités inhérents à celles-ci. Comme indiqué dans la méthodologie, cette section s'appuie sur les informations recueillies dans le cadre d'une enquête structurée de 60 questions menée auprès des représentants des gouvernements africains en Chine, ainsi que sur des entretiens et des discussions avec d'autres personnes couvrant les principaux aspects à étudier, notamment le commerce, la finance et les flux de personnes. Sept pays au total ont participé à l'enquête, mais les résultats ont été rendus anonymes afin de préserver les relations diplomatiques.

Cette approche présente un risque de biais de sélection, dans le sens où certaines réponses concernant les relations d'un pays avec la Chine peuvent être positivement déterminées par le niveau de proactivité du pays dans son approche vis-à-vis de la Chine. Le lien de causalité est également inconnu. Cependant, l'anonymat est utile, et la conception de l'enquête comprenait un mélange de questions permettant de recueillir des perceptions sur une échelle ainsi que des chiffres absolus.

## Observations des ambassadeurs sur l'état actuel de la coopération sino-africaine

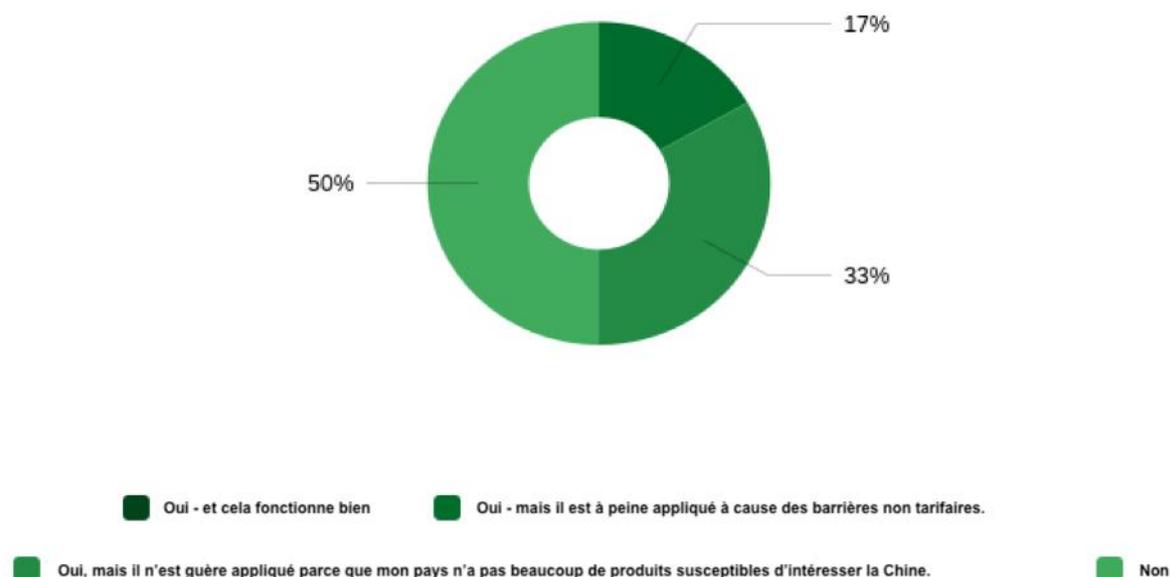
Le premier résultat clé à noter est que les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont confirmé les données et l'analyse du **chapitre 2** de ce rapport, tout en apportant des précisions supplémentaires uniques. Par exemple, elles ont confirmé le déséquilibre des relations commerciales en termes de produits et de valeur ajoutée entre les pays africains et la Chine, comme le montre le **figure 26**. Aucune personne interrogée n'a indiqué que des produits à valeur ajoutée africains étaient importés par la Chine. Il est important de noter que la majorité des pays interrogés ont déclaré qu'ils rendraient publiques les informations relatives à leur stratégie vis-à-vis de la Chine.

**Figure 26 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Quels sont les principaux types de marchandises exportées de la Chine vers votre pays et importées de votre pays vers la Chine ?**



Les personnes interrogées ont également confirmé que, bien que la plupart de leurs pays soient couverts par le régime chinois de franchise de droits d'accès et sans contingent, ils n'en profitent pas beaucoup pour le moment — soit en raison d'obstacles non tarifaires, soit en raison d'un manque de produits qui intéressent la Chine (**Figure 27**). Par conséquent, 75 % des personnes interrogées souhaitent ou sont en train de négocier des accords SPS pour débloquer le commerce agricole avec la Chine.

**Figure 27 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Votre pays bénéficie-t-il de l'accès au marché chinois en franchise de droits d'accès et sans contingent ?**



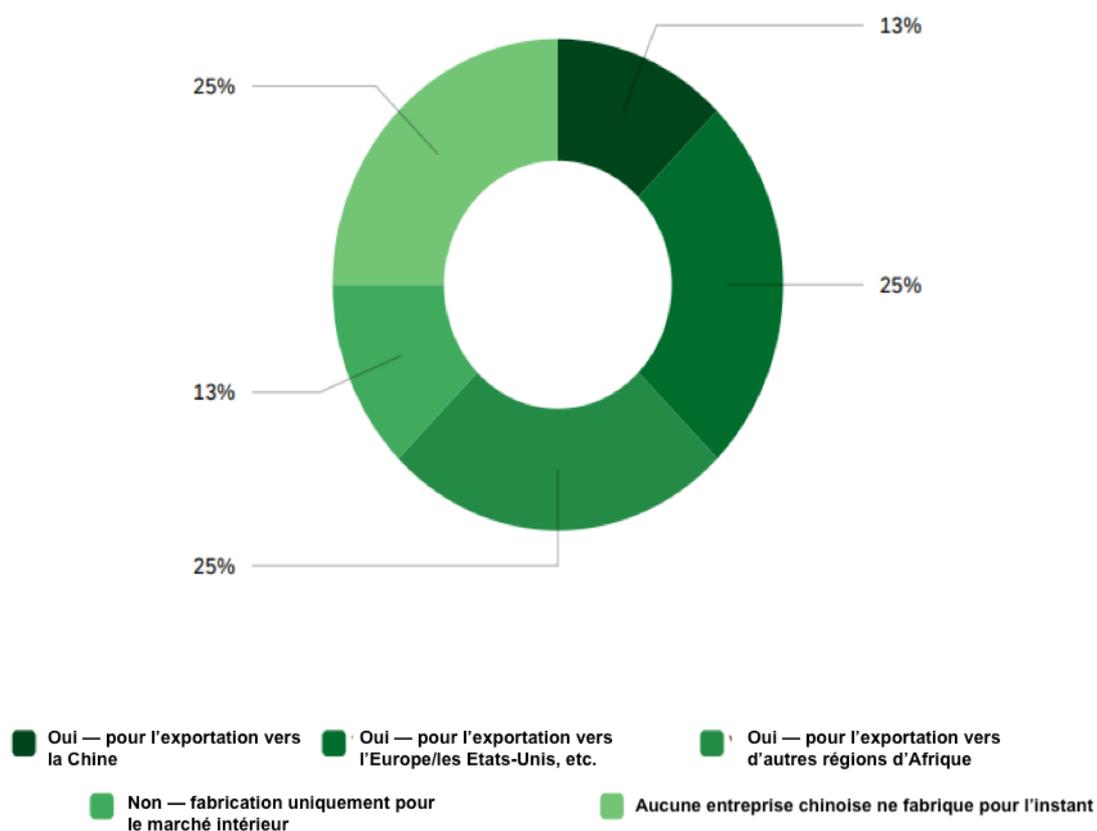
En lien avec l'accès au marché, les personnes interrogées estiment qu'il est plus facile pour les produits chinois d'entrer dans les pays africains étudiés que pour les produits des pays africains étudiés d'entrer sur le marché chinois. Elles ont également confirmé qu'il n'y a pas de produits IG reconnus en Chine pour leurs pays. Toutefois, la plupart des pays ont répondu qu'ils avaient conclu ou étaient en train de négocier des TBI avec la Chine, tandis qu'un nombre plus restreint de pays avaient conclu des CDI en vigueur ou en cours de négociation.

Les personnes interrogées ont également indiqué que si les zones économiques spéciales (ZES) gérées par la Chine semblent bien fonctionner dans leur pays (**Figure 28**), aucune entreprise chinoise ne fabrique de produits destinés à l'exportation vers la Chine dans les pays africains étudiés. Jusqu'à présent, elles ne fabriquent que pour la consommation intérieure des marchés africains ou pour l'exportation vers les États-Unis ou l'Europe (**Figure 29**).

**Figure 28 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Les zones économiques spéciales gérées ou financées par la Chine dans votre pays fonctionnent-elles bien ?**

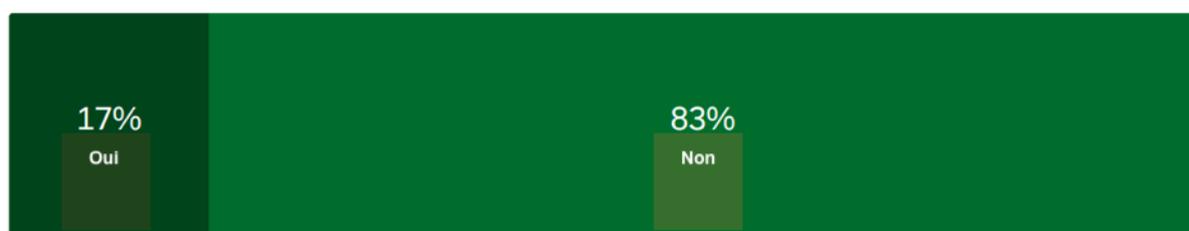


**Figure 29 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Les entreprises chinoises fabriquent-elles dans votre pays ?**



D'autre part, moins d'un cinquième des pays africains interrogés accueillent actuellement des plateformes de commerce en ligne chinoises (**Figure 30**).

**Figure 30 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Les plateformes chinoise de commerce en ligne fonctionnent-elles dans votre pays ?**

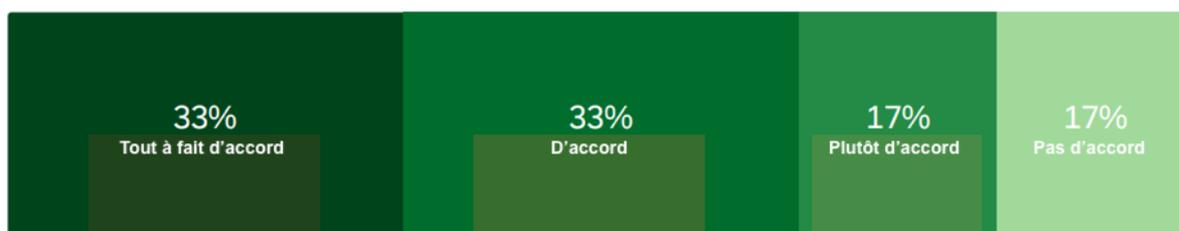


Dans le domaine des finances, la plupart des pays ont indiqué que les subventions de la Chine avaient été utiles, à des degrés divers, à leur croissance et à leur développement (**Figure 31**), bien qu'un tiers d'entre eux se soient montrés quelque peu ambivalents — ce qui peut également signifier qu'ils n'ont pas reçu de (nombreuses) subventions. La plupart ont également indiqué que les prêts avaient été utiles, bien que certains ne soient pas d'accord (**Figure 32**).

**Figure 31 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : L'aide que votre pays a reçue de la Chine au cours des cinq dernières années a-t-elle eu un impact significatif sur la vie des pauvres dans votre pays ?**



**Figure 32 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : L'aide reçue de la Chine par votre pays au cours des cinq dernières années a-t-elle eu un impact significatif sur la vie des pauvres dans votre pays ?**



Toutes les personnes interrogées ont également indiqué que la Chine avait soutenu leur pays d'une manière ou d'une autre pendant la pandémie de COVID-19, notamment par le biais de l'aide — comme les dons d'équipements de protection individuelle (EPI), les visites d'équipes médicales, les dons de vaccins, ainsi que la suspension de la dette pour des montants non spécifiés. Il est important de noter que, du côté africain, 80 % des personnes interrogées ont déclaré que leur pays avait soutenu la Chine dans la lutte contre la COVID-19, la grande majorité par un « soutien diplomatique » et un pays a également offert des dons d'EPI.

Tous les pays ont indiqué que certains investisseurs chinois — bien qu'en nombre limité (1-5) — étaient également impliqués dans des PPP au niveau national. Toutefois, un seul pays a indiqué qu'il comptait 6 à 10 entreprises appartenant à des Africains et opérant en Chine. Tous les autres ont déclaré n'en avoir aucune.

En ce qui concerne les flux de personnes, l'enquête a confirmé le déséquilibre entre le nombre de voyageurs de la Chine vers l'Afrique et l'inverse. Selon l'enquête, la majorité des touristes de la Chine vers l'Afrique sont des voyageurs individuels, suivis des voyageurs d'affaires et des touristes de luxe.

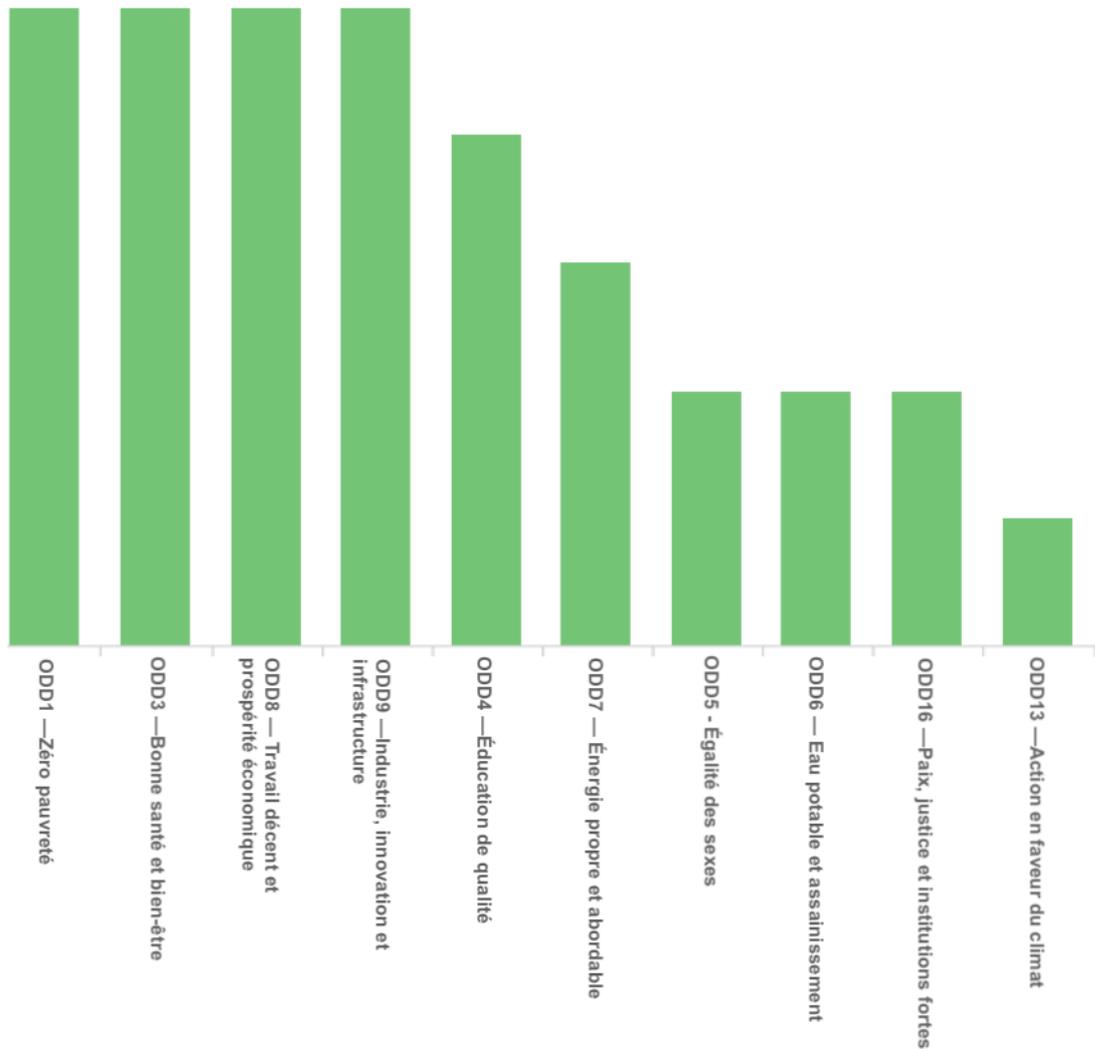
Toutefois, si les ambassadeurs estiment que leurs citoyens en Chine bénéficient d'un traitement égal à celui des citoyens chinois en Afrique, l'enquête suggère également que les règles d'immigration en Chine ont rendu la tâche plus difficile aux hommes d'affaires africains travaillant en Chine que pour les hommes d'affaires chinois travaillant dans les pays africains étudiés.

En général, les ambassadeurs ont une analyse quelque peu différente de celle que nous avons présentée au chapitre 3 sur la contribution de la Chine à la réalisation des ODD en Afrique jusqu'à présent. Comme le montre la **figure 33**, quatre ODD (contre deux au chapitre 3) figurent en bonne place — réduction de la pauvreté (ODD1), bonne santé et bien-être (ODD3), travail décent et croissance économique (ODD8) et infrastructures et innovation (ODD9)<sup>181</sup>. En outre, six ODD ne sont pas prioritaires pour la coopération entre l'Afrique et la Chine : la sécurité alimentaire (ODD2), la réduction des inégalités (ODD10), les villes durables (ODD11), ainsi que les ODD12, 14 et 15 qui sont présentés comme des défis potentiels au **chapitre 3**.

---

<sup>181</sup> Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) décrit les Objectifs de développement durable (ODD), qui ont été adoptés par tous les États membres des Nations Unies en 2015 comme un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les peuples jouissent de la paix et de la prospérité d'ici 2030. (voir <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/sustainable-development-goals.html>)

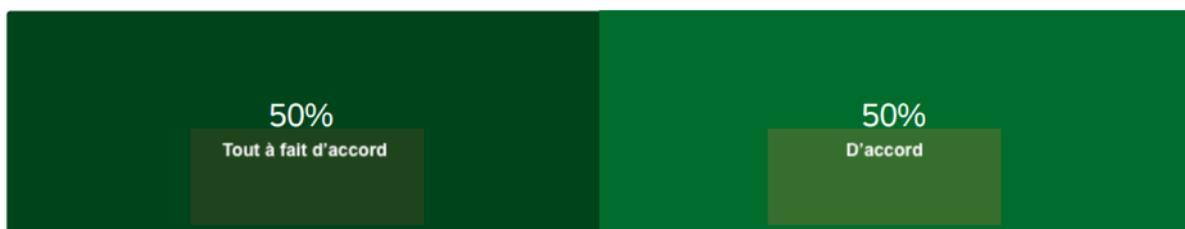
**Figure 33 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Contributions de la Chine à la réalisation des ODD en Afrique**



### Attentes concernant les opportunités et les défis de la relation

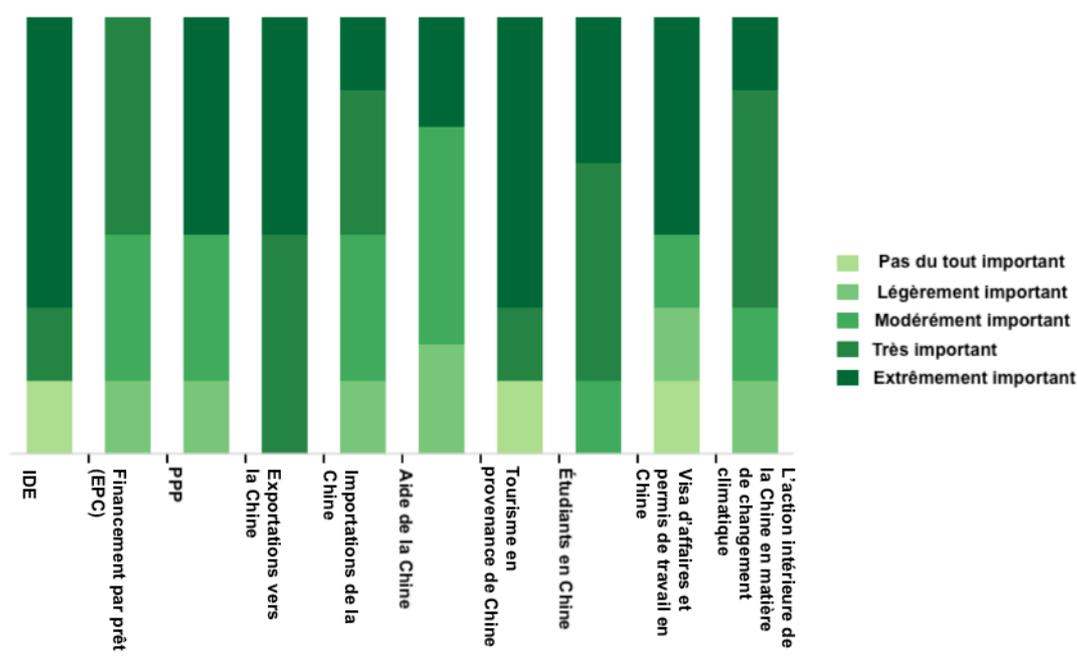
Comme le montre la **figure 34**, tous les ambassadeurs interrogés estiment sans équivoque que la coopération future avec la Chine est essentielle pour atteindre les ODD dans leur pays.

**Figure 34 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : La coopération avec la Chine est-elle importante pour la réalisation des ODD dans votre pays ?**



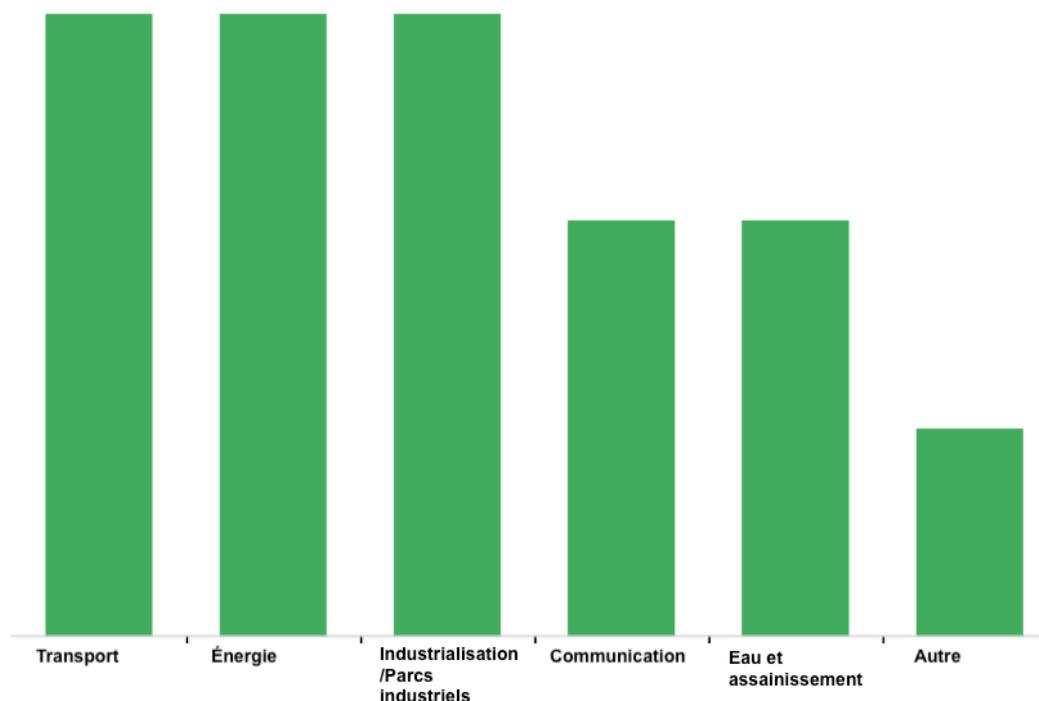
En outre, en termes de priorités pour la coopération future (**Figure 35**), les personnes interrogées ont indiqué que les exportations vers la Chine sont essentielles, suivies par l'attraction des IDE, la gestion des étudiants africains en Chine et l'augmentation du tourisme. Curieusement, la négociation de futurs PPP semble être plus importante pour les ambassadeurs que la négociation de futurs prêts (sous la forme de contrats d'ingénierie, d'acquisition et de construction) et l'aide. La gestion des permis d'affaires et de travail en Chine et le suivi des actions nationales de la Chine en matière de changement climatique semblent être des priorités moins importantes, ou des domaines dans lesquels leur influence est limitée.

**Figure 35 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Domaines de coopération essentiels au développement durable des pays africains**



Les secteurs dans lesquels les ambassadeurs africains jugent que leurs pays ont besoin d'un soutien financier supplémentaire sont présentés dans la **figure 36**. Ils sont pour la plupart liés aux infrastructures. Plus de 80 % des répondants ont également indiqué clairement que leur pays bénéficierait d'une augmentation des prêts de la Chine pour des projets régionaux. La plupart des pays souhaitent également voir davantage d'investisseurs chinois impliqués dans les PPP.

**Figure 36 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Secteurs dans lesquels les pays africains ont besoin de financements de la Chine**

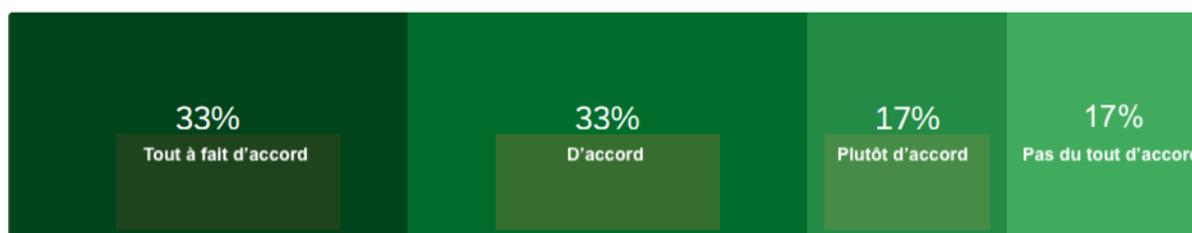


Les ambassadeurs ont également des attentes claires pour l'avenir sur certaines questions, notamment le commerce et les IDE. Plus de 80 % d'entre eux s'attendent à ce que l'industrie manufacturière chinoise se développe dans leur pays et à ce que, dans les cinq prochaines années, des entreprises chinoises fabriquent dans leur pays des produits destinés à l'exportation vers la Chine. Tous s'attendent à ce que les investissements des entreprises chinoises de commerce en ligne augmentent dans leur pays au cours des trois prochaines années.

Toutefois, en ce qui concerne les défis, quatre domaines ressortent de l'enquête.

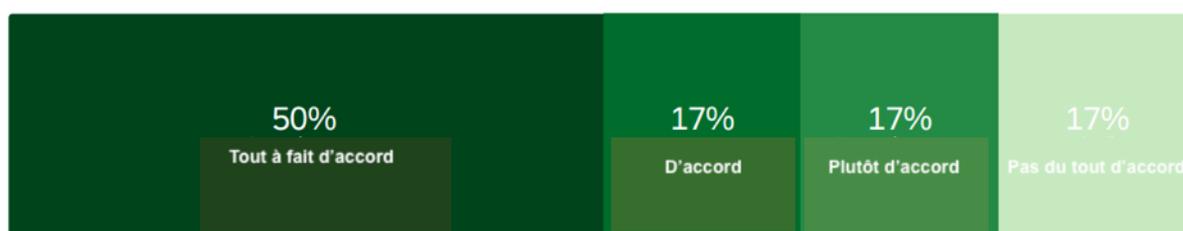
Tout d'abord, tous les ambassadeurs estiment qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les questions environnementales dans le cadre de leur coopération avec la Chine (**Figure 37**).

**Figure 37 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Les questions environnementales devraient-elles être davantage prises en compte dans les relations de votre pays avec la Chine ?**



Deuxièmement, plus de 80 % des personnes interrogées estiment que les pays africains doivent mieux négocier les termes et conditions des prêts chinois (**Figure 38**).

**Figure 38 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Votre pays doit-il mieux négocier les termes et conditions des prêts avec la Chine ?**



Troisièmement, les résultats de l'enquête suggèrent également la perception qu'il faudrait que davantage d'étudiants des pays africains interrogés poursuivent leurs études en Chine et que davantage de touristes chinois visitent les pays africains, ce qui reflète leurs priorités ci-dessus.

Quatrièmement, les prêts sont le seul domaine dans lequel les ambassadeurs sont incertains quant à l'orientation future des relations. Un nombre égal de répondants s'attendent à ce que les prêts diminuent et à ce qu'ils augmentent (**Figure 39**).

**Figure 39 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Anticipez-vous une réduction des prêts en provenance de la Chine au cours des trois prochaines années ?**

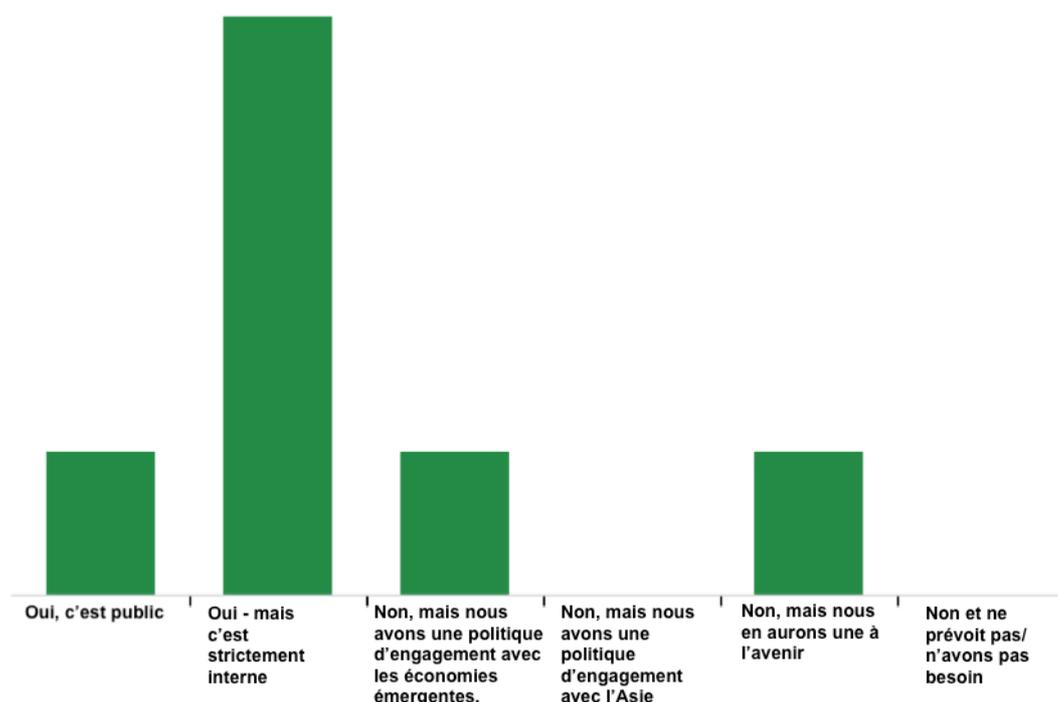


## Aperçu des processus de coopération avec la Chine

Le troisième résultat clé de l'enquête concerne le processus de coopération avec la Chine, ainsi que la réalité de concrétiser les opportunités et de relever les défis décrits ci-dessus.

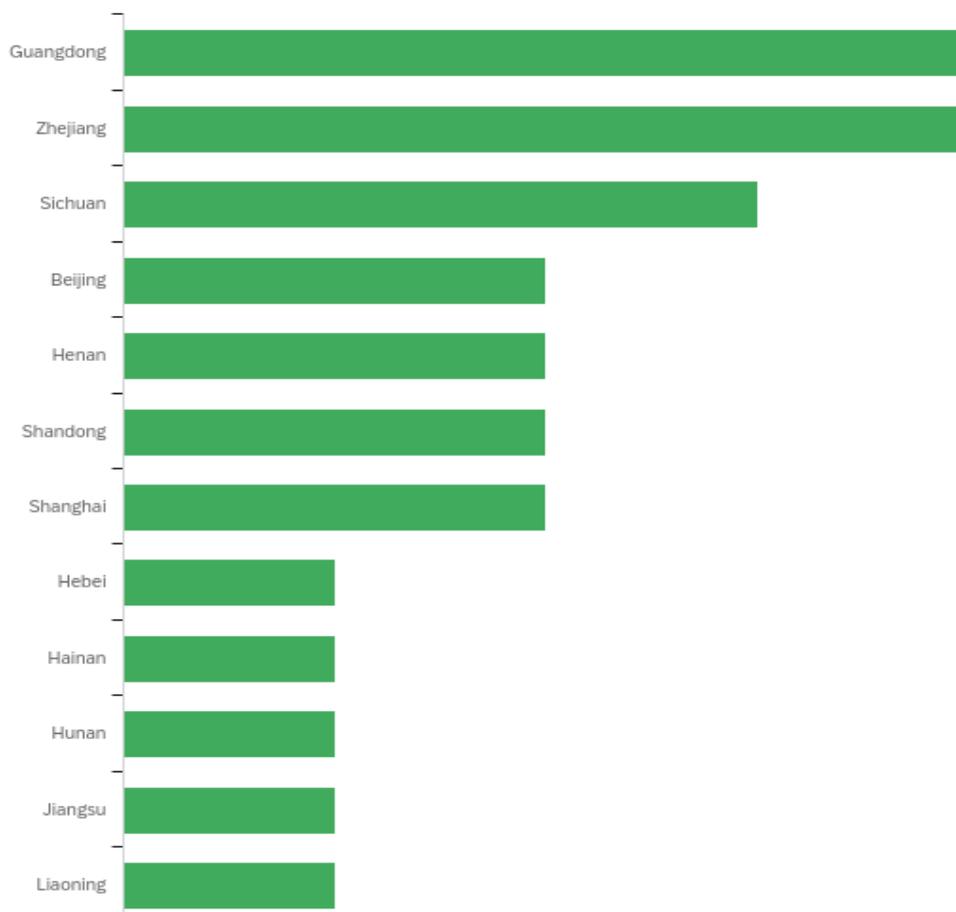
Comme indiqué dans l'introduction, presque tous les pays africains ayant des relations diplomatiques avec la Chine ont un ambassadeur en Chine. En outre, tous les pays ayant répondu ont déclaré avoir une stratégie spécifique pour la Chine — y compris une équipe ou un bureau dédié à la Chine dans leur capitale ou une stratégie plus large pour les économies émergentes (**Figure 40**). Seuls 17 % ont déclaré ne pas avoir de stratégie ou de bureau. Cependant, la plupart ont déclaré que leur stratégie à l'égard de la Chine n'était pas publique, bien que ces derniers estiment également, par exemple, que la transparence des prêts chinois est importante pour les citoyens.

**Figure 40 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Stratégie nationale des pays africains à l'égard de la Chine**



La majorité des pays interrogés (80 %) considèrent également certaines provinces comme prioritaires dans leurs relations avec la Chine (**Figure 41**). Sur les 31 divisions de niveau provincial de la Chine continentale, seules 11 ont été identifiées par les personnes interrogées comme ayant des relations avec les pays africains. La majorité donne la priorité aux provinces de Guangdong et de Zhejiang — les provinces les plus orientées vers le commerce en Chine, et où, selon des données anecdotiques, vivent les plus grandes communautés africaines.

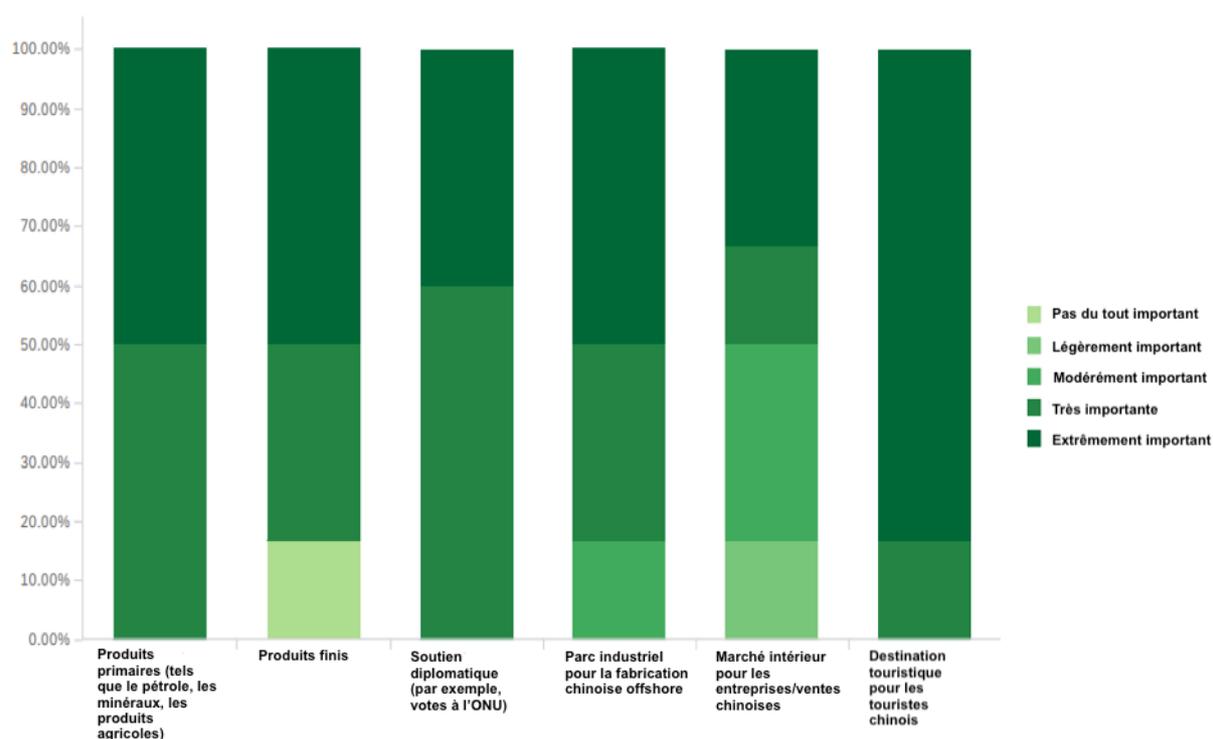
**Figure 41 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Provinces chinoises prioritaires pour la coopération**



L'enquête a également montré que les ambassadeurs africains sont proactifs dans l'examen de ce que leur pays peut offrir à la Chine. Les domaines clés, illustrés dans la figure 42, comprennent les produits primaires, les parcs industriels pour les industries chinoise délocalisées ainsi que leurs marchés nationaux pour les produits finis chinois. Les produits finis (à valeur ajoutée) de l'Afrique vers la Chine sont considérés comme les moins importants, ce qui indique l'état d'avancement des relations commerciales.

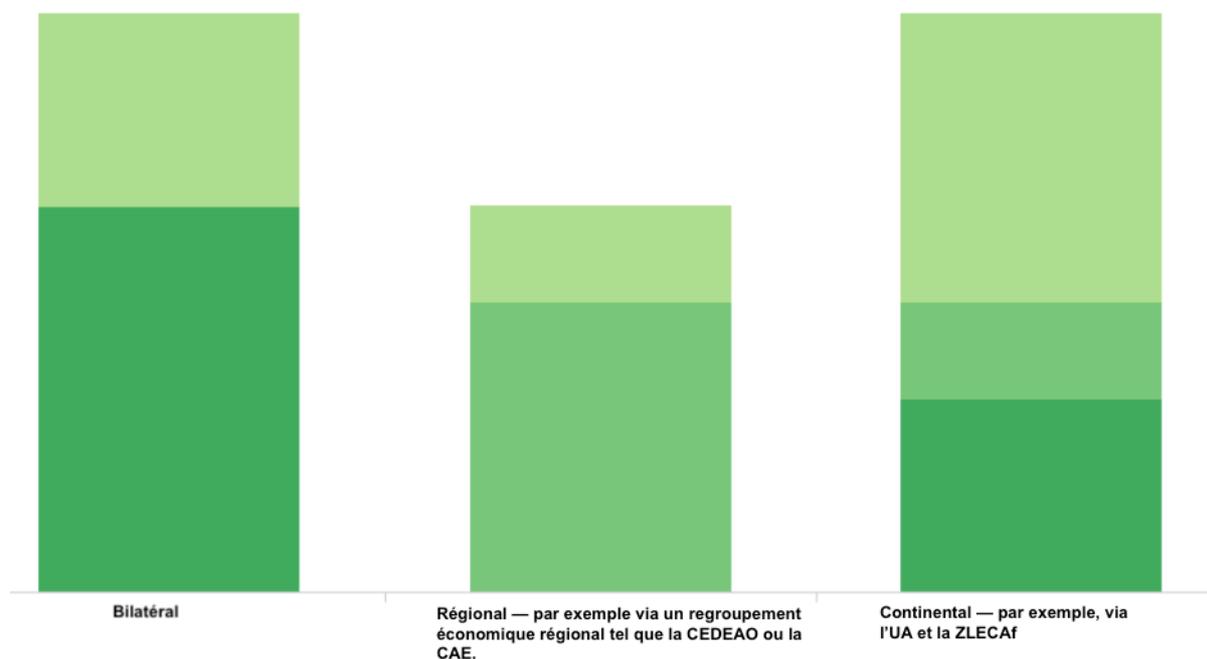


**Figure 42 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Que peuvent offrir les pays africains à la Chine ?**



Toutefois, les avis divergent quant à l'importance de la collaboration à l'échelle continentale et régionale pour le succès des pays africains dans leurs négociations avec la Chine. Au niveau général, les répondants ont exprimé une nette préférence pour la coopération bilatérale, suivie par la coopération à l'échelle du continent (**Figure 43**).

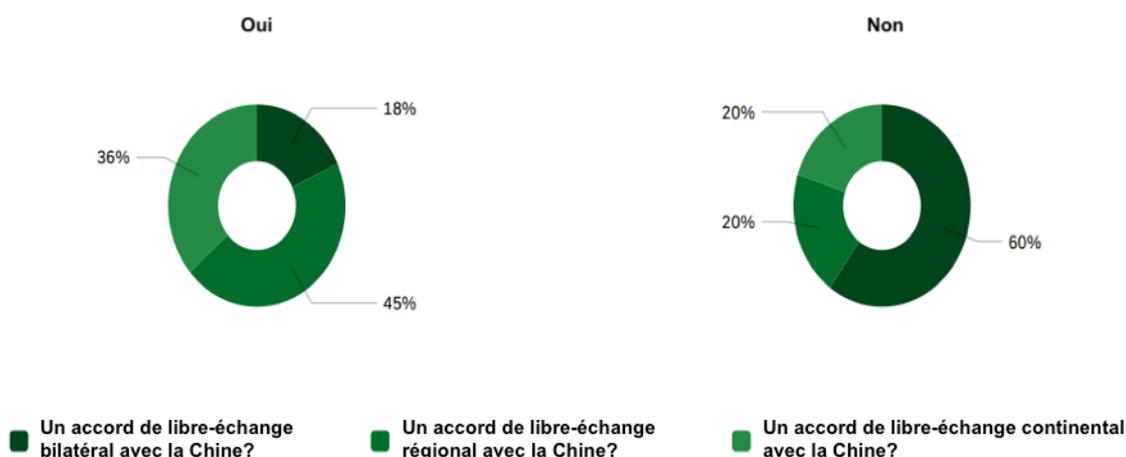
**Figure 43 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Coopération préférée avec la Chine (vert foncé = la plus préférée)**



Toutefois, cela peut dépendre de la question.

Par exemple, pour les traités d'investissement, la plupart des pays préfèrent une approche régionale, tandis que pour les accords contre la double imposition, la plupart préfèrent une approche bilatérale. Pour un accord de libre-échange, la plupart éviteraient une approche continentale (Figure 44). Le chapitre 6 développe cette question spécifique.

**Figure 44 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Quel type d'accord de libre-échange avec la Chine votre pays préférerait-il négocier ?**



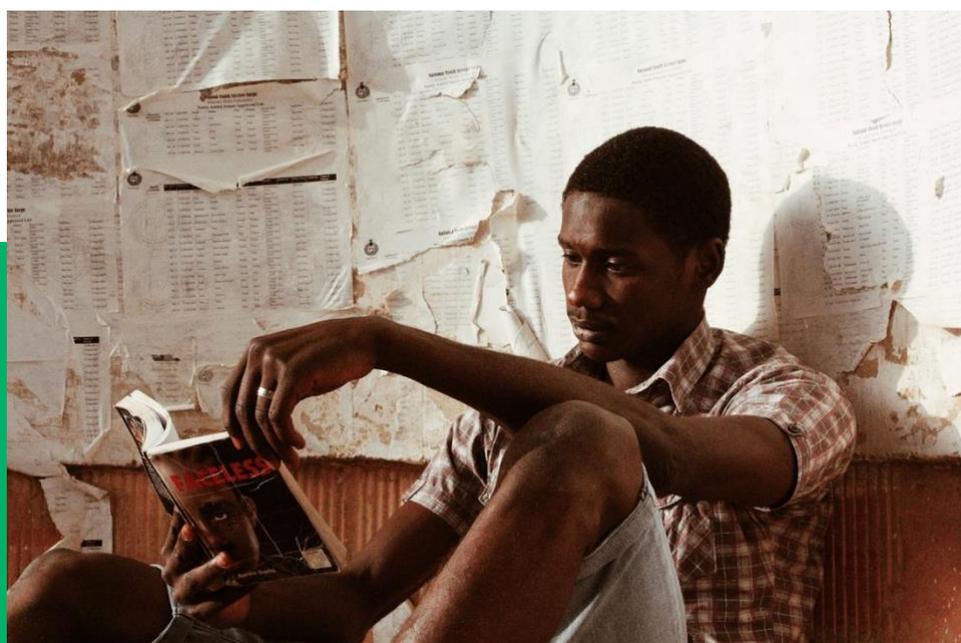
En outre, en ce qui concerne le FOCAC 2021, 57 % des pays interrogés avaient préparé des propositions de coopération avec la Chine. Parmi ceux-ci, un nombre égal avait des propositions bilatérales et régionales, et seulement 14 % avaient des propositions à l'échelle du continent.

Un dernier domaine d'intérêt de l'enquête était de savoir la perception qu'ont les ambassadeurs de la relation de leur pays avec la Chine par rapport à d'autres partenaires au développement. La réponse a été très claire — tous ne s'attendent à aucune concurrence (**Figure 45**).

**Figure 45 : Résultats de l'enquête adressée aux ambassadeurs africains : Au cours des trois prochaines années, pensez-vous que les relations de votre pays avec d'autres partenaires au développement, par rapport à la Chine, vont se détériorer ?**



Dans l'ensemble, les ambassadeurs, dans leur position unique, ainsi que l'analyse précédente, fournissent une base pour les recommandations stratégiques, que nous abordons maintenant au **chapitre 6**.



## CHAPITRE 6 — RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES POUR TIRER PARTI DE L'OPPORTUNITÉ QUE REPRÉSENTE LA CHINE

### Chapitre 6 en bref

- Deux séries de recommandations peuvent être formulées en guise de stratégie Afrique-Chine : des recommandations de fond et des recommandations axées sur le processus.
- Sur le fond, une stratégie africaine de collaboration avec la Chine devrait comporter les aspects clés suivants :
- En premier lieu, sur le commerce, les économies africaines devraient viser à la fois l'expansion et la diversification des exportations vers la Chine, en utilisant le commerce en ligne et en encourageant et protégeant les marques et les produits à valeur ajoutée — notamment pour les minéraux et les produits agricoles. En outre, sur la base d'une modélisation gravitationnelle, un accord préférentiel sectoriel ciblé à l'échelle du continent avec la Chine pourrait être utile. Tout cela pourrait contribuer aux programmes BIAT, VMA, AIDA et PDDAA.
- En deuxième lieu, en ce qui concerne les flux financiers, les pays africains devraient chercher à obtenir davantage de prêts concessionnels, notamment pour une croissance verte et résiliente, et à mettre davantage l'accent sur les infrastructures transfrontalières, notamment numériques, afin de contribuer au PIDA et à l'AIDA, en particulier. Les pays africains devraient également rechercher davantage d'IDE chinois, orientés vers la transformation et l'ajout de valeur, afin de contribuer aux objectifs de l'AIDA et de la VMA.
- En troisième lieu, les flux de personnes sont au cœur des relations économiques, et pas seulement des échanges culturels. Les pays africains devraient attirer plus activement les touristes de loisirs et d'affaires chinois afin de diversifier leur économie, tout en remplaçant les travailleurs des chantiers chinois par des travailleurs locaux. Les investissements en capital humain de la Chine devraient continuer à augmenter, en lien avec le programme STISA, et des processus d'immigration à long terme totalement réciproques/mutuellement ouverts devraient être l'objectif final.
- En ce qui concerne les processus, les pays africains doivent institutionnaliser le processus de collaboration avec la Chine, notamment par le biais de l'UA, y compris pour harmoniser les relations avec les provinces.
- Il est également nécessaire d'accroître la coordination des interactions entre l'Afrique et la Chine dans des domaines spécifiques, tels qu'une meilleure coordination des conditions de prêt, notamment pour les prêts adossés aux ressources naturelles, l'exploitation des minéraux, les stratégies d'accès au marché, les IDE et les plans d'attractivité touristique.

- Enfin, les publications et les discussions publiques sur les stratégies chinoises telles que celle-ci seront cruciales pour garantir que les citoyens africains comprennent les motivations qui sous-tendent des partenariats avec la Chine.

Sur la base des trois types d'analyse fournis jusqu'à présent — la recherche documentaire, l'analyse comparative et l'enquête — ce chapitre résume les futures opportunités stratégiques offertes par la Chine à l'Afrique et examine les cadres politiques permettant de tirer parti de celles-ci. Il formule des propositions sur la manière dont les acteurs africains peuvent travailler pour permettre aux pays africains de tirer le meilleur parti de cette relation d'une manière qui accélère les progrès vers l'Agenda 2063 et la réalisation des ODD des Nations unies.

Nous adoptons une approche à deux volets dans nos recommandations.

Premièrement, les recommandations portent sur les défis de fond relatifs au commerce, à la finance et aux flux de personnes afin de garantir que la relation Afrique-Chine ait un impact maximal sur la réduction de la pauvreté et le développement durable dans les années à venir. Ces recommandations sont axées sur ce qui peut/doit être négocié avec la Chine à court et moyen terme.

Deuxièmement, et sur la base de l'intérêt spécifique exprimé au **chapitre 5** pour une coopération avec la Chine à l'échelle du continent, les recommandations portent sur les mesures liées au processus que les pays africains eux-mêmes doivent prendre au sein des institutions africaines, notamment les processus du FOCAC et de l'UA.

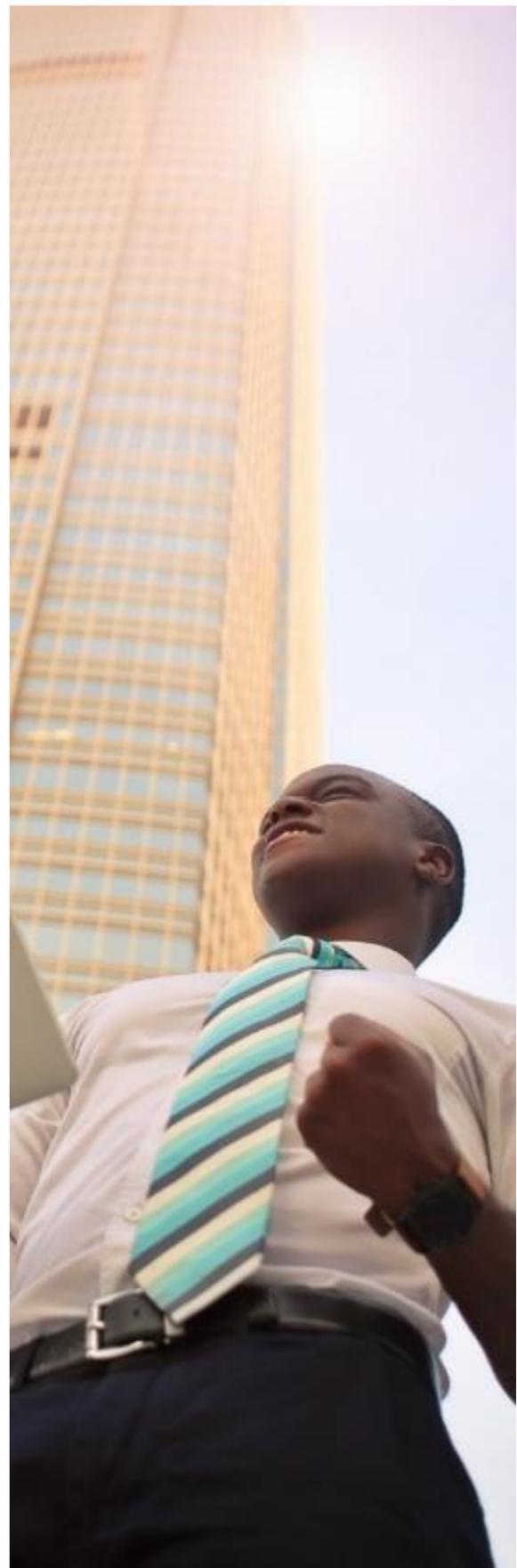
## Recommandations stratégiques de fond

### 1. COMMERCE

Dans le domaine du commerce, les six recommandations stratégiques suivantes se dégagent des éléments recueillis dans le présent rapport :

#### 1.1. **La politique commerciale avec la Chine doit viser à la fois l'expansion et la diversification des exportations africaines vers le pays, en mettant l'accent sur les produits et les marques à valeur ajoutée.**

Qu'il soit analysé au niveau bilatéral, régional ou continental, les échanges commerciaux de l'Afrique avec la Chine sont élevés - mais ils sont fortement concentrés sur les produits primaires. Le marché chinois a un fort potentiel de contribution au développement de l'Afrique en tant que source de demande de biens, mais la faible valeur ajoutée apportée par les pays africains pourrait détériorer davantage la balance commerciale. En outre, la plupart des pays d'Afrique aspirent à s'industrialiser. Si les ambassadeurs et d'autres experts estiment qu'il n'est pas nécessaire de restreindre le commerce à plus forte valeur ajoutée en provenance de Chine, les gouvernements africains doivent néanmoins encourager la Chine à mettre en place un environnement de politique commerciale qui donne la priorité aux importations africaines à valeur ajoutée — notamment en supprimant immédiatement les droits de douane sur les biens de consommation de tous les pays africains. Ce traitement équitable ira dans le sens de la ZLECAf.



**1.2. La politique agricole et de sécurité alimentaire menée avec la Chine ne devrait plus être axée (uniquement) sur le renforcement des capacités en Afrique, mais (également) sur la suppression des obstacles à l'entrée des produits agricoles africains sur le marché chinois. Un moyen pourrait être d'étendre les accords SPS existants et futurs pour inclure les produits agricoles frais au niveau régional (et éventuellement continental).**

La plupart des économies africaines reposent sur l'agriculture, surtout pour l'emploi. La création de nouveaux marchés fiables pour les produits agricoles peut être un moyen utile de garantir la sécurité alimentaire en Afrique et donc de contribuer au PDDAA en générant des revenus pour les agriculteurs. Si, d'une manière générale, certaines mesures non tarifaires sont nécessaires à la protection de la vie animale, végétale et humaine, l'expérience montre toutefois que les négociations SPS avec la Chine prennent souvent des années, ce que les économies africaines ne peuvent se permettre. Ces négociations constituent des barrières non tarifaires et expliquent dans une certaine mesure la faible utilisation des taux de la franchise de droits d'accès et sans contingent pour les pays à faible revenu. Lorsque des accords ont déjà été conclus avec un pays africain, et afin de permettre et de renforcer le commerce régional et les plateformes dans le cadre de la ZLECAf, les économies africaines pourraient envisager de demander à la Chine de permettre au pays d'importer des produits frais de la CER à laquelle il appartient et de les exporter ensuite en Chine, jusqu'à ce que les autres pays aient terminé leurs propres évaluations. Ceci repose sur le fait que les CER disposent déjà en leur sein de normes telles que les normes SPS régionales. Cette approche garantit également la stabilité des chaînes d'approvisionnement et encourage la création de chaînes de valeur régionales. Cet accès au marché pourrait aller de pair avec des interventions visant à renforcer les capacités des agriculteurs/transformateurs en Afrique.

**1.3. Concevoir et négocier avec la Chine une protection continentale forte des indications géographiques afin d'ajouter plus de valeur aux produits africains en Chine.**

Ni le coton égyptien, ni les vins sud-africains ou le *rooibos* ne sont reconnus en Chine comme des produits spéciaux géographiquement distincts. C'est une occasion manquée de garantir la valeur et la protection de la propriété intellectuelle des produits africains entrant en Chine<sup>182</sup>. Une liste exhaustive des produits susceptibles d'être protégés devrait être établie, et un tel accord pourrait être facilité par les CER, le secrétariat de la ZLECAf ou les services compétents de l'UA. Par ailleurs, les négociations en cours sur le protocole relatif à la propriété intellectuelle devraient déboucher sur un système *sui generis* de protection des indications géographiques, régi à la fois par l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de l'OMC et par l'accord de Bangui<sup>183</sup>. C'est l'un des moyens les plus sûrs de garantir la protection et donc la valorisation des produits IG des pays africains en Chine.

**1.4. Rechercher et canaliser un soutien pour utiliser les accords commerciaux existants tels que le régime de franchise de droits d'accès et sans contingent.**

La majorité des pays africains ont une franchise de droits d'accès et sans contingent à la Chine pour 97 % de leurs produits, puisqu'ils sont des PMA. Cependant, les taux sont notoirement sous-utilisés, et pas seulement à cause des SPS et autres barrières non tarifaires. En tant qu'outil d'accès préférentiel au marché, les pays africains devraient chercher à utiliser ou à concevoir des arrangements spécifiques de renforcement des capacités liées à l'entrée sur le marché chinois dans le cadre du mécanisme de traitement spécial et différencié (TSD) de

<sup>182</sup> <https://developmentreimagined.com/2020/01/24/geographical-indications/>

<sup>183</sup> <https://www.afronomiclaw.org/journal-file/mapping-africas-complex-regimes-towards-african-centred-afcfta-intellectual-property>

l'OMC, ainsi qu'à demander le soutien d'autres organisations internationales pour investir afin de rendre leurs produits plus compétitifs sur le marché chinois, y compris en subventionnant la logistique et l'entrée sur le marché du commerce en ligne si nécessaire. Le soutien de la Chine pour la sensibilisation au marché, le marketing et l'image de marque en Chine pourrait également être utile.

**1.5. Un ALE à l'échelle du continent avec la Chine pourrait être un objectif à long terme, mais un régime préférentiel à l'échelle du continent pour certains secteurs pourrait avoir un impact positif important sur les balances commerciales.**

La modélisation (voir l'encadré 7 ci-dessous) suggère que l'impact des activités commerciales chinoise en Afrique varie selon les pays, de sorte qu'un accord commercial unique pourrait être difficile à négocier et à mettre en œuvre pour les pays africains. En outre, les tendances présentées au **chapitre 2** et les résultats des enquêtes du **chapitre 5** indiquent qu'un ALE complet avec la Chine risque de permettre à des produits moins chers d'entrer dans les pays africains à un moment où le continent tente de s'industrialiser, et pourrait également décourager les IDE chinois et autres dans le secteur manufacturier d'entrer en Afrique (voir section suivante). De ce fait, il pourrait être incompatible avec le plan BIAT. En revanche, les accords commerciaux préférentiels bilatéraux et/ou qui ne concernent que quelques pays africains — tels que l'AGOA — peuvent ne pas être conformes aux buts et objectifs de la ZLECAf, qui traite tous les pays africains sur un pied d'égalité.

Comme expliqué au **chapitre 4**, les secteurs des ressources naturelles de tous les pays africains — quel que soit le niveau ou la catégorie de revenus — bénéficient déjà de droits de douane nuls à l'entrée en Chine. Ce concept pourrait servir de précédent pour étendre l'ouverture des droits de douane nuls à certains secteurs prioritaires d'exportation vers la Chine. Il pourrait s'agir par exemple de l'électronique légère, de la production de batteries, de véhicules et d'articles ménagers, de produits agricoles non sensibles, de cosmétiques, de textiles et de vêtements, etc. Les CER, le secrétariat de la ZLECAf ou les services spécialisés de l'UA pourraient proposer une liste de ces secteurs pour examen par la Chine. Cela permettrait également de signaler aux investisseurs chinois que la Chine souhaite sérieusement encourager la délocalisation de certaines industries en Afrique. La liste pourrait être révisée tous les 3 à 5 ans.

### Encadré 7 : Modélisation des avantages et des inconvénients d'un ALE Chine-Afrique

La création d'un ALE entre l'Afrique et la Chine ou tout autre partenaire commercial est l'un des cadres de relations commerciales les plus populaires et les plus en vogue. Les avantages et les inconvénients d'un ALE entre la Chine et l'Afrique peuvent être déterminés à l'aide d'un modèle gravitationnel, basé sur les données commerciales pays par pays des 20 dernières années. La modélisation révèle ce qui suit :

- Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine sont affectés positivement à la fois par le PIB des pays africains et par celui de la Chine, mais ces effets varient selon les pays. Par exemple, une augmentation de 1 % du PIB de la Chine entraîne une hausse de 0,67 % des exportations moyennes de l'Afrique. Cependant, pour l'Égypte, lorsque son PIB augmente de 1 %, ses exportations vers la Chine augmentent de 0,82 %, pour le Ghana, les exportations augmentent de 1,43 % et pour la Zambie de 1,59 %.
- Il existe un grand potentiel commercial pour les exportations africaines vers la Chine, cependant ce potentiel ne se traduit pas par un commerce réel, si l'on compare l'ampleur des élasticités entre le « commerce réel dû aux changements de revenu » et la « population » (une approximation de la taille du marché). Par exemple, avec 1 % de croissance démographique en Chine, seuls quelques pays connaissent une croissance des exportations — l'Égypte, le Ghana, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie et la Zambie. Cela peut être dû à des barrières commerciales pour les autres pays, notamment pour les secteurs non extractifs.
- Les investissements directs étrangers de la Chine en Afrique semblent avoir peu ou pas d'impact sur le développement du secteur de l'exportation de produits vers la Chine, les pourcentages actuels d'investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier étant faibles.
- La plupart des pays africains sont susceptibles de détourner les exportations de la Chine vers la consommation intérieure lorsque leur population (ou la taille de leur marché) augmente.

Si une modélisation basée sur des données passées ne permet pas nécessairement de prédire l'avenir, ce qu'elle montre, c'est que l'impact d'un ALE pourrait varier considérablement d'un pays à l'autre, et la prépondérance du secteur extractif (et des exportations de la Chine vers l'Afrique) pourrait être encore exacerbée. Cela montre qu'il est nécessaire d'examiner d'autres types d'accords commerciaux qui permettent une gestion et un ciblage plus minutieux.

- 1.6. **Travailler avec la Chine pour mettre en place un écosystème d'infrastructures de commerce en ligne pour les exportations vers la Chine, assorti d'une politique commerciale.**

L'analyse du **chapitre 2** et les résultats de l'enquête du **chapitre 5** confirment que la majorité des pays africains n'ont aucun lien avec les plateformes chinoises de commerce en ligne. Toutefois, conformément aux programmes STISA et BIAT, le commerce en ligne devrait augmenter à mesure que les gouvernements investissent dans l'infrastructure numérique, notamment dans le sillage de COVID-19. La Chine possède certaines des plus grandes entreprises de commerce en ligne du monde, comme Alibaba ou Tencent. Ainsi, en 2019, l'économie numérique chinoise représentait 36 % du PIB, avec un taux de croissance trois fois supérieur à celui de l'économie manufacturière traditionnelle. Cependant, si elle n'est pas bien gérée, la relation avec les entreprises chinoises de commerce en ligne risque d'entraîner non pas une augmentation des exportations de l'Afrique vers la Chine, mais l'inverse, ce qui aggraverait les déficits commerciaux. Ce risque est exacerbé par le fait que les biens de consommation provenant d'Afrique sont actuellement soumis à des droits de douane plus élevés que les biens de consommation provenant du reste de l'Asie (voir **chapitre 4**). Un moyen d'éviter cela pourrait donc être d'explorer des arrangements en vertu desquels les produits qui entrent en Chine depuis l'Afrique via des plateformes de commerce en ligne chinoises bénéficient de taxes préférentielles ou nulles.

**Ensemble, ces six recommandations pour la stratégie commerciale de l'Afrique vis-à-vis de la Chine soutiendraient :**

- les cadres BIAT, STISA et PDDAA de l'Agenda 2063
- L'ODD1 (éradication de la pauvreté), l'ODD8 (travail décent et croissance économique), l'ODD9 (industrie, innovation et infrastructures), l'ODD10 (réduction des inégalités) et l'ODD17 (partenariat).

## 2. FINANCE

Dans le domaine de la finance, les éléments recueillis dans le présent rapport font ressortir les huit recommandations stratégiques clés suivantes :

### 2.1. Encourager la Chine à se concentrer sur l'augmentation des prêts concessionnels à court terme, en vue de passer à des formes commerciales et autres, telles que les PPP, à moyen terme.

Comme expliqué au **chapitre 4**, l'Agenda 2063 de l'UA met l'accent sur le déploiement des infrastructures comme l'un des meilleurs moyens de réaliser le potentiel de croissance de l'Afrique, en particulier par le biais du PIDA. Étant donné que les investissements dans les infrastructures, notamment transfrontalières, tendent à entrer dans la catégorie des biens publics, il est peu probable qu'ils puissent être rentables ou générer rapidement des dividendes économiques. Par conséquent, les pays africains continueront à avoir besoin de prêts concessionnels, du moins à court et moyen terme.

Cependant, alors que les pays africains subissent des pressions pour éviter de contracter de nouvelles dettes — y compris de la part de la Chine, ces préoccupations sont discutables du

point de vue historique, puisque les calculs ne tiennent pas compte des actifs qui sont créés par la dette<sup>184</sup>.

La clé n'est pas d'éviter la dette en soi, mais d'éviter les dettes à fort taux d'intérêt, tout en garantissant des résultats productifs et de qualité. Ainsi, l'expertise et le partenariat de la Chine jusqu'à présent dans ce domaine devraient se poursuivre et contribueront au PIDA. Les incertitudes des ambassadeurs quant à l'augmentation ou à la diminution des prêts chinois (**Chapitre 5**) impliquent que la garantie d'une augmentation est un objectif nécessaire à court terme, en vue d'une réorientation ultérieure vers des prêts commerciaux et/ou des PPP.

## **2.2. Encourager une concentration plus forte des prêts concessionnels chinois sur les infrastructures transfrontalières, dans un éventail de secteurs plus large, en lien avec le PIDA et d'autres priorités de l'Agenda 2063 de l'UA.**

Le **chapitre 5** suggère que les prêts de la Chine pour les infrastructures ont été utiles. Les projets d'infrastructures transfrontalières sont également une priorité aujourd'hui en raison de la ZLECAf. Le **chapitre 3** suggère toutefois qu'à ce jour, l'engagement de la Chine en matière d'infrastructures a été plus national que transfrontalier. En outre, l'accent a été mis sur les transports plutôt que sur l'énergie, par exemple. Pour aller de l'avant, les pays africains peuvent faire davantage pour coordonner leurs efforts au niveau régional afin de proposer des projets, notamment en utilisant le cadre du PIDA avec la Chine. Parmi les autres projets d'infrastructure transfrontaliers clés pour lesquels il faut encourager la Chine à renforcer son soutien, citons le réseau intégré à grande vitesse, la mise en œuvre du barrage du Grand Inga et la création d'un marché unique du transport aérien en Afrique<sup>185</sup>. Certaines CER ont également des priorités. Le plan de déploiement des infrastructures régionales (RIDP) de la SADC comprend le plan sectoriel de l'énergie (ESP)<sup>186</sup> ; la CEDEAO dispose du plan directeur ferroviaire de l'Afrique de l'Ouest et du plan d'action pour le transport aérien ; la CAE a également un plan<sup>187</sup> pour les systèmes de transport.

## **2.3. Encourager la Chine à augmenter les prêts concessionnels à l'Afrique pour les infrastructures numériques**

Les investissements dans de formidables infrastructures numériques ne sont pas seulement nécessaires pour renforcer le commerce dans le cadre de la ZLECAf (par exemple via le commerce en ligne), mais aussi comme moyen de créer des emplois et d'améliorer l'éducation et la santé. Actuellement, les pays africains consacrent environ 1,1 % de leur PIB aux investissements numériques, alors que les économies avancées y consacrent en moyenne 3,2 %. Comme expliqué au **chapitre 4**, la Chine s'est engagée dans une certaine mesure dans le STISA, néanmoins cet engagement peut être approfondi en établissant des liens avec le PIDA et le plan BIAT. Pour l'Afrique, ces investissements sont l'occasion de bénéficier de transferts de technologie et d'accéder au marché chinois par le biais du commerce en ligne.

## **2.4. Encourager la Chine à soutenir les mécanismes multilatéraux dans l'intérêt de l'Afrique**

<sup>184</sup> Voir le webinaire Africa Unconstrained no. 3 : Y a-t-il jamais de la place pour une bonne dette ? L'analyse du surendettement à l'ère des ODD : <https://www.youtube.com/watch?v=VGZsO4aieKw>

<sup>185</sup> <https://au.int/en/agenda2063/flagship-projects>

<sup>186</sup> [https://www.sadc.int/documents-publications/show/Regional\\_Infrastructure\\_Development\\_Master\\_Plan\\_Energy\\_Sector\\_Plan.pdf](https://www.sadc.int/documents-publications/show/Regional_Infrastructure_Development_Master_Plan_Energy_Sector_Plan.pdf)

<sup>187</sup> <https://www.ecowas.int/ecowas-sectors/infrastructure/>

Les pays africains ont besoin d'investissements publics mondiaux<sup>188</sup> pour les biens publics mondiaux — au-delà de ce que la Chine peut fournir directement. Encourager la Chine, notamment aux Nations unies, au FMI et à la Banque mondiale, où la voix de la Chine est importante, à aider les pays africains à obtenir des financements suffisants pour les investissements publics mondiaux, par exemple par la réaffectation des droits de tirage spéciaux (DTS), ou par des réformes de l'architecture financière visant à éviter la conditionnalité et à adapter l'analyse de la viabilité de la dette, etc.

## 2.5. Encourager la Chine à rationaliser et à orienter l'aide vers les domaines clés des biens publics — tels que la santé, l'environnement et l'investissement dans le capital humain.

L'analyse du **chapitre 4** montre que l'aide non remboursable de la Chine est inférieure à celle d'autres partenaires au développement ; pour avoir un impact maximal, elle doit donc être très ciblée. L'analyse menée au **chapitre 3** suggère que de nombreux mécanismes d'aide mis en place par la Chine pour l'Afrique sont difficiles à suivre, ne ciblent pas nécessairement les principaux défis de l'Afrique et ne sont peut-être pas les instruments adéquats. Par conséquent, proposer un refocalisations de l'aide chinoise à des domaines spécifiques liés au bien public, tels que la santé, les objectifs environnementaux (notamment l'adaptation et les impacts de l'exploitation minière à petite échelle et de la pêche) et l'investissement dans le capital humain (éducation - selon STISA) peut compléter d'autres actions, y compris pour la réponse face à la COVID-19 pourrait aider à rationaliser et à garantir des résultats plus solides de ce soutien.

## 2.6. Encourager la Chine à créer ou à étendre la flexibilité des instruments pour atténuer les risques du secteur privé et orienter plus d'IDE vers Afrique

Les investissements de la Chine sur les marchés africains peuvent stimuler et revitaliser l'économie du continent, et les preuves présentées au **chapitre 2** indiquent que les IDE chinois créent véritablement des emplois. Ils aideront également les pays africains à atténuer et à combattre d'autres risques externes, tels que le déclasserement par les agences de notation et la « prime de risque africaine »<sup>189</sup>. Toutefois, pour que l'Afrique devienne un centre manufacturier comme le prévoit le programme AIDA, l'ampleur des IDE chinois en Afrique doit augmenter rapidement et aller au-delà de quelques économies sélectionnées. Vu qu'ils ont peu d'expérience des marchés africains, le gouvernement chinois devrait être encouragé à fournir davantage d'incitations aux investisseurs chinois potentiels pour qu'ils investissent, se délocalisent et s'engagent dans des coentreprises.

## 2.7. Diriger les IDE chinois vers les zones économiques spéciales à des fins d'exportation vers la Chine et encourager la participation locale

La Chine a déjà aidé ses investisseurs à développer des ZES en Afrique, notamment par le biais du CADFund. Bien que celles-ci aient créé des emplois, elles restent dominées par des entreprises chinoises, avec un transfert de technologie limité. En outre, comme indiqué au **chapitre 4**, les investissements chinois en Afrique sont inférieurs à ceux réalisés en Asie et le **chapitre 5** confirme que les entreprises chinoises ne produisent pas encore en Afrique pour l'exportation vers la Chine. Il est donc nécessaire de travailler ensemble pour soutenir, remplir et étendre les ZES tout en protégeant les intérêts de l'industrie locale et les attentes de la

<sup>188</sup> Voir : <https://globalpublicinvestment.org>

<sup>189</sup> Voir le webinaire Africa Unconstrained no. 2 : Des règles du jeu équitables ? Réglementer les agences de notation : <https://www.youtube.com/watch?v=18zJSfOkp80&t=1s>

croissance du marché chinois, en s'éloignant des industries extractives. Cela contribuera à l'AIDA et à la BIAT.

## 2.8. Soutenir l'utilisation du RMB dans les pays africains pour favoriser les flux d'IDE et le commerce en ligne tout en renforçant l'indépendance monétaire de l'Afrique.

L'une des questions qui se posent aux pays africains et à la Chine dans le cadre de leur interaction croissante est celle du change, qui affecte le potentiel commercial et l'accumulation de la dette. Tout en prenant des mesures pour faciliter le change, il sera important pour la Chine et les pays africains de garder à l'esprit et de donner la priorité aux objectifs d'indépendance monétaire (par exemple, un Fonds monétaire africain<sup>190</sup>) et d'union monétaire à terme de l'Afrique.

**Ensemble, ces huit recommandations pour la stratégie financière de l'Afrique avec la Chine permettraient d'augmenter les contributions de la Chine aux :**

- cadres PIDA, AIDA, BIAT et STISA de l'Agenda 2063
- l'ODD 1 (éradication de la pauvreté), l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 5 (égalité des sexes).

**Les huit recommandations (en particulier celles axées sur l'aide) permettraient également à la Chine de contribuer aux quatre lacunes identifiées dans les ODD (12, 14, 15 et 16 - voir chapitre 4).**

## 3. FLUX DE PERSONNES

En ce qui concerne les flux de personnes, les six recommandations stratégiques suivantes ressortent des éléments recueillis dans le présent rapport :

### 3.1. Encourager les organisations chinoises à cibler l'Afrique en tant que destination touristique.

Comme mentionné aux **chapitres 2 et 4**, il n'y a pas un seul pays africain pour lequel la Chine est le plus grand pays de provenance des touristes, et l'Afrique est loin derrière l'Asie dans ce domaine. Les économies africaines dépendantes du tourisme doivent faire des touristes chinois une priorité dans les négociations bilatérales, en recherchant également un traitement réciproque. Cela contribuera à la BIAT.

### 3.2. Rechercher le soutien de la Chine en matière de marketing et d'infrastructures pour attirer les voyageurs de luxe chinois

Les pays fortement dépendants du tourisme doivent s'engager dans un marketing stratégique, en mettant l'accent sur les expériences uniques que les touristes pourront vivre en visitant les

<sup>190</sup> Voir le webinaire Africa Unconstrained no. 1 : Un Fonds monétaire africain — une chimère ou une nécessité ? <https://www.youtube.com/watch?v=Q7-JtLnE61I&t=1409s>

destinations africaines, par rapport à ce qu'ils peuvent trouver, par exemple, en Asie ou dans les sites touristiques nationaux chinois. Ils doivent également entreprendre des recherches sur le tourisme afin de s'assurer que les offres touristiques sont adaptées aux besoins des Chinois. En termes d'infrastructures, les pays africains doivent également investir dans des infrastructures de communication et d'autres systèmes de soutien, tels que des systèmes multilingues d'assistance aux clients et aux guides touristiques, pour répondre aux besoins des touristes chinois. Le soutien et les partenariats chinois dans ces domaines seront très importants à l'avenir.

### **3.3. Encourager la Chine à créer des incitations à l'investissement chinois dans le secteur du tourisme en Afrique**

Le nombre croissant de touristes chinois en Afrique est une chance de redynamiser le secteur du tourisme et de contribuer à la BIAT. Les économies africaines regorgent de beautés naturelles, notamment de sources thermales et de types d'attractions touristiques jugées intéressantes, en particulier par les touristes chinois. Il est crucial d'encourager les investissements chinois dans l'industrie hôtelière, d'adapter les expériences aux touristes chinois, d'améliorer le réseau de transport autour des destinations touristiques et de renforcer la sécurité dans les sites touristiques, ce qui contribuera à la BIAT.

### **3.4. Diversifier les offres de formation et favoriser l'emploi des étudiants pour qu'ils engrangent de l'expérience en Chine**

Les tendances démographiques africaines et l'analyse du **chapitre 2** laissent penser que la demande pour étudier en Chine de la part des étudiants africains va continuer à augmenter. Cependant, il existe des lacunes dans les offres de formation, et il reste des défis à relever pour que les étudiants qualifiés puissent travailler en Chine, d'où ils pourraient envoyer des fonds et faire leurs preuves — y compris auprès des citoyens chinois. Encourager la Chine à élargir les types de cursus dans lesquels les Africains peuvent étudier et travailler contribuera au développement humain de l'Afrique et donc à l'initiative STISA.

### **3.5. Rechercher davantage de données sur les politiques d'immigration et les ouvrir aux entreprises et entrepreneurs africains en Chine**

Les données sur cette question sont rares, cependant l'analyse présentée aux **chapitres 2 et 5** suggère que les hommes d'affaires africains rencontrent plus de difficultés pour exercer en Chine que les hommes d'affaires chinois dans les pays africains. Il peut en résulter une discrimination et un racisme à l'encontre des Africains, comme cela a été le cas début 2020 lors de la pandémie de COVID-19 à Guangzhou. Encourager la Chine à partager ses données, à lever les barrières, voire à mettre en place des politiques d'immigration préférentielles pour les hommes d'affaires et les entrepreneurs africains en Chine, sera non seulement un signe de bonne foi et de confiance, mais contribuera également à la ZLECAf et à la BIAT.

### **3.6. Encourager la Chine à concentrer son aide sur un investissement accru dans le capital humain de l'Afrique sur le continent**

Cette recommandation fait écho à celle du point 2.5 et garantira une contribution plus importante de la Chine à l'initiative STISA.

Ensemble, ces six recommandations pour la stratégie africaine à l'égard des flux de personnes avec la Chine permettraient d'accroître les contributions de la Chine aux :

- cadres BIAT et STISA de l'Agenda 2063
- l'ODD 1 (éradication de la pauvreté), l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures), l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 10 (réduction des inégalités), l'ODD 5 (égalité des sexes) et l'ODD 3 (santé et bien-être).

Les six recommandations permettraient également à la Chine de contribuer à combler certaines lacunes identifiées dans les ODD (14 et 15 en particulier - voir chapitre 4).

## Recommandations sur les processus

En 2018, les résultats du 7e FOCAC ont été articulés autour de « 8 initiatives majeures ». Cependant, on peut soutenir qu'ils auraient pu être organisés autour des six cadres continentaux de l'Agenda 2063 dans le premier plan décennal de mise en œuvre. En effet, comme observé au **chapitre 4**, seuls deux de ces cadres — le PDDAA et la BIAT — étaient explicitement mentionnés dans le plan d'action 2018. L'enquête menée auprès des ambassadeurs au **chapitre 5** laisse également entrevoir certains défis en matière de négociation. Comment les Africains, du point de vue du processus, peuvent-ils s'assurer que les priorités africaines se reflètent plus fortement dans le partenariat avec la Chine ?

Notre dernière série de huit recommandations (4-11) porte sur ces processus.

### 4. Institutionnalisation des relations Afrique-Chine

Compte tenu du degré de gestion institutionnelle du FOCAC par la Chine, il convient d'évaluer dès que possible les possibilités de divers degrés d'institutionnalisation du côté africain. Par exemple, l'établissement d'un cadre juridique<sup>191</sup> africain d'ancrage contenant des règles d'engagement et des procédures de mise en œuvre pourrait être envisagé. Il est également crucial de renforcer le bureau de l'Union africaine en Chine, avec le groupe d'ambassadeurs africains en Chine (y compris ceux qui ont contribué au **chapitre 5**), afin qu'il prenne davantage en charge le suivi africain proactif des données et des résultats des programmes lancés par le FOCAC en particulier. L'unité de gestion et de coordination des partenariats de l'UA pourrait également gérer plus activement la stratégie de partenariat Chine-Afrique à court terme.

### 5. Harmoniser et approfondir les efforts de partenariat avec les provinces

L'enquête a révélé qu'un tiers seulement des divisions administratives de niveau provincial de la Chine sont considérées comme prioritaires par les pays africains concernés, avec des chevauchements importants lorsque les provinces s'engagent de manière bilatérale. Cette situation est susceptible de fragmenter les relations. Il est également nécessaire que les pays africains se concentrent sur les provinces inexploitées par le biais de recherches ciblées. Nous recommandons donc des mécanismes institutionnels pour rationaliser la mobilisation des provinces, qui évolueront

<sup>191</sup> Voir le webinaire Africa Unconstrained no. 6 : L'Afrique peut-elle gérer la Chine ? <https://www.youtube.com/watch?v=A00KZYI7zfs>

au fil du temps en fonction des priorités de l'UA. Cela pourrait être géré par le(s) cadre(s) institutionnel(s) suggéré(s) au point 4.1.

## 6. Coordonner en Afrique les conditions contractuelles chinoises pour les avantages locaux et les résultats écologiques.

Étant donné le nombre de prêts, d'accords de financement de projets et d'accords d'investissement bilatéraux dans lesquels les pays africains sont actuellement engagés avec la Chine, l'avis des ambassadeurs selon lequel les conditions peuvent être mieux négociées est important (**Chapitre 5**). À moyen terme, la Chine (et d'autres partenaires au développement) devrait déconditionner l'aide et les prêts et permettre aux entrepreneurs locaux africains de mettre en œuvre des programmes et des projets répondant aux priorités locales. Toutefois, à court terme, des approches peuvent être utilisées pour améliorer les retombées. Par exemple, les gouvernements africains peuvent négocier des normes minimales collectives pour l'utilisation de la main-d'œuvre et du contenu local dans les contrats, ainsi que les conditions environnementales les plus strictes<sup>192</sup>. L'UA pourrait coordonner de telles normes dans le cadre du PIDA, ou bien les ambassadeurs africains pourraient se concerter à ce sujet, ou encore les ministres africains des finances se réunir pour discuter et échanger leurs expériences en matière de négociation d'instruments de prêt.

## 7. Coordonner en Afrique le dialogue avec la Chine dans le secteur des minéraux.

La transition en matière d'énergie et de transport suggère que les batteries et les minéraux deviendront essentiels pour exploiter le potentiel de croissance de l'Afrique. Comme le montre le **chapitre 2**, d'importants IDE chinois entrent dans ce secteur, mais comme l'explique le **chapitre 3**, une action clé devrait consister à négocier avec les parties prenantes chinoises pour garantir une plus grande valeur ajoutée sur le continent à partir des investissements chinois (et autres) dans ce secteur, afin de réaliser les objectifs de l'AIDA et de la VMA. Ce processus devrait être dirigé en particulier par les pays de la « ceinture » minérale.

## 8. Formuler des stratégies délibérées et coordonnées d'entrée sur le marché de produits africains clés en Chine

Le marché chinois évolue rapidement, mais n'est pas bien saisi par les entreprises africaines. Il est également coûteux et difficile pour les entreprises seules d'explorer le marché, voire pour les pays seuls de le faire. Pourtant, de nombreux pays africains souhaitent vendre les mêmes produits en Chine. Compte tenu de la faible empreinte de l'Afrique jusqu'à présent (**Chapitres 2 et 4**), le marché est suffisamment grand pour les absorber tous. Les entités africaines de promotion du commerce ont donc un rôle clé à jouer, aux côtés des CER, du secrétariat de la ZLECAf et des services compétents de l'UA, pour combler ce manque de compréhension, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée, en travaillant ensemble sur des stratégies d'entrée sur le marché pour les principaux produits africains en Chine.

## 9. Formuler des stratégies délibérées et coordonnées pour attirer les IDE dans les principales ZES et les centres de production régionaux.

Le paysage industriel et commercial africain évolue rapidement, mais n'est pas bien appréhendé par les entreprises chinoises. Il est également coûteux et difficile pour les entreprises chinoises

<sup>192</sup> <https://thediplomat.com/2021/05/a-new-database-reveals-chinas-secret-loans-think-again/>

d'explorer seules le marché, ou même pour les provinces individuelles de le faire. En outre, les informations dont les entreprises chinoises ont besoin pour prendre des décisions d'investissement vont au-delà des incitations traditionnelles telles que les allègements fiscaux pour les investisseurs et vont au-delà de la traduction de ces informations en chinois. Les investisseurs doivent comprendre les coûts d'exploitation spécifiques de certaines activités et les comparer aux coûts d'exploitation en Chine.

Encore une fois, étant donné les niveaux assez faibles d'IDE chinois en Afrique par rapport à l'Asie (**Chapitre 4**), la concurrence à travers l'Afrique n'est guère pertinente. Les entités africaines de promotion des investissements ainsi que les CER, le secrétariat de la ZLECAf et les services compétents de l'UA devraient combler cette lacune par des stratégies d'attraction des IDE plus adaptées. Au niveau sectoriel, ces mesures peuvent être mises en œuvre. Par exemple, conformément à la stratégie Africa CDC et à l'AIDA, les centres prévus pour la fabrication de médicaments et d'équipements médicaux peuvent être présentés directement aux entreprises pharmaceutiques chinoises.

#### **10. Travailler ensemble sur les moyens de faciliter les déplacements des touristes chinois sur le continent.**

Le **chapitre 2** a fait état d'une augmentation considérable du nombre de touristes chinois dans certains pays africains comme le Maroc, toutefois cette augmentation est limitée à quelques pays clés. Pourtant, la plupart des pays africains recherchent des catégories de touristes similaires, comme le suggèrent les ambassadeurs au **chapitre 5**. L'UA et les CER pourraient encourager et aider à coordonner les itinéraires pour des visas d'ensemble à entrées multiples et pluriannuelles, les vols affrétés, conformément au marché unique du transport aérien, contribuant ainsi à la BIAT.

#### **11. Renforcer la communication avec les citoyens africains sur les relations avec la Chine**

Une stratégie de communication spécifique est nécessaire pour que les citoyens africains comprennent l'étendue, la portée, les opportunités et les défis de la relation Chine-Afrique dans le commerce, les finances et les flux de personnes. Cette communication devrait être facilitée par l'UA, en coordination avec les ministères africains de l'information.

## CHAPITRE 7 — CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES



Ce rapport, adressé principalement aux dirigeants et décideurs africains au sein de l'Union africaine, dans les capitales et à Pékin, ainsi qu'aux parties prenantes africaines, y compris le secteur privé et la société civile, a pour objectif de fournir un premier « plan » complet pour une stratégie continentale pour l'Afrique.

Il s'agit d'un projet ambitieux et difficile, et pourtant, il est nécessaire pour trois raisons.

Tout d'abord, comme le souligne notre introduction, l'analyse de la relation Afrique-Chine souffre trop souvent d'être appréhendée sous l'angle du tout ou rien, et d'être vue à travers le prisme de la concurrence — du point de vue des non-africains et des non-chinois. Le présent rapport, qui s'appuie sur les appels lancés par des universitaires africains en particulier<sup>193</sup>, ainsi que par des dirigeants africains, représente la première tentative globale visant à démonter ces récits, à voir et à évaluer la relation Afrique-Chine à partir d'une perspective purement africaine, fondée sur les demandes.

Deuxièmement, et en raison des récits polarisés et liés à la concurrence, les dirigeants et les citoyens africains risquent de manquer des opportunités de rapprochement avec la Chine. Le fait que la Chine soit actuellement le centre manufacturier du monde et la deuxième plus grande économie du monde (la plus grande selon certaines mesures) alors que l'Agenda 2063 de l'Afrique envisage que le continent soit la troisième plus grande économie mondiale et qu'il prenne la relève de la Chine pour être le futur

---

<sup>193</sup> <https://www.palgrave.com/gp/book/9783030530389>

centre manufacturier du monde — avec une tonalité plus verte et plus respectueuse de l'environnement — signifie que les relations de l'Afrique avec la Chine sont absolument cruciales, potentiellement plus que tout autre partenaire au développement de l'Afrique.

Troisièmement, il n'y a pas de temps à perdre en ce qui concerne cette relation de développement ou toute autre. Le rythme nécessaire pour atteindre l'ODD1 pour le continent africain d'ici 2030 exige que près de 400 millions de personnes sortent de la pauvreté sur une période d'un peu plus de 10 ans. Un rythme deux fois plus rapide que ce qu'a réalisé la Chine au cours des 40 dernières années<sup>194</sup>.

Cependant, chaque pays africain est différent, et l'évaluation principale se fait donc par rapport aux objectifs de l'Union africaine, négociés et fixés collectivement par les États membres.

En fournissant ce premier « plan », le rapport, plutôt que d'utiliser de simples récits ou contre-récits sur les « progrès » ou les « échecs », conçoit et utilise un cadre impartial, holistique et fondé sur des données pour explorer les progrès réalisés à ce jour dans les relations entre l'Afrique et la Chine en utilisant trois éléments clés : le commerce, les finances et les flux de personnes.

Dans ces trois domaines, le rapport identifie et résume les progrès réalisés. Il ne fait aucun doute que les flux commerciaux, les flux financiers et les flux de personnes dans leur ensemble entre les pays africains et la Chine ont tous augmenté rapidement au cours des vingt dernières années en particulier, bien que ce soit à des degrés différents. Le rapport constate que les flux de personnes, en particulier, restent en retrait par rapport aux flux commerciaux et financiers.

Pour compléter ce constat, et en vue d'identifier les lacunes et les opportunités qui pourraient être comblées dans la relation, nous évaluons la relation Afrique-Chine de trois manières différentes, chacune apportant un éclairage particulier et unique.

1. Nous comparons la relation Afrique-Chine aux six cadres continentaux de l'Union africaine, qui couvrent tous les domaines, des infrastructures à l'agriculture en passant par l'exploitation minière, la technologie et l'innovation. La principale conclusion de cette analyse est que, bien que la Chine ait apporté des contributions significatives, il est possible de faire davantage pour arrimer les interventions de la Chine aux objectifs de l'UA et améliorer ses résultats, notamment dans le domaine du développement transfrontalier.
2. Nous comparons la relation Afrique-Chine à la relation de l'Afrique avec d'autres partenaires au développement tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Les résultats sont très mitigés, ce qui signifie que l'Afrique pourrait faire davantage pour tirer parti de cette relation.
3. Nous comparons la relation Afrique-Chine à la relation de la Chine avec le reste de l'Asie. Nous constatons que l'Afrique n'est « meilleure » que l'Asie dans sa relation avec la Chine que dans le domaine de l'aide au développement. Sur tous les autres indicateurs, l'Asie a suscité jusqu'à présent un intérêt plus important de la Chine.

Le rapport s'appuie également sur les résultats d'une enquête détaillée de 60 questions menée auprès de certains ambassadeurs africains en Chine. L'enquête reprend l'analyse ci-dessus et révèle un certain nombre d'informations, notamment les observations sur la manière dont la Chine peut contribuer au mieux à la réalisation des ODD, ses principaux domaines d'intérêt actuels (notamment le

<sup>194</sup> <https://news.cgtn.com/news/2019-10-17/China-s-poverty-reduction-was-fast-Can-Africa-s-be-faster--KRbfGQUne0/index.html>

commerce), la facilité de négocier avec ses homologues chinois sur les priorités africaines et les défis concernant les flux de personnes en particulier.

Pour finir, nous procédons à une modélisation pour mieux comprendre les perspectives d'un ALE avec la Chine, en révélant qu'un processus plus graduel et ciblé pourrait être plus conforme aux objectifs de développement de l'Afrique.

Cette analyse nous permet de dégager le « plan » et la « stratégie », c'est-à-dire des recommandations à l'intention des gouvernements africains pour qu'ils définissent ensemble les priorités de l'action à mener vis-à-vis de la Chine. Ces recommandations sont présentées en deux parties : le fond — en utilisant le cadre en trois parties du commerce (6 recommandations), de la finance (8 recommandations) et des flux de personnes (6 recommandations) ; et le processus — comment ces priorités stratégiques — ou d'autres — peuvent être mises en œuvre, notamment par le biais du FOCAC (8 recommandations).

Les 28 recommandations de ce rapport sont des recommandations initiales. Elles nécessitent beaucoup plus de discussions et d'analyses et évolueront avec le temps. Cependant, elles constituent un point de départ fort utile.

L'analyse a également ses limites et peut être complétée dans de futurs rapports ou par d'autres acteurs. Par exemple, il existe plusieurs autres partenaires au développement auxquels la Chine pourrait être comparée, du Japon aux Émirats arabes unis. De même, la région africaine peut être comparée à d'autres régions que l'Asie. Cependant, nous n'avons pas eu le temps d'ajouter ces autres dimensions. En outre, nous n'avons contacté qu'un nombre restreint d'ambassadeurs africains en Chine pouvant nous faire confiance pour partager leurs observations en toute franchise. À l'avenir, nous souhaiterions idéalement recueillir les contributions d'une majorité ou plus d'ambassadeurs africains en Chine. La modélisation réalisée représente également une première étape. Des modèles d'équilibre général ou partiel pourraient analyser les effets dynamiques de différentes relations commerciales entre l'Afrique et la Chine.

Malgré ces réserves et ces limites, nous espérons que cette première stratégie Afrique-Chine servira de base aux dirigeants africains pour qu'ils manifestent plus de dynamisme vis-à-vis de la Chine. Le plan pourra également servir de base à l'élaboration de la position de l'UA et de celle de certains pays africains lors de la prochaine huitième édition du FOCAC, qui devrait se tenir à Dakar, au Sénégal, fin 2021. L'approche et l'analyse peuvent également être appliquées aux partenariats avec les autres partenaires au développement de l'Afrique. Dans tout cela, l'objectif principal devrait être de concrétiser l'Agenda 2063 de l'Afrique et les ODD des Nations unies qui constituent le test ultime.

## Références essentielles

- i. Adebola T(2020) Mapping-Africas-Complex-Regimes-Towards-African-Centred-Afcfta-Intellectual-Property, The African Journal of International Economic Law, Vol 1,pp 233-290, Disponible en ligne : [https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100\\_fig1\\_236792693](https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100_fig1_236792693) [Consulté le 28 mai 2021]
- ii. Adlung, R. & Molinuebo, M (2008) Bilateralism in Trade Services: Is there Fire Behind the (BIT) Smoke?, Staff Working Paper No. ERSD-2008-01 World Trade Organisation.
- iii. Ado, A.(2020)Africa Cooperation: FDI, Informal Institutions, BRI, and Guanxi, African Studies Quarterly | Volume 19, Issues 3-4, Disponible en ligne : <https://asq.africa.ufl.edu/files/V19i3-4a5.pdf> [Consulté le 28 mai 2021]
- iv. Frost, C. A. (2019). China Avocado Deal Signed,AsiaFruit, 29 Avril, Disponible en ligne : <http://www.fruitnet.com/asiafruit/article/178558/kenya-china-avocado-deal-signed> [Consulté le 28 mai 2021]
- v. African Union Agenda 2063: The Africa We Want, available online: <https://au.int/en/agenda2063/overview>
- vi. African Union Agenda 2063 Aspirations, Disponible en ligne : <https://au.int/en/agenda2063/aspirations> [Consulté le 28 mai 2021]
- vii. African Union Continental Frameworks, Disponible en ligne : <https://au.int/en/agenda2063/continental-frameworks> [Consulté le 28 mai 2021]
- viii. African Union Agenda 2063 Flagship Projects, Disponible en ligne : <https://au.int/en/agenda2063/flagship-projects> [Consulté le 28 mai 2021]
- ix. Anshan, L. et al, (2012). FOCAC Twelve Years Later achievements, challenges and the Way Forward, Discussion Paper 74, Peking University, School Of International Studies in cooperation with Nordiska Afrika institutet, Uppsala, Disponible en ligne : <https://www.files.ethz.ch/isn/151831/FULLTEXT01-4.pdf> [Consulté le 28 mai 2021]
- x. Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020) "Chinese Loans to Africa Database," Washington, DC: China Africa Research Initiative, Johns Hopkins University School of Advanced International Studies.
- xi. China-Africa Trade and Economic Relationship Annual Report 2010, Disponible en ligne : [http://www.focac.org/eng/zfgx\\_4/jmhzt832788.htm](http://www.focac.org/eng/zfgx_4/jmhzt832788.htm) [Consulté le 28 mai 2021]
- xii. China Africa Research Initiative et Boston University Global Development Policy Center. 2021. Base de données des prêts chinois à l'Afrique, version 2.0. Récupéré sur <https://chinaafricaloandata.bu.edu/>.
- xiii. China Africa Research Initiative (2019) Chinese Investments in Africa, Disponible en ligne : [https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100\\_fig1\\_236792693](https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100_fig1_236792693) [Consulté le 28 mai 2021]

- xiv. China Africa Research Initiative (2019), Chinese Workers in Africa, Disponible en ligne : <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa> [Consulté le 28 mai 2021]
- xv. China Daily (2019) Huajian Group puts its Best Foot Forward June 20, Disponible en ligne : [http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2019-06/27/content\\_37485271.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2019-06/27/content_37485271.htm) [Consulté le 28 mai 2021]
- xvi. China News (2020). 20 Days Setting Up A Business in China, Disponible en ligne : <https://www.chinanews.com/business/2020/11-06/9332299.shtml>
- xvii. Dankwah, O.K & Amoah, A. P (2018). Gauging the Dispositions between Indigenes, Chinese and other Immigrant Traders in Ghana, Asian Ethnicity, Volume 20, 2019 - Issue 1
- xviii. Development Reimagined (2020), Which African Countries are Most Vulnerable and Resilient to the Global Covid19 Slowdown? 28 mai 2020, disponible en ligne : <https://developmentreimagined.com/2020/05/28/which-african-countries-are-most-vulnerable/> [Consulté le 28 mai 2021]
- xix. Development Reimagined, 2020, <https://developmentreimagined.com/2020/06/12/is-africa-drowning-in-debt/> Geographical Indications: An opportunity for Africa to Add Value to Exports, Disponible en ligne : <https://developmentreimagined.com/2020/01/24/geographical-indications/> [Consulté le 28 mai 2021]
- xx. Development Reimagined (2020) China- Africa FDI Localization, Disponible en ligne : <https://developmentreimagined.com/wp-content/uploads/2020/10/fdi-localisation-1.pdf> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxi. Devermont, J. (2020) A Seat at the Table: African Leadership in Post Covid-19 World, Centre for Strategic and International Studies (CSIS) 12 June, Disponible en ligne : <https://www.csis.org/analysis/seat-table-african-leadership-post-covid-19-world> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxii. ECOWAS Infrastructure Plan, Disponible en ligne : <https://www.ecowas.int/ecowas-sectors/infrastructure/> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxiii. Exim Bank (2019) Annual Report 2019, Disponible en ligne : <http://english.eximbank.gov.cn/News/AnnualR/> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxiv. FOCAC Johannesburg Action Plan (2016-2018), Disponible en ligne : [http://www.focac.org/eng/zywx\\_1/zywj/t1327961.htm](http://www.focac.org/eng/zywx_1/zywj/t1327961.htm) [Consulté le 28 mai 2021]
- xxv. FOCAC Beijing Action Plan (2019-2021), Disponible en ligne : [http://www.focac.org/eng/zywx\\_1/zywj/t1594297.htm](http://www.focac.org/eng/zywx_1/zywj/t1594297.htm) [Consulté le 28 mai 2021]
- xxvi. General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), Disponible en ligne : [https://www.wto.org/english/docs\\_e/legal\\_e/gatt47\\_01\\_e.htm](https://www.wto.org/english/docs_e/legal_e/gatt47_01_e.htm) [Consulté le 28 mai 2021]
- xxvii. Frost, C. A. (2018). China-Africa Trade to Benefit from Growing Economic Cooperation—China Briefing News. Disponible en ligne <https://www.china-briefing.com/news/china-africa-trade-to-benefit-from-growing-economic-cooperation> [Consulté le 28 avril 2021]

- xxviii. Kates, H.(2021). Rwanda's Dry Chili Debut Chinese-Market, The New Times, 11 March, Disponible en ligne : [https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100\\_fig1\\_236792693](https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100_fig1_236792693) [Consulté le 28 janvier 2021]
- xxix. Li, B.(2015)Africans Also Investing In China, Availabe Online: <https://www.un.org/africarenewal/magazine/august-2015/africans-also-investing-china> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxx. McKinsey & Company (2017) Dance of the lions and dragons; How are Africa and China engaging, and how will the partnership evolve? Juin 2017, Disponible en ligne : <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/Middle%20East%20and%20Africa/The%20closest%20look%20yet%20at%20Chinese%20economic%20engagement%20in%20Africa/Dance-of-the-lions-and-dragons.ashx> [consulté le 28 mai 2021]
- xxxi. Ministère du commerce de la République populaire de Chine. « Annual Report on China international Project Contracting 2019-2020. » [Consulté le 20 janvier 2021]
- xxxii. Namibia Broadcasting Corporation (2018), Namibia China Sign Various Trade Agreements, 29 March 2018, Disponible en ligne : <https://www.nbc.na/news/namibia-china-sign-various-trade-agreements.16826> and <http://na.mofcom.gov.cn/article/jmxw/201905/20190502862471.shtml> [Consulté le 28 mars 2021]
- xxxiii. Ryan, J. (2020). China To Start Buying soybeans From Tanzania As It Seeks New Suppliers, South China Morning Post, 20 October, Disponible en ligne : [https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100\\_fig1\\_236792693](https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100_fig1_236792693) [Consulté le 28 janvier 2021]
- xxxiv. Riccardo Crescenzi and Nicola Limodio (2021), The Impact of Chinese FDI in Africa: Evidence From Ethiopia, London School of Economics, Disponible en ligne : [http://eprints.lse.ac.uk/108455/1/Paper\\_22\\_the\\_impact\\_of\\_chinese\\_fdi\\_in\\_africa.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/108455/1/Paper_22_the_impact_of_chinese_fdi_in_africa.pdf) [consulté le 28 mai 2021]
- xxxv. Ryder, H. & Benefo, A.(2020) China's Coronavirus Slowdown: Which African Countries will be Hit Hardest, The Diplomat 19 March, Available Online: <https://thediplomat.com/2020/03/chinas-coronavirus-slowdown-which-african-economies-will-be-hit-hardest/> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxxvi. SADC Regional Infrastructure Development Mater Plan, Disponible en ligne : [publications/show/Regional\\_Infrastructure\\_Development\\_Master\\_Plan\\_Energy\\_Sector\\_Plan.pdf](publications/show/Regional_Infrastructure_Development_Master_Plan_Energy_Sector_Plan.pdf) [Consulté le 28 mai 2021]
- xxxvii. Shalal, A.(2020) Kenya Wants Close Ties with both USA and China, Reuters,15 February, disponible en ligne : <https://www.reuters.com/article/us-kenya-china-trade-idUSKCN1TB1EC> [Consulté le 28 mai 2021]
- xxxviii. Shinn, David H. and Joshua Eisenman. China and Africa: A Century of Engagement. 1st ed. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2012
- xxxix. Sundray,R. & Edinger. H. Examining the South African- China Agricultural Relationship, Case Study 42, Disponible en ligne : <https://www.files.ethz.ch/isn/100675/42.pdf> [Consulté le 28 mai 2021]

- 
- xl. State Council Information Office of the People's Republic of China (2021). China's International Development Cooperation in the New Era, 10 January, Disponible en ligne : [https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100\\_fig1\\_236792693](https://www.researchgate.net/figure/Price-indices-of-some-major-agricultural-export-commodities-of-Africa-1965100_fig1_236792693) [Consulté le 28 janvier 2021]
  - xli. UN Sustainable Development Goals, Disponible en ligne : <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/sustainable-development-goals.html> [Consulté le 28 mai 2021]
  - xlii. Winkler, M.A (2020) Coronavirus Is Helping African Economies Compete, Bloomberg 25 November Disponible en ligne : <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2020-11-25/coronavirus-is-helping-african-economies-compete> [ Consulté le 28 mai 2021]
  - xliii. Xinhua (2020). Kenya To Prioritize Avocado Exports China, CGTN, 7 November, Disponible en ligne : <https://africa.cgtn.com/2020/11/07/kenya-to-prioritize-avocado-exports-to-china/>[Consulté le 10 janvier 2021]
  - xliv. Yu-Wen Chen & Niall Duggan (2016), Soft Power and Tourism: A Study of Chinese Outbound Tourism to Africa, JCIR: VOL. 4, No. 1 (2016), Disponible en ligne : <https://core.ac.uk/download/pdf/229009061.pdf> [ Consulté le 28 mai 2021]